

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
APANAGES EN FRANCE

DU XVI^e AU XIX^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 2 juin 1900, à 2 h. 1/2

PAR

L.-A. MAFFERT

ÉLÈVE DE L'ÉCOLE DES HAUTES-ÉTUDES

Président : M. ESMEIN.

Suffragants : { MM. LESEUR, professeur.
JACQUELIN, agrégé.

PARIS

Librairie Nouvelle de Droit et de Jurisprudence

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1900



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux théories émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
APANAGES EN FRANCE

DU XVI^e AU XIX^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le samedi 2 juin 1900, à 2 h. 1/2

PAR

L.-A. MAFFERT

ÉLÈVE DE L'ÉCOLE DES HAUTES-ÉTUDES

Président : M. ESMEIN.

Suffragants : { MM. LESEUR, professeur.
JACQUELIN, agrégé.

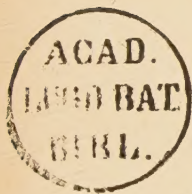
PARIS

Librairie Nouvelle de Droit et de Jurisprudence

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1900



A M. LE PROFESSEUR ESMEIN

Hommage respectueux de son élève reconnaissant.

LES APANAGES EN FRANCE

DU XVI^e AU XIX^e SIÈCLE

CHAPITRE PREMIER

LES APANAGES JUSQU'EN 1540.

Le mot et la chose. — Origine des apanages. — Conditions successives des apanages. — Etendue de ce travail et méthode suivie.

Le mot *apanage* semble avoir donné grand tourment aux chercheurs d'étymologies. Loysel faisait venir cette dénomination de *a pennis* : « Donner plumes et moyens aux jeunes seigneurs sortant du nid, de la maison de leur père, pour commencer à voler et à faire fortune par maints exploits (1). »

Du Cange est moins imaginaire, mais plus exact, en tirant apanage de *panis* : *Apanare panem ac cibum porrigere, pascere, panem enim pro quocumque alimento usurpari palam est* (2).

(1) Loysel, *Opuscules*, p. 68.

(2) Du Cange, *Glossarium mediæ et infimæ latinitatis* au mot *apanare*.

Suivant Laferrière, l'expression *annagium* était quelquefois employée (1) pour signifier droit d'aînesse, le privatif *ab*, joint au mot *annagium*, aurait fait dans la basse latinité *abannagium*, d'où le français apanage, pour signifier ce qui est différent de l'aînesse et ce qui est donné par les pères et mères aux puînés pour leur nourriture et leur entretien.

Dans les lettres patentes de Charles VI du 4 juin 1392, portant concession de supplément d'apanage à son frère, on lit le mot appariage au lieu de apanage (2).

L'opinion moderne a suivi du Cange.

La Curne de Sainte Palaye s'exprime ainsi : « C'est dans le mot pain, en latin *panis*, qu'on trouve l'origine aussi simple que naturelle du mot apanage (3). »

Nous lisons dans Diez : *appaner* *apanar* (prov.) *nâhren* (nourrir) *versorgen* (prendre soin) *daher fr. apanage leibgedinge von panis* (4).

Godefroy rattache le mot apanage à l'idée de partage indiquée dans le mot aparage qui, en termes de coutumes, marque l'action d'égaliser, de proportionner la dot d'une fille à son état (5).

(1) Cf. Jean Faber, *Commentaire sur les Institutes*.

(2) *Rec. du Louvre*, t. 7, p. 469. On peut rapprocher de ces textes ce curieux extrait de l'ancienne coutume de Normandie :

« Les sœurs ne doibvent clamer aulcune partie en l'héritage de leur père contre leurs frères, ni contre leurs hoirs, mais elles doivent demander leurs mariages. Et se les frères les peuvent marier de meubles sans terre ou avec terre, ou de terres sans meuble à hommes idoines sans les *desparager*, ce leur doibt suffire. » *Ancienne coutume de Normandie*, ch. XXVI.

(3) La Curne de Sainte Palaye, *Dictionnaire historique de l'ancien langage français*, 1876.

(4) Diez, *Dictionnaire étymologique des langues romanes*, 1887.

(5) Godefroy, *Dictionnaire de l'ancienne langue française*, t. 1.

En fait appanager et apparager sont souvent employés l'un pour l'autre et, dans certaines coutumes, c'est le mot apparager qui est seul employé.

La Curne de Sainte Palaye en donne cette explication : « Il est si naturel, dit-il, d'égaliser, de proportionner la dot, l'apanage d'un fils et d'une fille à l'état qu'ils doivent avoir dans la société, qu'appanager et apparager ont pu signifier la même chose.

Ainsi la raison de substituer dans quelques coutumes au mot appanager le verbe apparager, semble moins essentielle que ne l'ont cru Ragneau et les auteurs du dictionnaire de Trévoux. »

Littre rattache le mot apanage à une forme non latine *apanaticum de a et de panis*.

Le mot *apanage* signifie un don fait à une personne pour sa subsistance. Nous n'employons pas ici le mot don, dans le sens propre où il indique une pure libéralité, mais dans le sens très général où il marque le transport d'une chose, de la main d'une personne dans celle d'une autre, et, par un effet de la volonté de la première, à tout autre titre qu'à titre onéreux.

Si nous limitons un peu le champ de cette définition, nous voyons que le mot apanage est employé toutes les fois que, dans une famille, on donne soit aux cadets, soit aux filles, certains objets particuliers pour laisser la succession entière à l'ainé.

Plusieurs coutumes se servent de ce mot en parlant des maisons des particuliers (1). La coutume du Nivernais admet l'apanage des filles : « Fille mariée et appanée ou

(1) Chopin, *De dominio*, lib. 2, tit. 4.

dotée par père et mère... ne peut retourner à la succession desdits père et mère (1). »

C'est-à-dire qu'une fille mariée par son père, sa mère, son aïeul ou son aïeule, et qui a été par eux apanagée d'une portion de leurs biens, est exclue des successions de ceux qui l'ont ainsi mariée (2).

Dans le sens qui nous intéresse, c'est-à-dire relativement aux frères de roi et aux fils de France, l'apanage est un moyen d'acquérir particulier au droit français, c'est l'assignation légalement faite des domaines et droits domaniaux d'une province à un fils de France, pour lui tenir lieu de sa portion légitimaire dans les biens de l'État, sous la condition d'acquitter les charges qui affectent ces domaines, et sous la clause de leur réversion à la couronne dans le cas d'interruption de la ligne masculine. Expliquons cette définition :

Assignation. — Légalement faite, car toute constitution d'apanage se vérifie d'abord et s'enregistre au Parlement, après quoi la Chambre des Comptes procède juridiquement à l'évaluation.

Assignation des domaines et des droits domaniaux. — Cette énonciation est exclusive de toute souveraineté. Nous entendons désigner ainsi les propriétés foncières et les profits de toutes sortes qui tiennent à l'utile et à l'honorifique, sans rien toucher du pouvoir souverain.

Assignation sous la condition d'acquitter les charges. —

(1) *Coutume de Nivernais*, tit. XXIII, art. XXIV.

(2) Relativement à cette sorte d'apanage, le Parlement de Paris a jugé par arrêt du 3 mai 1758, qu'un père qui n'avait point fait d'inventaire par lequel la communauté fût dissoute, ni fait constater ce qui appartenait à ses enfants du chef de leur mère, ne pouvait être considéré comme ayant véritablement apanagé ses filles, et cela parce que les deux patrimoines étaient confondus ensemble.

Les obligations de l'apanagiste étaient énumérées tout au long dans les édits ; elles étaient quelquefois très lourdes, et on voit le comte d'Artois rendre l'Auvergne au roi, les revenus étant fort au-dessous des charges.

Assignment faite sous la clause de réversion à la couronne, à défaut d'hoirs mâles.

Chopin (1) et Lebret (2) rapportent plusieurs exemples d'apanages constitués par les rois en faveur de sujets qui avaient rendu de grands services. Notons, pour y revenir en un autre chapitre de ce travail, que ces biens étaient également donnés sous clause de retour à la couronne à défaut d'hoirs mâles (3).

Le Parlement, par un arrêt du 24 septembre 1709, fit ainsi rentrer dans le domaine du roi un apanage constitué par Philippe le Bel en faveur de Nogaret.

Loisel considère l'institution des apanages comme une émanation de la loi salique (4). Pasquier raisonne bien plus justement : « Combien, dit-il, que l'apanage et le droit d'aînesse soient choses nouvelles au regard de la loi salique, si est-ce que pour le profit que notre royaume sente de telles maximes, nous les rapportons communément comme si elles eussent été introduites avec cette loi salique véritablement non sans une grande occasion, car encore qu'elle n'en fasse aucune mention, et néanmoins la

(1) Chopin, liv. 2, tit. 14.

(2) Lebret, liv. 3, chap. 2.

(3) Augeard, t. 2, p. 212.

(4) Par la loi salique, les royaumes, duchés, comtés, marquisats et baronies ne se démembrent pas. Mais doit le roi, apanage à Messieurs ses frères et enfants mâles puînés, et mariage à Mesdames ses sœurs et filles, et les ducs, comtes et barons récompense en autres terres.

même raison qui occasionne nos ancêtres à forelore les filles de l'espérance du royaume, fut cause que depuis on voulut attribuer aux aînés tout le droit de la couronne, et que, par le même moyen, les frères de nos rois furent seulement appennés (1). »

La succession de l'aîné des fils de rois au trône est le résultat de la coutume. Les six premiers rois de la troisième race associent de leur vivant leur fils aîné à la couronne ; ils le font même sacrer et c'est ainsi que s'établit la coutume que le royaume est dévolu au plus proche héritier mâle par les mâles du roi décédé.

Les cadets se trouvent ainsi privés de tout héritage, il faut leur donner le moyen de vivre selon leur rang : de là les apanages (2).

Nous ne voyons cependant pas de loi précise obligeant les rois à donner des apanages à leurs frères et à leurs fils. « En la maison de France, il n'y a partage, mais apanage à volonté et arbitrage du roi père ou du frère régnant. » Tous les rois se sont fait un devoir de fournir à « l'entretienement » de leurs puînés en leur procurant une subsistance propre à les dédommager de la perte de la souveraineté. Enfants de l'État, ils prennent dans les fonds de l'État, par la main des rois, les parts et portions qui leur ont été assignées.

« Le vœu de la Nation, dit le roi Louis XV, résumant toute la théorie des apanages, a été rempli, et la royauté

(1) Pasquier, *Recherches*, liv. 2, ch. 18.

(2) De la Lézardière, *Théorie des lois politiques de la monarchie française*, t. IV, p. 733 ; Laferrière, *Histoire du droit français*, t. 2, p. 231 ; Dupin, *Traité des apanages*, 1^{re} partie, § 1, p. 5 ; *Encyclopédie du droit* au mot *apanage* ; Macarel et Boulatignier, *De la fortune publique*, t. 2, nos 147 et 148.

a acquitté ses obligations. Cette institution, par son principe et par sa longue observance qui n'a souffert aucune interruption, a mérité d'être placée au rang des lois fondamentales de notre monarchie (1). »

Au commencement, les rois constituent les apanages, sans en faire dépendre la possession, de règles fixes et uniformes ; ce n'est qu'à la longue, et en réunissant un grand nombre de précédents que l'on est arrivé à déterminer d'une manière précise la loi des apanages (2).

Depuis du Tillet (3) et surtout depuis la dissertation de Husson (4), on distingue dans l'ancienne législation des apanages trois époques : la première, depuis Hugues Capet en 987, jusqu'à la mort de Philippe Auguste en 1188.

La seconde, depuis Louis VIII en 1223, jusqu'à Philippe le Bel en 1285.

La troisième, depuis Philippe le Bel.

A notre avis, cette division est factice et nous ne la citons que pour mémoire. A la vérité, jusqu'en l'année 1565, où fut publié l'édit d'apanage de Henri de France duc d'Anjou, il n'y a que des tendances mais pas de règles fixes, et par conséquent, pas de doctrine.

Déjà en 1540, l'édit de François I^{er}, en faveur de son second fils Charles, renferme quelques principes, mais la sauvegarde des droits souverains n'y est pas nettement affirmée. On ne peut pas nier, pourtant, qu'une évolution

(1) Préambule des lettres patentes du 7 décembre 1766.

(2) Aucune loi n'établit directement la nature des apanages, pour la connaître il faut recourir aux édits de leur formation. Dufresne, *Journal des principales audiences des parlements*.

(3) Du Tillet, part. 1, p. 286, édit. de 1618.

(4) Husson, Dissertation insérée à la suite du commentaire de Duplessis sur la *coutume de Paris*.

ne se soit produite, mais elle est due aux suggestions de circonstances particulières plutôt qu'aux inspirations d'une idée générale.

Comme le fait remarquer Mlle de la Lézardière (1), les apanages sont absolument inégaux et déterminés par la seule volonté du roi. Quelquefois, la nécessité d'économiser le domaine de la couronne réduisait l'apanage des cadets à des seigneuries ou à des rentes. La royauté est limitée dans l'exercice de ses générosités par l'instinct de la conservation.

Le roi sait que sa couronne court des dangers s'il abandonne trop facilement les grandes provinces, et l'histoire est là pour donner raison à ces craintes légitimes. Les apanagistes sont pour le royaume un sujet permanent de troubles ; quand ils ne se battent pas entre eux, comme sous la minorité de Charles VI, ils sont les adversaires du roi ; c'est contre la féodalité apanagiste que Louis XI aura surtout à lutter (2).

Plus nous nous éloignerons de la seconde race, plus nous verrons se multiplier les mesures restrictives ; l'organisme royal se défend contre les siens, et se préserve contre les grands vassaux en évitant de disséminer exagérément ses forces. C'est l'explication de la mesure singulière de Louis VIII, obligeant ses fils, à partir du cinquième (3), à entrer dans la cléricature. « On peut être surpris, dit l'annaliste François, qu'un prince religieux ait

(1) Mlle de la Lézardière, *Théorie des lois politiques de la monarchie française*.

(2) Mignet, *Notices et mémoires*, t. 2, p. 201.

(3) Item volumus et præcipimus quod quintus filius noster sit clericus et omnes alii qui post eum nascentur. *Ord. du Louvre*, t. II, p. 323.

fait une semblable disposition, mais c'était, sans doute, pour moins multiplier les apanages, ou plutôt pour ne point trop démembrer des portions du domaine dont les princes avaient alors la propriété. »

Le domaine apanager est d'abord transmissible aux collatéraux et aux fils de l'apanagiste (1). Ainsi, le comté de Dreux, donné en apanage (1050) à Robert de France, quatrième fils de Louis le Gros, n'est revenu à la couronne qu'en vertu de la vente qui en fut faite à Charles V, par les filles de Jeanne de Dreux, arrière petite-fille de Robert.

Notons, tout de suite, une particularité très importante : dans ces premiers temps, les apanagistes possédaient en pleine propriété les domaines qui leur étaient concédés à titre d'apanage (2).

Au XIII^e siècle, se manifeste la tendance à établir la charge de retour au domaine de la couronne, à défaut d'hoirs en ligne directe. Sous le nom d'hoirs, on comprend même les filles ; les collatéraux sont donc seuls exclus. Louis VIII indique déjà, en 1225, la clause de retour pour le comté de Clermont qu'il avait donné en apanage à Philippe son frère :

« Quod si idem qui Atrebasium tenebit sine herede cederet, volumus quod tota terra Atrebatesii et alia terra quam teneret ad filium nostrum regni nostri successorem libere et integre redeat (3). »

Philippe mourut en 1233 ne laissant qu'une fille appelée Jeanne qui lui succéda dans l'apanage et qui mourut

(1) Voir les faits à l'appui de cette assertion. Dupin, *Traité des apanages*, p. 8.

(2) Cf. Nouveau Denisart. Husson, *op. cit.*

(3) Duchesne, *Inst. fr.*, t. 5, p. 324, éd. 1629. Cf. Paillet, *Dictionnaire universel du droit français*, t. 2, p. 43.

sans postérité en 1251. Saint-Louis et ses frères étant héritiers au même degré, il y eut grand procès entre eux. Un arrêt du Parlement de 1258 adjugea le comté à Saint-Louis comme roi.

Ces principes n'ont été érigés en lois que par Saint-Louis dans des lettres patentes de 1268, constitutives d'apanage en faveur de plusieurs de ses fils. Le roi y spécifie que tous ces apanages étaient à charge de retour, à défaut d'hoirs en ligne directe, c'est-à-dire si le titulaire décédait *sine herede de corpore suo*.

Depuis, ces règles ont été pleinement en vigueur. Invoquées en 1285 par Philippe le Hardi, elles sont acceptées par le Parlement qui adjugea à ce prince les comtés d'Auvergne et de Poitou, à la mort d'Alphonse son oncle qui ne laissait pas d'enfant, tandis que le roi de Sicile, frère d'Alphonse, fut exclu de la succession (1).

Philippe argumentait ainsi, disant « que, par la loi de sa couronne, tels duchés anciennement étant du patrimoine et domaine de son royaume, luy sont retournés ; puisque Alphonse, qui les tenait par apanage, est mort sans enfants descendant de lui et que les frères et autres collatéraux n'y peuvent succéder ».

Dans cette affaire, on interpréta le *sine herede* de Louis VIII dans le même sens que le *sine herede de corpore suo* de Louis IX, c'est-à-dire sans enfants de lui, sans héritiers en ligne directe.

Il est certain que les filles n'étaient pas exclues, nous en trouvons la preuve dans le procès du comte d'Artois.

Louis VIII avait donné le comté d'Artois à Robert I^{er}, son second fils ; à celui-ci succéda Robert II, son unique

(1) Papon, liv. 5, tit. 10, n° 1 ; Daluc, liv. 5, tit. 4, ch. VI, p. 46 ; Husson, *op. cit.*

filz qui eut deux enfantz, Mathilde ou Mahaut, qui lui survécut, et Philippe, mort avant lui, laissant un filz, Robert III.

Faisons remarquer que la représentation, même en ligne directe, n'avait pas lieu en Artois comme l'atteste l'article 18 de la Coutume, non plus que dans celle de Boulogne et de Ponthieu (art. 8) dont l'Artois avait été arrière-fief. Robert ne pouvait donc se dire héritier par représentation de son père, mais il soutint que les filles ne succédant pas à la couronne, ne pouvaient hériter de l'apanage. Débouté par sentence arbitrale de Philippe le Bel, le 13 octobre 1309 et ensuite par arrêt de 1315, il fit fabriquer de prétendues lettres-patentes qui excluèrent les filles de l'apanage. Sur la poursuite de Mathilde, et, après elle, de Jeanne, sa fille unique et son héritière, ces lettres furent déclarées fausses par arrêt du 13 mars 1330. Un second arrêt du 19 mars 1331 condamna Robert au bannissement avec confiscation de ses biens (1).

Philippe le Bel écarta définitivement les filles de la succession à l'apanage. Ce roi avait donné le comté de Poitiers à son filz Philippe, dit le Long, or, dans son codicille en date du jeudi, veille de St-André 1314, il s'exprime ainsi : « Nous, regardant qu'il pourrait advenir que le dit Philippe, ou aucun de ses hoirs ou successeurs, comtes de Poitiers, pourraient mourir sans hoirs mâles de leurs corps (laquelle chose nous ne voudrions pas, ni que le comté fut en main de femelle) sur ce, avons ordonné ainsi comme il en suit, c'est à savoir, qu'au cas où le dit Philippe ou aucun de ses hoirs, comtes de Poitiers, mourrait sans laisser hoirs mâles de son corps, nous voulons et

(1) *Causes célèbres de Richer*, t. XVII, *Histoire de Bourgogne*, par Dufey, t. II.

ordonnons que le comté de Poitiers retourne à notre successeur roi de France, et soit rejoint au domaine du royaume, et en ce cas, voulons le dit notre successeur être tenu et obligé à donner deniers suffisants pour marier les filles, si aucunes y en avait (1). »

A la mort de Philippe le Long, Jeanne sa fille, duchesse de Bourgogne, réclama l'apanage de son père. Elle fut déboutée par arrêt de janvier 1323. Mais, chose étonnante, le procureur général ne fit aucune mention de l'Ordonnance de Philippe le Bel, il s'appuya sur ce fait qu'il y avait eu retour à la couronne, par suite de l'avènement de Philippe.

Ces dispositions ont été considérées, depuis, comme étant le droit, et nous les retrouvons dans les lettres patentes de Louis XI (2), de novembre 1461.

Elles sont rappelées dans l'article 1^{er} de la célèbre Ordonnance de 1566. Charles V, par un édit d'octobre 1374, n'assigne plus aux princes des provinces et seigneuries pour apanage, mais seulement un revenu fixe en fonds de terre : « Comme notre fils Charles doit être roi de France après nous et succéder en notre royaume... Notre fils Loys aura pour tout droit de partage ou apanage à lui appartenant en nos terres et seigneuries, pour rai-

(1) Cité incomplètement par du Tillet (*Recueil rois de France*, p. 296). Nous avons rapporté le texte copié par ordre de Charles VII et qu'on peut appeler véritablement l'ordonnance de Philippe le Bel. Chopin, *de Domanio*, liv. 3, n° 40.

(2) « Voulant toutes voies que s'il advenait que notre dit frère « Charles n'eust aucuns enfants mâles, ou que, au temps advenir, « sa lignée cheust en ligne femelle, en ce cas, le dit duchié et seigneurie de Berri reviendront à nous ou à nos successeurs roys, « et au domaine de la couronne de France, tout par la forme et « manière que font et doivent faire les autres terres et seigneuries « baillées en appanage de France. » (*Mémoires de Commines*, t. 1, preuves, p. 338.)

son de notre succession ou autrement, douze mille livres de terres au tournoi avec titre de comte et 40,000 livres en deniers pour lui mettre en état. »

Telle est la teneur de l'article premier ; par les articles suivants, Charles statue à l'égard des filles que, « l'aînée sera contente de 100,000 livres qu'il lui donne en mariage avec tels estorements (meubles, bijoux, ustensiles), comme il appartient à fille de roi de France, les cadettes auront 60,000 livres et le mobilier. »

Ce système qui se rapproche du système anglais restera longtemps sans application. La pauvreté du Trésor empêche souvent de suivre les règles édictées par Charles V. On constituait l'apanage des filles en terres et seigneuries, mais celles-ci étaient toujours rachetables au profit du domaine pour la somme à laquelle l'apanage avait d'abord été arrêté (1).

Ces restrictions apportées dans la constitution des apanages devaient incontestablement contribuer à écarter le danger très vrai, créé par la formation d'États puissants dans l'État lui-même.

Les réformes n'eurent leur plein effet que par l'adjonction d'un principe nouveau qui s'affirme peu à peu, et ne reçoit son plein épanouissement pratique qu'en 1566.

Nous savons que la Monarchie franque considère le royaume et la puissance royale comme le patrimoine du roi qui en dispose à son gré. Trop souvent et trop facilement, il consent l'abandon des droits régaliens, et perd ainsi toute autorité sur les territoires cédés.

(1) L'apanage est de deux sortes... aux filles des rois pour être rachetable en deniers, à toujours, sans aucune prescription, car la dot d'une fille de France est originairement en deniers, Guy Coquille, *Institutions*, p. 11.

Les liens de la féodalité ne sont pas suffisants à retenir dans le devoir, des vassaux qui possèdent des provinces plus riches que le royaume lui-même ; et si, dans un avenir plus ou moins éloigné, la clause de retour faute d'hoirs, doit réparer les effets de la séparation et refaire l'unité, il était indispensable que le roi lui-même fût empêché dans l'abandon de tous ses droits sur les domaines concédés.

D'où viendra le sûr moyen de contrebalancer les mauvais effets des cessions obligées ? de l'idée de l'inaliénabilité du domaine de la couronne (1). Il faut entendre ce mot *domaine* dans un sens très large ; il faut y englober, ainsi que l'expriment plusieurs articles du traité de Brétigny, « tous les honneurs, obédiances, hommages, ligeances, vassaux, fiez service, reconnaissance, sermens, droitures, mere et mixte impere, et toutes manières de juridiction hautes et basses, sauvegardes, seignories et souverainetés qui appartenaient ou pourraient en aucune manière appartenir au roi ou à la couronne de France » (2).

Cette tendance est générale dans tous les pays d'Europe (3). En France, elle ne se manifeste que vers le XIV^e siècle par des ordonnances qui révoquent les aliéna-

(1) Le procureur général de la Guesle fait remonter à Hugues Capet la défense d'aliéner les biens du domaine.

(2) Art. 11 du traité de Brétigny.

(3) L'auteur de *Fleta*, liv. 3, ch. VI, § 3, dit qu'il y eut la quatrième année du règne d'Edouard III, roi d'Angleterre vers la fin de 1275, une assemblée tenue à Montpellier, où tous les rois chrétiens convinrent qu'à l'avenir, le domaine de leur couronne serait inaliénable et que ce qui en aurait été aliéné serait révoqué.

L'existence de cette assemblée est révoquée en doute par Selden (*dissertation sur Fleta*), mais le président Henault le soupçonne de l'avoir niée pour des raisons politiques.

Dans le sens de l'inaliénabilité, cf. ordonnance de Jacques, roi de Sicile en 1285.

tions faites sous les règnes précédents. Il est juste de reconnaître que ces révocations ne sont pas exercées comme la conséquence d'un principe, mais en raison de ce que le domaine a été capté ou aliéné d'une manière excessive (1).

L'inaliénabilité ne s'affirme en France qu'au commencement du XV^e siècle. La coutume s'introduit du serment prêté par le roi à son sacre de ne point aliéner le domaine (2).

Charles VI fait nettement allusion à ce serment dans l'ordonnance cabochienne ; il l'a prêté, dit-il, comme ses prédécesseurs. « Attendans aussi que nous en notre sacre, et nos prédécesseurs avons juré et promis garder et tenir les droits de notre dite couronne et notre dit domaine entier » (3).

Nous n'avons pas trouvé trace de ce serment dans les actes des prédécesseurs de Charles VI. Il ne saurait, en tous cas, remonter au delà de Philippe le Long qui, le 29 juillet 1318, ordonna la revision des biens du domaine depuis Saint-Louis. Philippe le Bel et Louis le Hutin avaient fait de nombreuses aliénations pendant leur règne. On s'est basé sur ces faits pour nier l'assemblée de Montpellier. Ils sont suffisants pour écarter toute idée de serment.

Les apanages n'ont pas eu que les mauvais effets déjà

(1) Ord. juin 1318 ; Isambert, t. III, p. 179, avril 1321 ; Isambert, t. III, p. 294, octobre 1349 ; Isambert, t. V, p. 315, juillet 1364 ; Isambert, t. V, p. 217 ; cf. Isambert, t. 14, note 3 de la page 185.

(2) La formule du serment était : *Et superioritatem, jura et nobilitates coronæ Franciæ inviolabiliter custodiam et illa nec transportabo nec alienabo.*

(3) Ordonnance pour la police générale du royaume, Paris au lit de justice, 25 mai 1413.

signalés. Ils ont eu leurs avantages et ont été d'une utilité politique incontestable. Tout d'abord, ils ont assuré la transmission de la couronne au profit de l'aîné des fils du roi.

Les princes apanagés faisaient, dans leurs provinces, l'apprentissage de la royauté dont ils étaient les héritiers éventuels. De plus, en facilitant l'établissement et le mariage des princes de la famille royale, les apanages contribuèrent, par cela même, au développement de cette famille et en assurèrent la perpétuité.

Pour les provinces nouvellement conquises, l'apanage fut un excellent procédé de gouvernement ; la monarchie donnait aux pays nouveaux des chefs tirés de son sein. Comme le fait justement remarquer Mignet, « ces dynasties, en remplaçant les anciennes dynasties nationales dans les provinces, y transportaient la noblesse, la langue et les mœurs de la France centrale (1). Les liens de parenté entre la dynastie mère et la subordination plus exacte qu'elles observaient envers elle, devaient rattacher peu à peu les pays qui leur étaient dévolus à la France, appelée à les posséder en cas d'extinction des familles apanagées » (2).

C'est ainsi que les apanages n'ont pas, contrairement aux apparences, ralenti la marche des institutions vers l'unité monarchique (3).

Avec le XVI^e siècle, viennent les ordonnances à princi-

(1) Mignet, *Notices et mémoires*, t. 2, p. 201.

(2) Les apanagistes respectaient les institutions et usages locaux. S'ils les modifiaient, c'était pour y introduire les usages de la monarchie, c'est ainsi qu'Alphonse de Poitiers imita en tout, dans ses Etats, l'exemple de Saint-Louis.

(3) Cf. Glasson, *Histoire des institutions et du droit de la France*, 5 vol. 1887-1894.

pes. Louis XI avait fait la réunion de la Bourgogne et de la Provence et la Bretagne avait été réunie définitivement en 1499 (1). Il n'existe plus de grands vassaux, les anciens apanages étant éteints, les Pairs n'étaient plus que la représentation des anciens pairs, l'autorité royale ne pouvait plus recevoir d'atteinte.

La législation des apanages va pouvoir s'établir ; nous l'étudierons successivement dans les édits où elle s'est affirmée.

L'Édit fondamental est celui de François I^{er} en 1540, pour constitution d'apanage en faveur de son fils Charles.

Charles IX, lorsqu'il établit l'apanage destiné à Henri de France duc d'Anjou, corrigea l'édit de François I^{er} en supprimant tout ce qui était capable de porter atteinte aux droits souverains du roi.

Depuis, à très peu de chose près, les édits d'apanage ont reproduit l'édit de 1565. Ce sont *les édits de juillet 1626*, en faveur de Gaston Jean-Baptiste de France, frère de Louis XIII.

Mars 1661, pour l'apanage de Philippe de France, frère unique du roi.

Juin 1710, pour l'apanage de Charles de France, duc de Berri (2).

Avril 1771, en faveur de Louis-Stanislas-Xavier, fils de France.

Octobre 1773, pour le comte d'Artois.

(1) Charles VIII et Louis XII en avaient épousé successivement l'héritière.

(2) Philippe, frère du duc de Berri et son aîné ayant accepté la couronne d'Espagne, cessa d'être prince français et n'eut plus droit à l'apanage.

Les rois modifient la teneur des édits par des lettres patentes que le Parlement n'enregistre pas toujours de bonne grâce. Les arrêts du Parlement sont, pour l'étude des droits de l'apanagiste, une source précieuse d'information.

La Révolution reconnaît d'abord la légitimité de l'apanage, puis, appliquant les principes mêmes de Charles V, elle supprime l'apanage en terres pour le remplacer par une rente viagère.

La Convention, en 1793, ne reconnaissant plus de princes, supprime radicalement tout apanage, sous quelque forme qu'il se présente.

Deux méthodes pouvaient être employées pour mener à bien ce travail.

La première consistait à faire successivement l'étude de l'évolution de la théorie dans les différents édits et dans les lettres patentes. Ce système ne permettait que difficilement d'échapper à la monotonie des redites, tous les édits reproduisant celui de 1565.

La seconde, qui sera la nôtre, relèvera chacune des particularités saillantes de cette institution et fixera son développement, en faisant appel aux sources ci-dessus indiquées.

La législation de la Révolution sera l'objet d'une étude d'ensemble qui terminera cet essai.

CHAPITRE II

CONSTITUTION DES APANAGES.

Sujet de l'apanage. — Les puînés mâles. — Les Filles de France, les Princes du sang. — Les enfants légitimés, les enfants adoptifs. — Objet de l'apanage. — Edits de constitution. — Détermination des biens donnés en apanage. — Evaluation et parfourissement. — Administration de l'apanage. — Juges des apanages.

L'article 1^{er} de l'Edit du domaine s'exprime ainsi : « Le domaine de notre couronne ne peut être aliéné qu'en deux cas seulement, l'un pour apanage des puisnez mâles de la maison de France. »

Loisel pense qu'il y a obligation pour le roi de constituer apanage au profit des fils puînés : « Par la loi salique, les royaumes, duchés, comtés, marquisats et baronies ne se démembrent pas, mais *doit* le roi apanage à Messieurs ses frères et enfants mâles puînés, et mariage à Mesdames ses sœurs et filles » (1).

Dupuy a exprimé dans la deuxième de ses règles une opinion un peu ambiguë, mais qui s'explique plutôt dans le sens négatif de toute obligation : « Que les puisnez enfans de France peuvent seulement demander une provision pour leur entretienement à la volonté du roi, laquelle provision s'appelle dans les anciennes investitures, pour-

(1) Loisel, *Inst. const.*, liv. 4, tit. 3, reg. 87 et 88. Edition Dupin et Laboulaye, t. II, p. 75.

voyance, portion de terre, assignat, provision alimentaire, et, sur les derniers temps appanage et jamais partage, parce que ce mot induirait un droit de propriété (1). »

Non seulement il est impossible de trouver un texte établissant que les rois sont tenus, en droit, à fournir des apanages à leurs puînés, mais, pendant les premiers temps, les rois ne s'y croyaient pas obligés. C'est ainsi que Eudes n'a rien reçu de son frère Robert II. Les deux fils puînés de Henri I^{er}, Hugues et Eudes furent également oubliés. Parmi les nombreux fils de Louis le Gros, deux seulement furent dotés. Louis VIII n'apanagea que trois de ses enfants, les autres, nous l'avons vu, devaient, à partir du cinquième, entrer dans les ordres.

Mais, si la source de cette institution ne relève pas de textes précis, elle part d'un principe légitime. Les vieux auteurs disent avec raison, que le roi excluant ses frères de la succession du père commun, l'apanage est une dette de l'État envers ceux qui portent le titre d'enfants de l'État et sont aussi appelés éventuellement à succéder à la couronne.

C'est par une pratique constante et une coutume sans interruption que l'apanage est devenu une règle essentielle de notre droit public.

Nous avons suivi le développement historique des apanages jusqu'à notre époque. Au point de vue du fait, les filles n'ont point été originairement exclues de la succession aux apanages. Ni Louis VIII ni Louis IX ne les ont écartées, et le *sine herede de corpore suo* leur permettait de succéder au même titre que les mâles. On est arrivé,

(1) Dupuy.

pour des raisons politiques, à restreindre le mot *hoirs* aux seuls mâles, et c'est Philippe le Bel qui a réalisé cette réforme très importante.

Les auteurs ont, comme toujours, philosophé sur les faits et cherché à donner l'explication de la réforme.

Le premier mode d'argumentation se tire de raisons purement politiques : les fils seuls, disent les tenants de cette opinion, ont droit à l'apanage en terres, parce qu'ils composent toujours la famille régnante et forment des branches qui la soutiennent.

Les filles au contraire, se mariant ailleurs, ne sont plus de la famille royale de France. Il n'y a pas à douter que les rois ont dû reconnaître qu'il y avait danger par eux à introduire dans les fiefs, des étrangers très aptes à devenir des ennemis. Le meilleur moyen d'éviter cet inconvénient était de doter les filles autrement que par des concessions territoriales. Les rois ont dû, par nécessité, engager des terres, mais outre la condition du droit perpétuel de rachat, ces terres, dit Dupuy, « n'ont jamais été de grande considération ny importance (1) ».

Voici, maintenant, l'argument tiré des textes : l'assimilation entre le droit des fiefs et le droit des apanages a été souvent faite ; or, on trouve dans la législation des fiefs que le mot *hoirs* s'entend exclusivement des mâles.

C'est l'empereur Conrad qui a établi les lois des fiefs, perpétuels ; elles ont été rédigées en un corps sous Frédéric 1^{er} en 1215. Dans ce recueil, on trouve le texte suivant : « *Ille qui suum beneficium alii dat in feudum non debet alia lege dare nisi qua ipse habeat, ut sic habeat sibi suisque heredibus — quod intelligi debet de solis mascu-*

(1) X^e règle de Dupuy.

lis — non debet alii dare ut habeat ipse et sui heredes masculi et fæminæ, unde quibusdam placet quod qui taliter dedit eo ipso beneficium amittit. »

Au titre « de alienatione fendi § et si clientelus », il est dit : « eo mortuo sine legitimo herede, id est filio masculino (1). »

Constatons d'abord que ce texte n'a pas influencé les événements, et que, jusqu'au codicille de Philippe le Bel, les femmes ont été reconnues aptes à succéder aux apanages (2).

Au point de vue de la doctrine, la coutume en France n'a pas été aussi absolue. Peu favorable aux femmes, elle a tendance à les écarter de la succession féodale, mais ne va pas jusqu'à les déclarer incapables.

On leur oppose le privilège de la masculinité qui s'applique, non en ligne directe, où le droit d'aînesse suffit, mais en ligne collatérale où, à degré égal, le sexe masculin exclut le sexe féminin (3). Si, au contraire, la femme était plus proche, elle héritait.

Dupuy en sa VIII^e règle reconnaît implicitement ce droit : « aux investitures où les filles ne sont expressément

(1) Chopin, *de Domanio*, lib. 1, cap. 3, § 8 et 9. Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du droit*, p. 240.

(2) Cf. ch. 1^{er}. En 1361, Isabeau de France épousant le duc de Milan reçut des terres en apanage, à charge de retour à la couronne à défaut de fils et de fille.

En effet, de l'incapacité des femmes de succéder aux apanages, il ne faudrait pas conclure qu'elles fussent incapables *de tenir* des apanages.

(3) Cf. Très anciennes Coutumes de Bretagne, XIV^e siècle, ch. CCXXXII, *Livre de Jostice et de Plet*, XII, 6, § 28.

« Se il i a eu eschéete de costé masle et femelle iuves li masle, prent et la femelle non. Et se la femelle est plus près que li masles, elle prant avant que li masles. »

nommées, elles en sont du tout exclues, en telle forme que pour faire qu'elles y puissent succéder, il faut qu'elles y soient exprimées (1). »

Il est inutile, à notre sens, de donner à l'exclusion des femmes une raison doctrinale, la politique justifie très bien la réforme de Philippe le Bel.

Il ne faut pas confondre avec l'apanage, l'assignation faite sur une portion du domaine en garantie de la dot reçue soit par le roi, soit par les apanagistes. Cette assignation donne à la femme, reine ou princesse, un droit sur les revenus de la portion du domaine désignée ; elle ne leur confère aucune propriété.

Le titre de *prince du sang* ne donne ni le droit de succéder à l'apanage, ni celui d'en demander un. Les princes du sang ont droit seulement, aux grâces et aux secours du roi.

Les *enfants légitimés* peuvent-ils succéder à l'apanage ? En principe, il fallait être l'aîné, mais aussi être né *de loyal mariage*, c'est ce qui résulte des termes mêmes des édits de création.

Mais, d'après Dupin, on ne devait pas interpréter trop strictement le loyal mariage et exclure de la succession les enfants qui n'étant pas nés de fait en légitime mariage, auraient été légitimés par mariage subséquent.

(1) « Les filles ne succèdent point aux fiefs, que dans trois cas :

1° Si feudum sit femineum et nullis existentibus masculis et quod pactum non sit in contrarium ;

2° Quando per pactum fuit expressum ut in investitura quod filiae succederent masculis deficientibus ;

3° Quando filia redemit feudum a domino et quod placet domino sibi dare investituram (Dupuy). »

Toutefois, si, dans l'intervalle entre la naissance de l'enfant naturel, et sa légitimation par mariage subséquent, un enfant légitime était né d'un mariage valable, contracté pendant le temps intermédiaire, cet enfant, né de loyal mariage, aurait acquis, par le seul fait de sa naissance, tous les droits de la légitimité avec les espérances attachées à cette condition.

Il ne saurait donc être dépouillé par une légitimation subséquente et empêcherait toutes les réclamations de l'enfant légitimé.

La difficulté ne peut évidemment porter que sur la succession. Il est bien certain qu'un enfant naturel légitimé par le roi est capable de recevoir un apanage.

Philippe Auguste n'en constitua qu'un seul, et ce, en faveur de son fils Philippe, légitimé d'Agnès de Méranie, il lui donna le comté de Mortain, la châtellenie de Domfront et la terre du Cotentin, et il ajouta à ces dons le comté de Boulogne.

Louis VIII confirma la libéralité faite à son frère ; il se permit seulement de faire quelques modifications, changeant la terre de Cotentin contre le comté de Clermont, et le quart du comté de Dommartin contre le comté d'Aumale, une terre en pays de Caux et les terres d'Alin et de Lillebonne.

Louis XIV légitiba les enfants naturels (1) qu'il avait eus, soit de Mlle de La Vallière, soit de Mme de Montes-

(1) De Mlle de la Vallière était né, outre deux filles, le comte de Vermandois, mort grand Amiral à seize ans.

Mme de Montespan eut deux filles et deux garçons : le comte de Toulouse, grand Amiral de France qui se signala à la bataille de Malaga et resta en dehors des intrigues de la cour ; le duc du Maine, celui que St-Simon appelle « le cher bâtard cher en toutes choses » était né en 1670.

pan ; il leur donna en 1714 la qualité de vrais princes du sang, capables de succéder à la couronne à défaut d'autres princes. Déjà il les avait reconnus comme ses enfants légitimes, capables de tous les honneurs et effets civils, d'apanages par conséquent.

Les anciennes constitutions excluèrent de la succession apanagère les *enfants adoptifs* puisque les édits attribuaient l'apanage aux seuls enfants nés de loyal mariage. Springsfeld, après avoir fait remarquer qu'avant les Capétiens le roi pouvait à son gré attribuer la couronne, même à un fils adoptif, ne juge pas cette qualité suffisante pour être appelé à la succession d'un apanage ; les termes des édits doivent être interprétés strictement, et les adoptés ne sont des enfants qu'en vertu d'une fiction (1).

Le Bret exprime en cette façon pittoresque la situation des apanagistes dans l'État : « Bien que les enfants et les frères du roi soient respectés de tout le monde et qu'ils jouissent presque de semblables privilèges que les rois mêmes. Néanmoins, ils n'ont aucune autorité dans l'État non plus que les autres sujets... De façon qu'on peut les comparer à ces anciens dieux qui se contenteraient d'être révéérés des hommes, sans se mêler du gouvernement de cet Univers, s'ils n'en avaient un commandement particulier de Jupiter (2). »

(1) « Quid vero dicendum de adoptivis num illis etiam apanagia assignanda sunt ? Certe in Gallia ante Hugonem Capetum, regis erat arbitrium, per adoptionem, successionem regni in aliam transferre. Et siquidem dicendum videatur fratribus adoptivis apanagium non deberi, quia postgenitis fratribus tantum illud constituendum, adoptivi autem genitorum nomine non veniunt. » Springsfeld, *de apanagio*, cap. 3, nos 272 et seq. Brema, 1664, in-4°.

(2) Le Bret, *Traité de la souveraineté*, liv. 2, ch. 7,

La dépendance des apaganistes est absolue. Le roi peut leur conférer des droits utiles et honorifiques, il est lié quant à ses droits souverains, il ne peut en disposer en faveur de qui que ce soit. Dans tous les édits d'apanage, cette maxime est répétée par cette réserve : « à l'exception seulement des foi et hommage lige droits de ressort et de souveraineté. »

Il faut remarquer que l'oubli de cette clause serait indifférent. Le pouvoir du roi, pour grand qu'il soit, est limité par la sauvegarde de l'intégrité de ses droits et de sa dignité (1).

Le Fèvre de la Planche accorde au successeur d'un roi qui aurait méconnu son devoir, le pouvoir de revenir sur des libéralités exagérées (2).

Les édits eux-mêmes indiquent que la munificence royale est restreinte non seulement par les exigences de la souveraineté, mais par le désir de ne pas trop grever les fidèles sujets (3).

Chopin détermine exactement les limites de la souveraineté.

(1) « Et si dicatur principem omnia posse, moderanda tamen est ea tam lata potestas, in his, quæ, salvo regali jure dignitateque fiunt. » Pontanus in cons. Bles. 61, p. 136, tit. 3, art. 10.

(2) Si un amour immodéré pour les puînés avait porté le roi à passer ces bornes dans lesquelles l'apanage doit être renfermé, Du Tillet soutient qu'il serait au pouvoir du successeur de le retrancher, et qu'en effet, le roi Charles V fit ajourner Philippe de France, duc d'Orléans, fils puîné de Philippe de Valois, pour parvenir à un retranchement de son apanage, et qu'il y eut un accommodement sur cette constatation. Le Fèvre de la Planche, liv. 2, chap. 3, n° 11.

(3) « Notre tendresse pour ce prince nous aurait fait désirer de lui donner des marques plus éclatantes de notre libéralité, mais notre affection pour nos fidèles sujets nous a fait un devoir d'y prescrire des bornes. » Edits de 1771 et 1773.

« Elle consiste, dit-il, principalement en deux points, la foi et le ressort et en la régale que le roi a seul sur tous les bénéfices de son royaume, depuis le concordat fait entre Léon X et François I^{er} (1). »

Loyseau regarde le ressort de justice comme le plus fort lien pour maintenir la souveraineté.

La foi était le lien par lequel le roi retenait la personne de son vassal, obligé, par son serment, de le servir envers et contre tous. L'hommage lige complète la foi en dispensant l'homme du roi de tenir les serments de fidélité faits postérieurement à celui donné au roi.

Le ressort est le moyen dont se servirent les rois pour confisquer peu à peu les justices seigneuriales au profit de la justice royale. La régale, enfin, assurait au roi dans l'Eglise les prérogatives et l'influence nécessaires à sa qualité d'évêque du dehors.

Nous aurons à examiner dans tous ses détails la portée de ces prérogatives souveraines.

Le roi est seigneur pour tout le royaume, mais peut-il, à son gré, disposer des biens qui le constituent ?

Là encore, il connaît des restrictions. Théoriquement, il peut disposer, aux conditions énoncées dans les édits successifs sur la matière, de tel domaine qu'il voudra. En fait, il s'abstient de ce droit, et le Parlement ne manque pas de l'encourager dans la parcimonie.

Le roi ne peut donner en apanage ni les Grandes Provinces, ni les frontières. Aux États Généraux de Tours, commencés le 6 avril 1467, le Chancelier exposa au roi qu'il y aurait un grand danger à séparer la Normandie de la couronne. Les États Généraux disent que le duc Charles doit

(1) Chopin, liv. 2, t. IX, n° 4.

se contenter de 48.000 livres, outre les 12.000 qu'il reçoit déjà, et ils promettent au roi de le soutenir contre son frère s'il n'accepte pas ce règlement.

« Les sages Rois, dit Le Bret, ont pris garde de ne point donner d'apanage aux frontières, mais au milieu du royaume, et aux endroits où il y aurait moins de places fortes (1). »

La Roche-Flavin voulait « qu'on leur baillât deux ou trois maisons près de Paris, sans leur bailler ces grands duchés et provinces qui les font rebelles » (2).

Le roi ne peut donner ni sa capitale ni son palais ; les auteurs reconnaissent ingénument qu'il n'y a pas d'exemple d'une pareille générosité.

Les édifices nécessaires à la bonne administration de l'État sont également placés en dehors des apanages, c'est ainsi que le roi ne saurait abandonner ni le Louvre, ni les Tuileries, ni le palais renfermant toutes les Cours de justice.

Pour les autres édifices, il n'y a pas de difficulté, le roi peut les donner en apanage, c'est ainsi qu'il a doté la maison d'Orléans du Palais-Royal.

Prost de Royer se demande si Versailles pourrait être ainsi délaissé ; il conclut par l'affirmative, en donnant pour raison que le château de Versailles n'était sous Louis XIII qu'un simple rendez-vous de chasse.

Il est juste de dire que les interdictions sont de pure théorie ; si le roi passait outre, il ne rencontrerait que les remontrances du Parlement, et nous savons que le souverain pouvait l'obliger à enregistrer une ordonnance malgré ses protestations. La question est du reste intime-

(1) Le Bret, *Traité de la souveraineté*, liv. 2, ch. 7.

(2) La Roche-Flavin, *Parlement de France*, liv. 43.

ment liée à celle qui s'occupe de la nature des droits de l'apanagiste.

Est-il propriétaire, est-il simplement usufruitier ?

Dans le premier cas, le roi serait traître aux serments de son sacre en abandonnant des provinces frontières ou tellement importantes que le domaine de la couronne serait trop réduit.

Dans l'hypothèse de l'apanagiste usufruitier, la mesure serait dangereuse, impolitique ; elle ne porterait pas atteinte à l'intégrité du royaume.

En fait, les rois depuis Charles IX ont bien compris les intérêts de la couronne et du royaume, et, secondés par le Parlement, ils ont défendu leurs droits. Il faut reconnaître que les officiers royaux, et en particulier les maîtres des eaux et forêts (1) ont été souvent pour les apanagistes des contrôleurs méticuleux et des adversaires redoutables.

La forme des Edits d'apanage a varié selon les époques, mais comme les biens compris dans les apanages deviennent inaliénables, non susceptibles d'hypothèques, et qu'ils se transmettent autrement que les successions ordinaires, il a toujours été admis dans l'intérêt des tiers, et dans celui du pouvoir et de la société en général, que l'on devait soumettre à des formes solennelles un acte qui avait pour effet de consacrer des dérogations *exorbitantes* au droit commun.

La constitution d'un apanage ne résulte pas d'une mesure unique, mais au contraire, d'un édit fondamental que modifient de toutes façons des lettres patentes plus ou moins nombreuses.

(1) Cf. du Vaucel. Les maîtres des eaux et forêts se sont toujours montrés les auxiliaires rigides de la royauté contre les apanagistes.

La forme des édits de constitution n'a guère varié dans notre époque ; ils se présentent tous comme une reproduction à peu près textuelle de l'Edit de 1565, où Charles IX apanageant le duc d'Anjou a mis au point l'édit de François I^{er} dotant son fils Charles.

Un préambule contient l'exposé des motifs qui légitiment l'acte accompli par le roi ; il y est toujours mentionné que la donation est faite « selon la nature des apanages de la maison de France et la loi du royaume toujours gardée en icelui ».

Ces préliminaires sont suivis de l'énumération des biens, droits et titres conférés au prince. Les anciens édits ne sont pas entrés dans tous ces détails ; les lettres d'apanage données par le roi Jean à ses fils Louis et Jean ont été les premières à le faire.

Le roi fixe ensuite la rente qu'il entend faire aux apanagistes, il détermine la date d'entrée en jouissance qui se confond avec celle de la vérification. Le mandement aux « amis et féaux conseillers » d'avoir à faire lire, bailler et registrer, termine l'édit.

Un point important, c'est l'obligation pour les apanagistes de renoncer à tout héritage familial.

François I^{er} s'était contenté de faire renoncer son puîné aux terres qui seraient devenues propres et patrimoniales.

Charles IX qui projetait d'assujétir aux mêmes règles les domaines qui lui étaient propres et ceux qui formaient l'héritage de la couronne, crut devoir donner une autre forme aux renonciations qu'il exigeait des princes ses frères. Ce roi voulut qu'ils renonçassent à toutes terres et seigneuries échues par le trépas de ses père et frère (Henri II et François II), soit qu'elles fussent unies ou non

à la couronne, et leur fit promettre de n'en jamais faire « querelle ni demande », de ratifier ces conditions lorsqu'ils seraient en âge de le faire, et « d'en bailler et passer toutes lettres nécessaires ».

Tous les édits continrent dorénavant une semblable renonciation ratifiée, en attendant la majorité de l'apanagiste, par la reine mère ou par le roi exerçant la tutelle des princes dotés.

C'est un principe de notre ancien droit, que les lois émanées de la volonté royale, édits, ordonnances, déclarations, lettres patentes, ne devenaient parfaites et obligatoires qu'après enregistrement par le Parlement ou par les Cours souveraines à qui elles avaient été adressées (1). C'est ainsi, par exemple, que l'édit de 1661 fut successivement enregistré au Parlement le 7 mai 1661, à la Chambre des Comptes le 1^{er} juin, à la Cour des Aides le 18 juillet, à la Chambre des Eaux et Forêts le 9 août de la même année.

L'enregistrement donnait à l'apanage une consécration définitive, il ne pouvait plus être ni diminué ni échangé sans le consentement de l'apanagiste ; à plus forte raison le roi ne pouvait-il plus arbitrairement le supprimer (2).

C'est par application de la doctrine soutenue par Dupin,

(1) « Les lois et ordonnances des roys doivent être publiées et vérifiées en Parlement ou en autre Cour souveraine selon le subject de l'affaire, autrement les sujets n'en sont pas liez. » Guy Coquille, *Institution*, p. 5.

« Attendu que dans l'ancienne législation, la constitution de l'apanage n'était complète et valable que par l'enregistrement au Parlement de Paris des lettres patentes qui l'établissaient. » Arrêt de la Cour de cassation à l'occasion de la souscription ouverte pour l'acquisition du domaine de Chambord.

(2) Dupin, *op. cit.*, 3^e part., sect. 3

que le député Bengy-pui-Vallée soutiendra dans l'Assemblée Constituante contrairement aux conclusions d'Enjubault, rapporteur du comité des domaines, que, non seulement, on ne pouvait révoquer les anciens apanages réels sans indemnité, mais que même on ne pouvait légitimement substituer à des domaines fonciers une rente en argent (1).

Lorsque les lettres patentes étaient enregistrées, on procédait à *l'évaluation et au parfournement*.

Le Parlement, dans les modifications qu'il apporta à l'édit de 1661, déclare que l'évaluation des duchés et seigneuries se fera par ordonnance de la Cour.

La forme de ces opérations fut réglée seulement en octobre 1711, dans un édit enregistré en décembre suivant.

L'évaluation est la conséquence de la fixation faite, dans les édits d'apanage, de la rente que les rois entendaient fournir à leurs fils ou à leurs frères.

François I^{er} n'avait pas jugé à propos de déterminer le revenu qu'il entendait donner à son puîné à titre d'apanage. Philippe le Hardi l'avait fait en 1284, Philippe le

(1) « On doit nécessairement regarder comme loi de l'État une loi qui a été rendue à la demande et avec le consentement des États Généraux du royaume. Ce fut particulièrement pour fixer la nature et la qualité des apanages que les États Généraux furent réunis à Tours en 1468 ; ils reconnurent formellement qu'on devait aliéner une portion du domaine de la couronne pour former l'apanage d'un fils de France.

Les États Généraux assemblés à Blois demandèrent l'exécution de l'ordonnance de février 1566.

Ainsi, des lois qu'on doit regarder comme lois de l'État ont exprimé la volonté et l'intention sur le fait des apanages. » Séances, 13 et 14 août 1790, *Moniteur*, 936.938. Discours de Bengy-pui-Vallée.

Bel en 1314, mais ces fixations n'avaient servi que de prétexte à demander des suppléments à cause des difficultés soulevées lors de l'évaluation des domaines.

Les successeurs de ces deux princes s'étaient, en raison de ces faits, contentés d'abandonner les apanages « tels qu'ils consistaient et se comportaient ».

Charles V avait fait en 1374, une ordonnance portant fixation des apanages de ses enfants, mais elle ne reçut jamais d'exécution.

François I^{er} s'était conformé à la pratique constamment suivie par ses prédécesseurs. Charles IX pensa différemment, et estima qu'il était plus convenable de déterminer le revenu destiné aux Princes. Toutes choses ayant en ces temps augmenté de prix, le roi porta à 100.000 livres la pension de ses frères.

Du Tillet explique la différence des fixations en disant qu'elles se réglaient suivant la valeur du numéraire et l'état des finances (1).

Nous avons vu que les apanagistes n'entraient en jouissance qu'au moment de l'évaluation. Par qui se faisait-elle? Le roi nommait des commissaires, pris ordinairement dans la Chambre des Comptes; le prince apanagiste en nommait de son côté, et il les choisissait plus volontiers dans son conseil. Les procès-verbaux de ces commissaires étaient déposés à la Chambre des Comptes et dans les archives du prince: c'était son titre de possession, et, d'au-

(1) Philippe le Hardi donna 10.000 livres tournois de revenu; Philippe le Bel donna 20.000 livres; Charles V donna 12.000 livres seulement, les finances étant épuisées par les infortunes de son royaume; Charles IX donna 100.000 livres; Louis XIII donna 100.000 livres et une pension; Louis XIV donna 200.000 livres, des pensions et des grâces; Louis XV maintint cette réglementation.

tre part, l'État y trouvait la garantie que le domaine lui ferait retour dans son intégrité au cas où l'apanage viendrait à cesser.

A chaque mutation, le successeur à l'apanage a le droit de faire procéder à un récolement des biens sur ces procès-verbaux.

Si l'évaluation ne donne pas le revenu déterminé par l'édit, on ajoute, et l'on change même, pour arriver à ce but.

Les rois déterminent eux-mêmes les moyens de compléter ce qui manquerait aux revenus des domaines concédés, pour atteindre la rente fixée.

C'est ainsi que Charles IX, pour éviter et prévenir toute demande en supplément, sous prétexte de moins-value, ordonna que, si les domaines qu'il concédait ne produisaient pas 100.000 livres, « les princes ses frères et leurs hoirs mâles, prendraient le supplément sur les revenus, profits et émoluments des Aides, greniers à sel et gabelles des dits domaines par leurs simples quittances, et celles de leurs trésoriers et receveurs généraux des mains des receveurs des Aides », etc., etc.

Ce *parachèvement* ainsi accordé n'était pas contraire aux principes ; il n'y avait rien là qui ressemblât à l'abandon fait par François I^{er} de la totalité des Aides et Gabelles, ce n'était qu'une pension fixe et déterminée sur ces impôts.

Les édits de 1771 et 1773 emploient le même mode de *parachèvement* : « Le tout jusqu'à la concurrence de deux cent mille livres tournois de revenu pour chacun an, les charges préalablement acquittées, à l'effet de quoi, pour parfaire la dite somme de deux cent mille livres de revenu, nous rachèterons dans le plus bref temps qu'il se pourra, les parties de notre domaine qui ont été engagées dans

l'étendue des dits duchés et comtés jusqu'à concurrence de ce qui défaudra de la dite somme : pendant lequel temps notre dit petit-fils jouira du supplément de la dite somme sur nos Aides et Gabelles. »

Les apanages ne restent jamais tels que les princes les ont établis à l'origine ; ils se développent au gré de la générosité du roi ; *aux lettres de formation* s'ajoutent des *lettres de parachèvement*. Les unes et les autres forment un même tout indivisible, elles ont le même objet ; la *pourvoyance* du prince sans qu'il soit besoin de nouvelle énonciation ; en vertu des *lettres de parachèvement*, le prince doit jouir, dans les nouveaux domaines qui lui sont concédés, de tous les droits, honneurs et privilèges qui sont énoncés dans l'*édit de formation* de son apanage.

La question se pose ici de savoir si, le *parfournissement* étant complet, et le chiffre de la pension atteint, les apanagistes ont le droit de racheter les parties du domaine engagées ?

Nous aurons l'occasion d'étudier à fond la question du rachat du domaine engagé, nous discuterons les différentes opinions des auteurs sur ce sujet. Disons tout de suite, que les apanagistes ne pourraient de plein droit exercer le *retrait domanial*, même au cas où leurs revenus seraient inférieurs à leur dot. Les rois, depuis Louis XIII, ont tous pris l'engagement de racheter eux-mêmes les domaines engagés, pour parfaire la rente.

A plus forte raison, ne pourraient-ils racheter les domaines engagés au delà de la fixation de leur apanage, sans y être autorisés expressément.

Depuis Louis XIII, cette faculté leur a toujours été concédée, et cette faveur est considérée comme un supplément d'apanage.

Il n'y a sur l'administration de l'apanage, aucune loi générale (1).

La comptabilité et l'administration se réglaient dans le Conseil, la Chancellerie expédiait les provisions de toute nature. Il y avait, en outre, un surintendant, des intendants des finances, un procureur général et plusieurs officiers.

Le conseil des princes n'était qu'administratif et ne jouissait d'aucune juridiction.

On donnait aux conseillers des apanagistes, les titres et qualifications dont on se servait pour les membres du conseil du roi.

Du Vaucel, qui est un détracteur systématique des apanages, déplore la mauvaise formation des conseils des princes (2) : « Il conviendrait, dit-il, de ne choisir que des gens instruits et d'une probité reconnue, pour cet effet les places ne devraient plus être vendues, mais devenir la récompense du mérite et de l'attachement au service du roi ; lors des mutations, ils devraient être remplacés dans la même forme et manière, sauf au prince à présenter les sujets (3) ».

(1) Prost de Royer.

(2) « Ce qu'il faut, c'est de choisir des hommes éclairés et justes, qui s'oubliant toujours, allient les biens de l'apanage avec celui de l'État et la gloire de leur prince. » P. de R.

(3) Le procès ordonné par lettres patentes du 2 février et du 20 août 1779 semble bien justifier cette appréciation sévère.

Ces lettres portent qu'à la requête du procureur général, un procès sera fait aux auteurs et complices de différentes falsifications, ratures, surcharges, surtaxes et autres délits « tant à l'occasion des droits de sceau et honoraires taxés sur les lettres expédiées, des lettres de foi et hommage des vassaux de l'apanage de M. le comte d'Artois que dans la perception des offices du dit apanage ».

Le Parlement de Paris rendit son arrêt définitif sur cette affaire le 24 juillet 1783.

Les décisions du conseil des apanages n'avaient aucune valeur juridique. Les conseillers du prince ne pouvaient juger, même en première instance, et leurs délibérations n'ont d'autre objet que de déterminer ce qui doit être le plus utile et le plus avantageux au prince et à l'administration de ses revenus.

Les auteurs contestent aux princes apanagistes le droit de rendre des arrêts ; ce qui n'empêchait pas le comte de Provence de se servir de la formule même employée par le roi.

Du Vaucel remarque avec raison, qu'un arrêt est une décision du conseil du roi ; on donne aussi ce nom au jugement d'une Cour supérieure. Jamais on n'a appelé ainsi les jugements des juges subalternes, et même ceux des commissaires établis pour juger en dernier ressort.

Les délibérations du conseil de l'apanage ne peuvent porter que le nom de *résultats*.

En pratique, on ne tient aucun compte de cette distinction.

L'apanagiste a aussi un procureur général. Cet officier, par le fait même qu'il n'est attaché à aucune Cour supérieure, n'a aucune autorité, ses fonctions ne peuvent s'étendre sur aucune juridiction, il ne peut faire de réquisitoire ni donner aucun ordre, il est incapable de provoquer en aucune manière l'exécution de la loi ; du Vaucel dit que « c'est un être chimérique ».

Les procureurs généraux ne peuvent instruire en leur nom dans les affaires qui sont en discussion, ils doivent avoir recours aux ministres du roi.

En fait, les apanagistes ne font instruire leurs affaires au conseil du roi, que sous le nom de leurs procureurs généraux. C'est le roi lui-même qui le décida ainsi. Il

voulut cependant que les requêtes, que ces officiers lui présenteraient, fussent accompagnées de la signature d'un avocat au conseil, mais, cela seulement pour les affaires contentieuses où cette formalité est toujours exigée. Pour les affaires qui s'instruisent par simple mémoire, comme cela arrive surtout en matière de finances, cette obligation n'a pas lieu (1).

La comptabilité et les finances du prince avaient aussi leur administration : un surintendant y présidait, aidé par des intendants.

Ces officiers n'avaient aucun caractère légal, ils ne faisaient pas prêter serment en justice et ne représentaient que leur prince, n'ayant ni mission ni autorisation du roi.

La Chancellerie comprenait les principaux officiers de l'administration : le Chancelier, garde des sceaux, le Chef du Conseil et le surintendant des finances.

La Chancellerie expédiait les provisions des officiers des apanages qui étaient à la collation et à la nomination du prince ; d'après certains auteurs, le garde des sceaux avait le droit de sceller même les provisions des offices royaux dont l'exercice se faisait dans l'apanage.

Enfin la Chancellerie ne se trouvait point dans le lieu de l'apanage, mais auprès du prince chez le Chancelier.

Voyons, maintenant, devant quelle juridiction se doivent porter les affaires de l'apanage.

Il y a deux catégories de causes à distinguer :

1° La consistance et les droits des apanages ;

2° Les comptes des apanages.

1° *Les causes relatives à la consistance et aux droits des*

(1) Lettre écrite de la part du roi à Fontet et Bastard, Chanceliers des comtes de Provence et d'Artois (avril 1779).

apanages doivent être traitées au Parlement de Paris. Chopin et du Tillet qui sont d'accord sur ce point donnent de leur opinion des motifs différents. Chopin fonde son opinion sur ce que les apanages sont toujours donnés en pairie (1), au lieu que du Tillet déclare expressément que cette attribution a lieu indépendamment de la concession en pairie et à raison de la nature de l'apanage, qui est une portion du domaine de la couronne (2).

Le procureur général est l'organe de la loi pour la conservation du domaine, c'est lui qui fait les réquisitions et c'est le Parlement de Paris qui statue.

2° *Les comptes de l'apanage*. — François I^{er} avait permis à son fils puîné et à ses successeurs mâles d'établir à leur

(1) Les dits puisneux ont par privilège que les causes de leur apanages ores qu'ils ne fussent érigés en pairie, sont traitées au Parlement de Paris seul, qui aussi cognoissoit du domaine du roy, non les autres parlemens. Du Tillet, *Recueil des rois de France*, p. 214, éd. de 1587.

Les enfants de France apanagés ne reconnaissent pour juges des droits de leur apanage qui fait partie du domaine de la couronne que le Parlement de Paris, seul compétent pour connaître du domaine, comme représentant les assemblées générales de tous les Etats de France.

Les apanages en effet se donnent toujours aux enfants des rois et princes du sang avec le titre de pairie. Or, les droits contentieux des pairies ne se doivent juger qu'en la Cour du Parlement. Cf. ord. de Charles VII, avril 1453, art. VI.

Cf. Ordonnance de Louis XI rendue sur les instances du comte d'Angoulême qui demanda lorsque le nouveau Parlement de Bordeaux fut érigé, que les causes et droits de sa pairie ne fussent, en cas de procès, traités devant ce Parlement. Chopin, *De dominio*, liv. 2, tit. XV, n° 1.

(2) Quelques Parlements n'ont pas voulu admettre cette exception, aussi a-t-on presque toujours fait choix pour la constitution des apanages de provinces ou de terres situées dans le ressort du Parlement de Paris.

choix, en l'une des villes de leur apanage, une Chambre des Comptes, devant laquelle les receveurs de leur domaine justifieraient de leur recette et administration. Le double des comptes clos et arrêtés serait envoyé à la Chambre des Comptes de Paris trois ans après avoir été rendus, de telle sorte que, si la reddition de ces comptes était retardée, insensiblement les droits du roi pouvaient s'égarer.

Charles IX obligea d'abord les receveurs des Princes à prendre pour chaque année leurs états de recette et dépense des maires des trésoriers de France ; il ordonna en outre que, tous les trois ans, les comptes seraient portés à la Chambre des Comptes ; de plus, tous les ans, on devait porter à la même Chambre l'état des hommages rendus au Prince.

Des lettres patentes de 1779 fixèrent la forme dans laquelle s'instruiraient les demandes pendantes devant les commissaires de la Chambre des Comptes, tant dans les échanges que dans les apanages. Ces lettres ont sept articles, elles sont datées de Versailles, 7 juillet 1779, et ont été enregistrées à la Chambre le 9 septembre.

Les causes sont jugées sur pièces : « Le procureur de la partie adverse ou réclamante doit, dans le délai à lui fixé par le président de la commission, produire, outre ses pièces, « deux copies de son dire », l'une sera remise au rapporteur, et l'autre au procureur de la partie adverse, qui sera tenu dans la huitaine de prendre les pièces en communication et de les remettre dans le mois entre les mains du greffier. Le procureur à qui « un dire » a été remis, doit y répondre dans le délai que lui fixent les commissaires, sinon il y a défaut contre lui. S'il fait opposition, ses réponses doivent être remises dans la quinzaine,

sans quoi il est définitivement déchu. Les procureurs répondants sont obligés de fournir deux copies de leurs dires. Les contredits aux réponses seront faits dans le mois. Pareil délai est accordé pour la première réplique ; passé ce temps, les commissaires statuent sur les pièces qu'ils ont entre les mains.

La juridiction du Parlement s'exerça avec fermeté et grand savoir. Ce serait, pouvons-nous dire avec Du Vaucel, lui faire injustice que de ne pas le regarder comme le moteur des règles sur lesquelles les apanages sont établis.

CHAPITRE III

CARACTÈRE JURIDIQUE DES APANAGES.

Trois opinions. — L'apanage est une propriété. — L'apanage est un usufruit. — Opinion moyenne, l'apanage est un usufruit avec des droits plus étendus. — L'idée de propriété est plus conforme aux textes. — Opinion de Heinrich Brunner.

L'apanage donne-t-il un droit de propriété ou n'est-il qu'un usufruit ?

C'est là une question très difficile et très controversée sur laquelle les anciens auteurs sont loin d'être d'accord.

Chopin dans son *Traité du Domaine* (1) semble reconnaître un véritable propriétaire dans l'apanagiste, puisqu'il dit que l'apanage se forme par une *aliénation du domaine* permise pour ce cas, ce qui est en effet conforme à l'article I^{er} de l'Ordonnance de 1566. Mais, sa définition de l'apanage ne reflète pas du tout cette argumentation ; il la qualifie : la concession usufructuaire d'un fonds (*fructuaria prædii concessio*), expressions dont quelques auteurs ont conclu que l'apanagiste n'était qu'un usufruitier.

Daguesseau s'exprime avec plus de netteté dans le sens de la propriété, lorsqu'il dit dans sa seizième requête : « L'apanagiste est considéré à plusieurs égards comme propriétaire, quoique le bien qu'il possède soit réversible

(1) Chopin, *de Domanio*.

à la couronne au défaut des descendants mâles. On ne peut mieux juger de son état qu'en le comparant à ceux qui sont chargés de substitution, ils n'en sont pas moins propriétaires pour cela (1). »

Dans le préambule des lettres-patentes accordées au duc d'Orléans en 1766, la propriété de l'apanagiste est formellement reconnue ; il y est dit que la loi de l'apanage constitue le prince qui le possède *vrai seigneur et propriétaire*, lui transmet les titres d'honneur et de dignité, et tous les droits et prérogatives attachés aux domaines concédés (2).

La question de la propriété a été discutée et approfondie dans le procès survenu entre les églises de Chartres et d'Orléans, et le duc d'Orléans. Séguier y prit la parole comme avocat général et soutint la thèse de la propriété.

Le prince apanagé possède une portion du domaine de la couronne à titre de propriété incommutable, et cette possession se transmet à toute sa descendance sans autre condition que celle de retour à la couronne à défaut de postérité masculine. L'avocat général établit ensuite, que le roi a bien entendu donner la propriété au duc d'Orléans qui est en cause.

« Cette propriété, dit-il, n'est grevée d'aucune charge que celle de retour à défaut d'hoirs mâles, il est incontestable qu'on peut envisager cette clause, comme une véritable substitution d'un genre beaucoup plus élevé que les substitutions ordinaires, qui doit avoir lieu dans toute l'étendue des générations à venir, et qui ne doit s'éteindre qu'avec la descendance masculine des princes apanagés. »

(1) Daguesseau, 16^e requête.

(2) Préambule des lettres-patentes accordées à M. le duc d'Orléans le 7 décembre 1766.

Or, ajoute Séguier, « un substitué étant propriétaire de la chose qu'il doit transmettre malgré la nécessité de la remise à laquelle il ne peut se soustraire, de même l'apanagiste est propriétaire, bien qu'il doive remettre à sa descendance masculine les biens qu'il a reçus dans cette forme ».

Dans l'hypothèse qui l'occupait, Séguier tire de la pairie, un autre argument en faveur de la propriété : « Personne n'ignore, dit-il, qu'on ne peut être pair sans avoir la propriété du fief auquel la dignité est attachée, et l'obligation de l'hommage suppose nécessairement cette propriété. »

Il paraît bien que l'éloquence de l'avocat général et ses arguments ne portèrent pas la conviction dans l'esprit des adversaires du duc d'Orléans. Ils firent distribuer un mémoire où ils contestèrent les conclusions de Séguier : « Dans tout le cours de cette plaidoirie, on a supposé Monsieur le duc d'Orléans propriétaire des duchés qui forment son apanage, mais on est bien éloigné de reconnaître cette propriété. Que n'aurait-on pas à répondre à tout ce qui a été plaidé sur ce sujet ! Quels principes, quelles autorités ne serait-on pas en état de faire valoir, et surtout cet admirable plaidoyer prononcé par M. l'avocat général Talon (1) le 21 mars 1641, où la vraie nature des apanages est si solidement approfondie. »

Loyseau dit : « Les princes apanagés étaient vrais seigneurs et propriétaires utiles, ne connaissant de bornes à leur jouissance que celles que le roi aurait lui-même (2). »

(1) Le plaidoyer de Talon est rapporté dans l'arrêt du 21 mars 1641, que Dufresne a inséré au *Journal des audiences*, t. I. Il s'agissait de savoir si les secrétaires du roi devaient jouir de l'exemption des lods et ventes dans la mouvance de l'apanage.

(2) *Des Offices*, livre 4, ch. IX, n° 39.

En plaçant ce texte dans son milieu et à son époque, il se doit entendre d'une vraie propriété.

Les auteurs ne manquent pas qui n'ont voulu reconnaître dans l'apanagiste qu'un usufruitier. Nous retrouverons cette assertion à la base de l'argumentation des adversaires irréductibles des droits de l'apanage, les grands maîtres des eaux et forêts et les agents du clergé.

Nous allons relever les principales assertions des partisans de cette opinion.

Du Tillet s'exprime en ces termes : « La propriété de la provision des puînés est demeurée par devers la couronne..., car les fils qui en ont l'usufruit ou jouissance sont estimés partie du roi propriétaire, et n'en peuvent aliéner ni obliger la propriété. Pour ce, la dite provision n'a été appelée partage, qui importe seigneurie et propriété de la part et quote due ainsi a été nommée appannage. »

La principale référence du clergé de Chartres, Talon, n'a pas sur cette importante question une opinion très nette, et Séguier y signale des contradictions qui sont plus apparentes que réelles.

L'avocat général de 1641 dit tout d'abord que l'apanage n'est pas un droit de légitime, un partage ni une succession, mais un titre spécial, une espèce de possession particulière. Au reste, le royaume est un et indivisible, et il s'appuie sur Guillaume de Montferrat pour dire que : « totum regnum est hereditas, dignitas seu legitima ipsius regis, exclusis in totum aliis fratribus. » Talon rappelle ensuite l'usage de donner aux filles issues de sang royal de grandes sommes de deniers pour les colloquer en mariage selon la dignité de leur naissance et l'honneur de leur condition ;

et aux mâles des terres de conséquence dont le revenu leur tient lieu d'aliment et de provision. Or, la qualité des terres leur sert de titre et de dignité et ce, « per modum provisionis duntaxat non per modum divisionis ».

Les enfants de France sont les héritiers du sang, mais non les héritiers de la couronne et de la royauté, c'est pour cela, dit-il, que « l'apanage qui leur est donné n'est ni partage, ni légitime, mais un droit spécial, une concession particulière, par grâce et par bonté, par bienfait, une espèce d'*usufruit*, d'aliment, d'indemnité nécessaire ».

Talon s'appuie sur Dumoulin qu'il cite en son commentaire de la *Coutume de Paris*, où il dit que « les terres de l'apanage sont une partie du domaine concédée par manière de provision » (1), d'où la conclusion que « l'apanage fait toujours partie intégrante du domaine ; la stipulation et l'espérance du retour en font, même pendant la durée de la concession, un vrai et actuel domaine de la couronne ».

Séguier relève l'expression « espèce d'*usufruit* » et en déduit que Talon n'a pas voulu dire que l'apanage n'était qu'un usufruit, simple question de mots. La querelle de mots est plus flagrante dans l'argumentation tirée d'une autre définition de l'apanage.

Talon, poursuit Séguier, dit, en propres termes, « que l'aliénation qui est faite du domaine de la couronne pour en faire un apanage, n'est pas une aliénation, perpétuelle, absolue et incommutable, d'où on doit conclure qu'il regarde l'apanage comme une aliénation que la clause de réversion, qui, peut-être, n'arrivera jamais, rend toujours

(1) *Terræ appanagii sunt pars domanii regis concessa per modum provisionis filiis masculis regum et descendantibus ex eis*. Dumoulin, *op. cit.*, tit. 4, art. 43, n° 145.

incertaine ; mais c'est cette incertitude elle-même qui la rend une véritable aliénation et qui la transfère à l'apanagé jusqu'à l'échéance de l'événement prévu par celui qui a donné l'apanage ».

Nous ne croyons pas que les déductions de Séguier soient exactes ; les qualificatifs ajoutés au mot aliénation semblent au contraire laisser entendre que Talon ne voyait pas dans l'apanage une aliénation véritable. De plus, si nous nous en rapportons aux textes mêmes, nous trouvons que Talon n'emploie pas le mot propriété, mais le mot possession, ce qui est très différent et cadre bien mieux avec les opinions réfléchies par le reste du discours de 1644. L'assimilation faite par Talon de la possession du prince apanagé à celle de la couronne, semblait militer en faveur de la théorie admettant la propriété de l'apanagiste (1).

« Le trône, en effet, appartient à titre de droit successif à l'ainé mâle de nos rois, c'est la légitime du fils aîné, *totum regnum est hereditas seu legitima ipsius regis*. Ce prince qui la reçoit est obligé de la transmettre ; c'est un dépôt et une espèce de restitution, mais le roi n'en est pas moins propriétaire de sa couronne ; il en est de même de l'apanage, la clause de retour n'empêche pas l'apanagiste d'être propriétaire de l'apanage (2). »

Le roi est propriétaire de sa couronne, cela est certain ; les affirmations répétées des rois et la doctrine des auteurs sont d'accord sur ce point. Théoriquement, le roi peut aliéner le domaine de sa couronne ; pour ceux qui

(1) La possession du prince apanagé est entièrement semblable à celle de la couronne dont l'apanage est une émanation. Talon, *Plaidoyer*, 1644.

(2) *Plaidoyer* de Séguier.

admettent que l'apanage est une aliénation véritable, une transmission de propriété, il n'y a pas de doute.

A ceux qui considèrent l'apanage comme un simple usufruit, on pourrait répondre que le roi ne saurait être tenu par les édits de ses prédécesseurs, il peut faire un édit en sens contraire et modifier à son gré la propriété qui lui a été transmise. L'apanagiste n'hérite pas de son apanage ; il le tient non d'un droit, mais de la bonté et de la bienveillance du roi (1), il est réglementé par un édit qu'il ne peut modifier et dont il doit subir les limitations et les exigences.

A notre sens, il faut expliquer les paroles de Talon en disant, que l'apanagiste jouit des droits qui lui ont été délaissés, dans la mesure même où le roi les aurait exercés. Autrement, la contradiction serait trop flagrante pour avoir échappé à un juriste d'une science et d'une compétence aussi sûres.

Si ces textes peuvent prêter à la discussion, celui-ci ne laisse subsister aucune équivoque : « Le roi ne quitte point le droit éminent de propriété. Il donne l'usufruit seulement.... L'apanagiste est usager, il fait les fruits siens pour son entretien seulement (2). »

Donc, Talon est un tenant de la théorie qui reconnaît à l'apanagiste un usufruit « d'une espèce singulière », mais en somme un usufruit.

La deuxième règle de Dupuy écarte nettement toute idée de propriété, c'est, dit-il, « une simple provision pour l'entretien des enfants puînés de France ; on l'a ap-

(1) Les princes peuvent demander une provision..... à la volonté du roi. 2^e règle de Dupuy, *Traité touchant les droits du roi très chrétien*.

(2) *Journal des audiences*, t. I, liv. 3, p. 70.

pelée pourvoyance, portion de terre assignée, provision alimentaire, apanage, mais jamais partage parce que ce mot induirait un droit de propriété. »

La troisième règle est encore plus nette : « La propriété des terres données en apanage demeure vers la couronne ; ceux qui en jouissent ne sont que simples usufruitiers (1). »

Grainville citant un extrait des « Arrêts de la 4^e chambre des requêtes » n'est pas moins affirmatif : « Par la cessation de l'apanage, le roi ni la couronne n'acquièrent aucun droit de propriété, ils l'ont toujours eu. L'usufruit s'y réunit seulement (2) ».

Dans Guyot et Merlin, l'argumentation porte sur l'achat, par le duc d'Orléans, du canal de l'Ourcq et de l'hôtel Duplessis.

Cette acquisition, faite par le duc comme simple particulier, lui donnait la vraie et libre propriété de ces immeubles. Il la cède au roi qui la réunit à son domaine et la rend ensuite au duc d'Orléans pour en jouir à titre d'apanage. Par cette opération, la propriété quitte le duc d'Orléans et passe au domaine. Le duc d'Orléans, il est vrai, la retrouve ensuite dans son apanage, mais elle n'est pas celle qu'il avait auparavant, elle n'est plus à lui, il ne peut plus vendre, engager ni donner. S'il le pouvait, conclut notre auteur, cette opération consacrée par l'appareil de la législation et par l'enregistrement, ne serait plus qu'un jeu ; pour qu'elle soit conséquente et raisonnable, il faut supposer que la vraie propriété est à la couronne, que l'apanagiste n'est qu'un usager et un usufruitier.

Il ne paraît pas que dans l'ancienne jurisprudence, on

(1) 2^e et 3^e règle de Dupuy, *op. cit.*

(2) Grainville, *op. cit.*, p. 6.

soit allé aussi loin qu'Enjubault, disant que l'apanage n'impliquait pas même un pareil démembrement du droit de propriété au profit de l'apanagiste, que ce n'était qu'une cession de fruits, une simple délégation faite par la nation, tout au plus une antichrèse.

Prost de Royer raisonne, pour démontrer sa thèse sur le fait qu'il y a obligation pour le roi de fournir convenablement à l'entretien de l'apanagiste. De là vient la nécessité de réparer la diminution produite par les cas fortuits, le malheur.

Si l'apanagiste était propriétaire, la perte serait à sa charge, suivant la règle *res perit domino*, or, par cela même qu'il demande une indemnité, il reconnaît la non-propriété (1).

Prost de Royer continue en ces termes : « Nous insistons sur ce point, parce qu'en ne voyant dans l'apanagiste qu'un usufruitier, tout est clair, se lie et se soutient. Au contraire, en admettant une propriété vraie et libre, on rend illusoires les précautions prises pour la conservation du domaine (2). »

Du Vaucel cite la définition du dictionnaire de Trévoux : *Usuaria bonorum attributio, fructuaria predii assignatio, minorum liberorum aut fratrum usuarii fundi attributio.*

Rien, dit-il, ne fait mieux connaître la nature de l'apanage que cette définition qui ne caractérise qu'un usufruit ; la définition du verbe apanager y donne une nouvelle force : *Attributo usuario fundo, jure hæreditatis arcere. Excludentem hæreditate fundum assignare, attribuire.*

Il faut reconnaître que tout en réduisant l'apanage à un

(1) Cf. Arrêt du Parlement de Paris, 15 mai 1782.

(2) Prost de Royer, t. V, p. 273.

usufruit, ces auteurs constatent que l'apanagiste jouit de droits plus étendus que l'usufruitier ordinaire.

« Le désir d'illustrer l'apanagiste a pu déterminer à lui laisser des droits de direction et de recouvrement qui n'appartiennent pas aux usufruitiers vulgaires, mais ces prérogatives, ces privilèges, ne le constituent pas vrai et libre propriétaire, puisqu'il ne peut ni donner, ni vendre, ni engager (1). »

Ces auteurs ont imprimé à la doctrine qu'ils soutenaient une nuance qui, sans faire disparaître le vague des idées, sert comme de transition au système plus net et mieux défini qui, allant au fond des choses, et s'attachant à la nature même du droit de l'apanagiste, pour le caractériser, devait prévaloir dans l'ancienne jurisprudence.

L'opinion moyenne reconnaît l'apanagiste comme un véritable propriétaire grevé de substitution.

Nous trouvons dans le *Traité des fiefs* de Pothier cette explication :

« Les princes apanagistes sont vrais propriétaires de toutes les seigneuries dépendant de leurs apanages. Il est vrai, que le droit de propriété est chargé d'une substitution graduelle et perpétuelle au profit de l'aîné de la ligne masculine, mais ce droit n'en est pas moins un droit de réversion à la couronne, lors de l'extinction entière de la ligne masculine, et du droit de propriété ; le seigneur apanagiste n'en est pas moins un vrai propriétaire, et en conséquence, c'est à lui et non au roi que la foi est portée de tous les fiefs de l'apanage (2). »

(1) Prost de Royer, *op. cit.*, p. 273.

(2) Pothier, *Traité des fiefs*, part. 1, chap. 1.

Daguesseau, nous l'avons vu dans sa seizième requête, exprime la même opinion (1).

Séguier a élargi le débat circonscrit entre les Chapitres de Chartres et d'Orléans, et le duc d'Orléans, et il a ainsi donné une théorie générale de la question : « Un apanage, dit-il, est une portion du domaine de la couronne que les rois donnent à leurs enfants et à leurs frères puînés... Le prince apanagé possède cette portion qui lui est ainsi abandonnée à titre de propriété incommutable. »

Et plus loin, il ajoute : « A défaut de successeur, ce qui avait été démembré de la couronne vient se réunir à la couronne, la portion se rejoint au tout, mais cette charge de transmettre, cette clause de retour n'empêche pas l'apanagiste d'être vraiment propriétaire (2). »

Il est juste de remarquer que cette opinion n'a rien que de conforme aux titres de possession qui, en définitive, constituent la loi des apanages.

Bien que les termes ne soient pas toujours catégoriques, ils s'interprètent cependant avec plus de facilité dans le sens de la propriété que de l'usufruit.

Du Vaucel interprétant l'édit de François I^{er} dit que ce prince abandonne à son fils l'usufruit universel, mais il faut surtout voir dans cette interprétation l'expression d'idées personnelles : du Vaucel est un maître des eaux et forêts, il a par conséquent tendance à restreindre les droits des apanagistes.

Dupin cite les lettres-patentes de 1661, et de février 1692. Celles qui sont incontestablement très explicites en faveur de la propriété portent la date du 7 décembre 1766.

Il y est question du rachat fait par le duc d'Orléans des

(1) Daguesseau, XVI^e requête. *Œuvres*, t. 7, p. 281.

(2) Séguier, *Plaidoyer* de 1769.

domaines de Marnes, la Fère, Ham et St-Gobain. La duchesse de Mazarin a été condamnée par arrêt du Parlement à délaisser la jouissance des dits domaines pour être réunis et incorporés à l'apanage, être possédés au même titre, pour en jouir par notre dit cousin *en tous droits de propriété*.

Quelques lignes plus haut, l'édit s'exprime plus nettement encore : « Notre cousin étant *propriétaire* et seigneur foncier de l'apanage et des accroissements qu'il reçoit. »

Les lettres-patentes du 27 mai 1777 ne sont pas moins explicites, elles maintiennent M. le duc d'Orléans dans la *propriété*, possession et jouissance de la voirie ordinaire, conformément à son édit d'apanage en qualité de seigneur apanagiste.

Enfin, les lettres conférant au comte de Provence des terrains dépendant du Luxembourg, les lui donnent pour en jouir.... *en toute propriété*, pour en faire et disposer ainsi qu'il jugera à propos comme *propriétaire incommutable*, libre et absolu (1).

Dupin distingue pour résoudre la difficulté, le domaine éminent et le domaine utile :

« Il restera entre les mains de l'État un droit abstrait, une expectative, mais l'apanagiste a toute l'utilité actuelle de la terre. Sous ce rapport, il est vrai propriétaire. »

Il est facile de se rendre compte que l'accord est loin d'exister entre les auteurs sur cette question.

Il peut paraître difficile de se faire une opinion dans la contradiction des arguments apportés par les différents auteurs.

Faisons d'abord une remarque générale.

(1) Versailles, 25 mai 1779.

Les partisans de la théorie de l'apanagiste usufruitier sont loin d'être absolus en leur manière de voir. L'apanagiste a des droits qui ne sauraient être ceux d'un simple usufruitier.

Comme le fait observer un auteur, on a voulu faire de l'apanage *une imitation de la souveraineté* et, par voie de conséquence, on a dû accorder au titulaire quelque chose de plus que le droit de jouir.

Au reste, après avoir prétendu que l'idée de propriété ne saurait se soutenir, et que celle d'usufruit au contraire explique tout, Prost de Royer reconnaît que l'usufruit de l'apanagiste est plus étendu, et qu'il comporte des prérogatives qui n'appartiennent pas à l'usufruitier vulgaire. Ces auteurs ont été, en général, impressionnés par la clause de retour.

On répond à cette difficulté que cette clause est précisément une preuve de la propriété. En effet, si l'apanage était un usufruit, la clause de retour serait inutile, l'usufruit cessant de plein droit par la mort. Il faut, au contraire, une stipulation expresse pour la propriété qui se transmettrait indéfiniment sans cette précaution.

La clause de retour a été ajoutée, nous croyons l'avoir démontré, dans l'unique but d'empêcher le domaine de la couronne de passer aux filles, et par elles aux étrangers.

Au titre des Institutes (1), *Quibus alienare permissum est vel non*, on voit des personnes incontestablement propriétaires, auxquelles cependant il n'est pas permis de vendre leurs biens.

Le droit de disposer peut être lié dans des cas particuliers, mais cette prohibition n'empêche pas la propriété d'exister.

(1) *Institutes*, liv. II, tit. VIII.

Dans notre espèce, la clause de retour n'est pas la seule raison qui fit prohiber aux apanagistes le droit d'aliéner ; il y eut aussi la considération que l'apanage devant servir à l'*entretienement* des fils et au mariage des filles il fallait éviter à l'État d'avoir à intervenir pour compléter ce que l'apanagiste aurait pu dissiper ou perdre.

De plus, le simple usufruitier ne peut intenter que les actions relatives à sa jouissance, il est d'ailleurs obligé de dénoncer au propriétaire toutes les actions commises par des tiers ; or l'apanagiste, précisément, parce qu'il est propriétaire, peut exercer toutes les actions même immobilières, relatives à l'apanage.

Les documents montrent que les apanagistes ont toujours plaidé seuls et en leur nom, sans adjonction de procureur général sur des questions intéressant la propriété des biens apanagés, conformément au texte des lettres-patentes de 1766 qui reconnaît comme étant de l'essence de l'apanage le droit d'exercer l'action en revendication.

Les textes cités plus haut, ceux très explicites des lettres-patentes de 1766, ne laissent pas de doute sur l'opinion qu'avaient de cette question ceux-là mêmes qui faisaient les édits, par conséquent, les lois de l'apanage.

Nous trouvons relevé dans ces mêmes lettres de 1766, un jugement du Parlement de Paris entre le duc d'Orléans, et le procureur général du roi.

Le Parlement a « expressément maintenu et gardé le duc dans la *propriété* des villes, châteaux, etc... »

La propriété de l'apanagiste est vraie. Elle n'est pas libre, mais grevée de substitution.

Pothier qui, un des premiers, a formulé cette théorie, dit que le grevé est propriétaire sous condition résolutoire.

S'il en est ainsi, une fois la condition accomplie, il est

supposé n'avoir jamais été propriétaire des biens substitués ; la disposition faite à son profit disparaît, pour ne laisser subsister que celle faite en faveur de l'appelé.

Ce n'est plus une véritable substitution puisqu'il manque une des conditions essentielles, à savoir l'existence d'une double libéralité.

Si, au contraire, le grevé est considéré comme propriétaire avec charge de rendre, et par suite de conserver, les biens sont frappés entre ses mains d'indisponibilité, ou mieux, d'inaliénabilité dans l'intérêt des appelés.

On peut facilement le reconnaître, cette doctrine explique suffisamment bien la situation très particulière de l'apanagiste.

Comme le remarque justement Chopin, l'apanage est une véritable aliénation du domaine de la couronne (1).

L'usufruit, même universel, de du Vaucel ne suffit pas à expliquer des droits véritables de disposition (2).

Il faut aller jusqu'à une propriété dont l'exercice est lié dans quelques-unes de ses prérogatives, et cela, pour assurer d'abord la sécurité de la substitution, ensuite, mais à une échéance qui pourrait ne jamais arriver, garantir le retour des domaines à la couronne, épargner enfin à l'État l'inconvénient de réclamations onéreuses.

Nous allons essayer maintenant de montrer que le droit si singulier de l'apanagiste sur les domaines à lui concédés n'est pas absolument une nouveauté, et qu'il répond à une conception juridique facile à déterminer.

Plus on lit les auteurs qui ont écrit sur cette matière,

(1) Edit du domaine 1566, art. 1.

(2) Les apanagistes ont le droit de changer les constructions élevées sur les fonds de l'apanage.

mieux on comprend que tout leur semble obscur et embrouillé.

La raison en est dans l'application forcée qu'ils ont voulu faire, *a priori*, des principes juridiques.

De là leur embarras : l'assimilation absolue n'est pas possible, qui dit usufruit ne dit pas assez, qui dit propriété au sens romain va trop loin ; on a modifié les conceptions générales sans rien donner de très net et de très précis.

A notre avis, il fallait résolument faire de l'apanage un mode d'acquérir spécial, qui tient de l'usufruit, qui tient de la propriété, mais qui n'est véritablement ni l'un ni l'autre.

Ce qui arrête les partisans de l'apanagiste usufruitier, c'est, nous l'avons déjà dit, la clause de retour, puis l'impossibilité pour le prince d'aliéner ou de disposer de ses domaines à cause de mort.

Le démembrement bien connu du droit de propriété, en domaine direct et en domaine utile ne résout pas la difficulté.

La notion en a d'ailleurs été très variable et nous retomberions, en l'adoptant, dans les difficultés déjà signalées.

Dans le droit plus ancien, le possesseur du domaine direct est le véritable propriétaire.

« Le domaine est double, dit Pontanus, direct et utile.

Direct, c'est-à-dire le vrai, le propre, le principal domaine, d'où cette conséquence, que lorsque nous disons simplement le domaine, on doit entendre ce mot du domaine direct, ainsi le veut Bartholdè après Accurse.

Le nom de propriété s'applique seulement au domaine direct, jamais au domaine utile (1). »

(1) *Dominium duplex est, directum et utile. Directum id est, quod*

Jean-Baptiste Vincemala est du même avis : *Verbum proprietatis comprehendit solum dominum directum.*

« C'est pourquoi, dit Balde, si quelqu'un réclame la propriété, et prouve ensuite qu'il a le domaine utile, soit comme vassal, soit comme emphytéote, qu'il succombe (1). »

Petrus Jacobi de Aureliano s'exprime ainsi : « Lorsqu'on énonce simplement le mot domaine, cela doit s'entendre de la directe (2) ».

Dumoulin appelle le domaine utile, *servitus quædam aut quasi servitus* (3).

Et Cujas le définit, *jus in prædio alieno* (4).

Ainsi entendu, le domaine utile ne définit pas les droits de l'apanagiste. Il est vrai que, sous l'influence de la pratique, les idées se modifièrent et les définitions aussi.

Dumoulin constate cette transformation, lorsqu'il dit en parlant de feudataire : *quem vulgo vocant proprietarium.*

Chantereau, à la page 44 de son *Traité des fiefs*, qualifie

verum, proprium ac principale dominium est. Quo fit ut cum dominium simpliciter nominamus, de directo intelligendum sit, teste Bartholdo post Accursium... cui etiam directo dominio proprietatis tantum appellatio convenit et nunquam utili. » Pontanus, sur l'article 33 de la Coutume de Blois.

(1) Qua propter, quod si in libello dicit proprietatem ad se pertinere, vel se esse proprietarium et postea in processu, probet de utili dominio utputa quod sit vassallus vel emphyteota, succumbat.

(2) Cum autem verbum domini simpliciter profertur intelligitur de directo.

(3) T. 1, § 1, gl. 5, n° 1.

(4) *In. proem.* liv. 1, *de feudis.*

(5) La seigneurie directe, en tant qu'elle est considérée comme séparée de l'utile, ne consiste qu'en une seigneurie d'honneur, et le droit de se faire reconnaître seigneur de sa chose par ceux qui la possèdent. Pothier, *Traité des fiefs*.

le droit du vassal de vraie propriété successive et héréditaire.

Après lui, Hévin place le vassal et le seigneur sur la même ligne : « Soit du côté du seigneur, soit du côté du vassal, il n'y a point de servitude, et l'un ne jouit point de ce qui est à l'autre un titre de servitude. »

« Le seigneur retient la servitude directe, à cause de laquelle il a tout ce qu'elle contient, la foi, l'hommage, le rachat, les rentes, les devoirs ; il les a non *jure servitutis sed jure primævo retento seu jure domini directi*, et le vassal a la seigneurie utile et la propriété avec les avantages qu'elle contient, et n'en perçoit pas les fruits par droit de servitude imposée sur les biens du seigneur ; il en jouit *jure suo, jure proprietatis et perpetuo*, ce qui est absolument opposé à l'usufruit servitude (1).

Au XVIII^e siècle, le domaine utile est devenu la véritable propriété et le domaine direct n'est plus considéré que comme une servitude. C'est alors le droit du roi qui n'est plus sauvegardé, et cette définition du domaine utile est trop vaste pour s'appliquer justement à l'apanagiste.

Ce n'est donc ni dans le droit romain, qui, par une interprétation fautive, d'ailleurs, a fourni la terminologie, ni dans le droit féodal qu'il faut chercher le point d'attache de la propriété apanagère. Nous le trouverons dans le droit Coutumier.

La donation germanique était différente de la donation romaine à laquelle nous sommes accoutumés. Elle donnait une propriété limitée. De là, part une double évolution qui

(1) La Seigneurie directe, en tant qu'elle est considérée comme séparée de l'utile, ne consiste qu'en une seigneurie d'honneur et le droit de se faire reconnaître seigneur de sa chose par ceux qui la possèdent. — Chap. préliminaire, § 3. Pothier, *Traité des fiefs*.

aboutit, si on renforce le droit du donateur au fief et à l'usufruit, si on renforce le droit du donataire à la propriété avec droit de retour considéré comme droit de succession *ab intestat*.

Dans la deuxième moitié du XV^e siècle, Thomas Littleton a écrit un traité de la propriété immobilière. On y voit que l'acquéreur a le droit de transmettre le bien à cause de mort, seulement si la charte porte « à dever et à tener à lui et à ses heires (1) ».

Il ne faut pas voir dans cette exigence un résultat des principes féodaux. A l'époque où écrit Glanville (2), le *feudum simplex* est héréditaire : *Perpetuo remanebit illi cui donata fuerit terra illa et hæredibus suis, si jure hereditario eis fuerit concessa*.

Un seul principe s'applique ici, l'acquéreur est réglé par la volonté du donateur, et cette volonté s'interprète restrictivement.

Malgré ces restrictions, le droit de l'acquéreur est bien un droit de propriété.

Cela peut nous paraître extraordinaire, mais il ne manque pas d'analogies.

Et d'abord, pour la dot en droit romain : la propriété du mari sur la dot est limitée à la durée du mariage, il ne peut ni aliéner le *fundus dotalis* ni le transmettre à cause de mort, et, cependant, il est propriétaire.

Il en de même dans le droit moderne pour la propriété du grevé de substitution.

Le titulaire d'un ordre est dans ce cas : même, pour cause

(1) Si autem ita facta est donatio ut si dicam : do tibi tantam terram nulla facta mentione de heredibus, ista donatio se non extendit ad heredes nisi tantum ad vitam donatorii. Bragton, liv. 44, 39, § 6, fol. 92.

(2) Glanville, L. VII, ch. 4, § 2.

d'infamie, on ne peut exercer aucune confiscation de ses biens, il est parfaitement le propriétaire de sa distinction, il ne peut ni l'aliéner ni la transmettre à cause de mort.

Nous retrouvons la même particularité dans la Coutume du pays et comté de Hainaut (1) et dans la Coutume de Valenciennes. — Articles 108 et 109 : « Quand aucun donne ses héritages et rentes immeubilières simplement à aucun qui ce soit, pour en faire sa volonté, sans déclarer *pour luy et ses hoirs*, soit pour en jouyr promptement le dict don faict, ou après le trepas du donateur, et que après tel donnataire termine vie par trespas, sans avoir disposé desdits héritages et rentes, tels biens retournent et doibvent apperténir à l'héritier plus prochain du donateur du lez et costé dont tel héritage ou rente seroit procédé. Mais si tel don estoit fait pour en jouyr par le donataire et ses hoirs, iceux ses hoirs en ligne directe seulement en seroient les héritiers, et si tel donnataire décède sans disposer du dit héritage ou rente et sans délaisser hoir en ligne directe, tel héritage ou rente retournera au lez du costé du prochain héritier du donateur. »

Les Coutumes de 1534 et de 1540 reproduisent presque textuellement les mêmes termes.

En Suède, après la mort du donataire, le bien donné ne va qu'à ses enfants ; s'il n'a pas d'enfant, le bien retourne au donateur et à ses héritiers.

Bien plus, la donation ne peut être aliénée sans l'assentiment du donateur (2).

D'après la Coutume de Sedan de 1568, le père naturel peut donner le sixième de ses biens mobiliers et de ses acquêts immeubles à son bâtard.

(1) Ed. Forder, III, 4878.

(2) Cf. Amira, *Nordgermanische Obligationenrecht*.

Ce bâtard ne peut aliéner ces immeubles, et s'il meurt sans laisser d'enfant légitime, les biens reviennent au donateur et non au fisc ou au Haut justicier.

Les Parlements d'Aix, de Grenoble et de Paris donnent au père du bâtard mort sans enfants, un droit de retour sur les donations qu'il lui a faites (1).

Nous avons retrouvé ainsi toutes les particularités qui distinguent le droit de l'apanagiste.

Nouveau dans son ensemble, il se réfère dans chacune de ses parties à des pratiques juridiques qui ont laissé dans l'histoire une trace très nette et très précise.

(1) Cf. Heinrich Brunner, *Forschungen zur Geschichte des deutschen und französischen Rechts*. Stuttgart, 1894.

CHAPITRE IV

L'APANAGISTE ET LA JUSTICE.

Avant d'aborder la matière de ce chapitre, donnons un rapide aperçu de ce qu'était l'organisme judiciaire à l'époque qui nous intéresse (1).

Le premier magistrat est le prévôt, à la fois juge, recruteur et collecteur d'impôts. De ses fonctions il ne gardera que la justice ; c'est au contraire, cette attribution qui échappera aux baillis et aux sénéchaux qui ont été créés par la suite.

Au-dessus du prévôt, pour le surveiller et le contrôler, il y avait le grand sénéchal. A partir du XII^e siècle, on crée une hiérarchie de magistrats supérieurs aux prévôts, les baillis et sénéchaux royaux. Les juges ainsi désignés sont de même ordre, le nom diffère selon le pays : le Midi et l'Ouest de la France ont des sénéchaux, le reste est administré par des baillis.

L'origine de ces magistrats est double ; tantôt ils ont été directement créés par les rois, tantôt ils ont été revê-

(1) Voyez surtout pour ces divers sujets : *Etablissement de St-Louis*, livre de Jostice et de Plet ; Bouteillier, *Somme rurale*, Répertoire de Guyot et Merlin ; La Roche-Flavin, *Treize livres des Parlements de France* ; Pardessus, *Essai sur l'organisation judiciaire* ; Luchaire, *Histoire des institutions monarchiques*, *Manuel des institutions* ; Dareste, *La justice administrative de France* ; Esmein, *Histoire de la procédure criminelle*, *Cours élémentaire d'histoire du droit français* ; Wuitry, *Etudes sur le régime financier de la France avant la Révolution*.

tus du caractère royal par les souverains qui les avaient trouvés en fonction dans les divers fiefs annexés à la couronne.

Les receveurs royaux enlèvent aux baillis leurs attributions financières. La création de lieutenants, d'abord simples délégués du bailli, puis élevés à la dignité d'officiers royaux, lieutenants généraux, lieutenants particuliers, et à partir de 1552, lieutenants criminels, ne fait plus du bailli que l'exécuteur des sentences de justice rendues en son nom.

La création des sièges présidiaux établit un degré supérieur en conférant à certains baillis le droit de juger sans appel dans une limite déterminée (1) et en leur donnant aussi une compétence au criminel.

Au sommet de cette hiérarchie se trouvent les Parlements.

Le Parlement de Paris est juge des apanages, les Parlements de province n'eurent jamais en ces causes une compétence reconnue.

A côté de ces juridictions royales qui étaient des juridictions de droit commun, se trouvaient des juridictions d'exception.

Deux d'entre elles nous intéressent surtout : la Chambre des Comptes et la Justice prévôtale.

La *Chambre des Comptes*, à laquelle ressortissait la surveillance des comptes de l'apanage et le contrôle des comptes fournis par les chambres particulières créées par les apanagistes.

La Justice Prévôtale. — Juridiction d'exception en matière criminelle, elle s'occupe des graves attentats contre la sûreté publique, le pillage, la maraude commis par les

(1) 250 livres tournois en principal ou 18 livres de rente.

soldats ou rôdeurs, « les gens d'armes tenans les champs et mangeans la poule du bonhomme et vivans sur le peuple », relevaient de ce tribunal redoutable.

Les vagabonds, les gens sans aveux, les repris de justice étaient, comme on disait autrefois « gibier des prévôts des maréchaux ». La procédure était la même que dans les tribunaux criminels de droit commun, mais elle était sans appel.

Une chose à remarquer, c'est que la compétence des prévôts devait être jugée par le siège présidial le plus voisin et même les cas prévotaux pouvaient être portés devant les présidiaux qui avaient ainsi une compétence concurrente de celle des prévôts des maréchaux.

Nous aurons à nous occuper de deux autres juridictions, dont il a été question dans quelques édits d'apanage, mais qui ont disparu au cours des réformes ou des transformations de l'organisme judiciaire (1).

L'Echiquier était une Cour souveraine instituée par Rollo ou Raoul I^{er}, duc de Normandie, au commencement du XII^e siècle. Ce tribunal jugeait en dernier ressort, tant au civil qu'au criminel, les causes dont il y avait appel des premiers juges. Comme il ne se tenait pas toujours, le grand sénéchal de la province décidait par provision des affaires qui demandaient célérité.

On donna aussice nom à d'autres tribunaux qui jugeaient en dernier ressort, et qui étaient indépendants de l'Echiquier général de Normandie (2).

Celui-ci se tenait deux fois par an au commencement

(1) Cf. Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*.

(2) Les ducs d'Alençon érigeaient sous le nom « d'Echiquier » un tribunal qui fut longtemps égal en pouvoir et en autorité à l'Echiquier du roi établi à Rouen.

du printemps et de l'automne. D'abord ambulatoire, ce tribunal fut érigé en Cour sédentaire à Rouen par Louis XII à la prière des États de Normandie.

En 1515, François I^{er} changea la dénomination d'Echiquier pour celle de Cour du Parlement, d'où : le Parlement de Normandie.

Les Grands Jours. — C'est une assise extraordinaire que les Parlements et autres Cours supérieures tiennent de temps en temps dans quelque ville de leur ressort, éloignée de leur siège ordinaire, pour entendre les plaintes que les habitants de la province peuvent avoir à formuler contre les juges et autres officiers de justice du pays, et aussi pour accélérer l'expédition des affaires les plus importantes, notamment des affaires criminelles.

Les Grands Jours ont disparu au XVIII^e siècle.

La justice royale à notre époque a triomphé des justices seigneuriales. La constitution des apanages, remet en question cette capitale prérogative du roi qui le fait considérer comme la source de toute justice.

Les apanagistes ne peuvent avoir moins de droits que les autres seigneurs, et la justice ordinaire doit être rendue en leur nom. Les rois, d'abord très larges, dans leurs concessions sur ce point, reprendront peu à peu, non pas directement, mais, de manière détournée, l'indépendance que le droit féodal attribuait aux justices seigneuriales. Ce sont encore les cas royaux, vagues, laissés à dessein sans définition et sans délimitation précises (1) qui seront

(1) Bornier, le commentateur de l'ordonnance de 1670, définit les cas royaux ceux, auxquels le roi a intérêt comme roi pour la conservation de ses droits et pour la manutention de son autorité royale.

Louis le Hutin, répondant aux seigneurs de Champagne, en 1315,

pour le pouvoir royal l'occasion de rentrer en possession d'une partie des concessions octroyées.

Philippe le Bel, ayant accordé des privilèges au couvent des Chartreux de La Fontaine Notre-Dame, en Valois, ordonne en 1339, lors de l'attribution du duché de Valois à l'apanage du duc d'Orléans, que les causes du couvent seraient portées devant le bailli de Senlis ou son lieutenant (1).

Mais, dans les premières cessions apanagères, il n'y eut vraisemblablement pas de « Baillifs des exemptions », comme on les appelait, introduits dans l'apanage pour juger des cas que le roi se réservait.

En effet, lorsque le roi Jean donna des lettres d'apanage à Louis son fils puîné, il fait l'énonciation des restrictions apportées à cette concession, parmi lesquelles figure : « la réserve des causes dont la connaissance appartient à nous seulement et à la couronne de France, et à notre Cour de Parlement ».

Le premier apanage dans lequel on voit des juges particuliers pour juger les cas royaux est celui de Jean, duc de Berri et comte de Poitou. Le roi avait donné à ce prince les duchés de Berri et d'Auvergne en octobre 1360. Pendant qu'il était retenu comme otage en Angleterre, on établit des *baillifs royaux* dans ses duchés. — A son retour, il fallut fixer les pouvoirs des baillifs des exemptions, tant dans ces deux duchés que dans le comté de Poitiers, c'est alors que Charles V expédia ses lettres de 1374, qui furent expressément acceptées par le prince Jean. Il y est dit que le roi seul, et pour le tout, aura la connaissance, ressort

leur dit que c'étaient ceux qui, de droit et d'ancienne coutume peuvent appartenir au Prince souverain et à nul autre.

(1) *Ordonnances du Louvre*, t. 4, p. 113.

et souveraineté de toutes les églises cathédrales, de toutes les autres églises de fondation royale, et autres églises exemptes par privilège, pariage ou autrement... « et avec ce, aura la connaissance de tous les droits royaux, et exerceront la juridiction tant réelle que personnelle, en toutes les causes des dites églises et chacune d'icelles, et aussi en tous cas touchant les droits royaux, nos baillis des exemptions par nous députés ou à députer, ou leurs lieutenants, et tiendront leurs sièges es lieux qui par nous ou notre cour leur sont ou seront ordonnés, et dits duchés et comtés de Poitou, hors du domaine et de la seigneurie de notre dit frère de Berri et de ses sujets et des villes de Poitiers et de St-Maixent lesquelles, par faveur et contemplation de notre dit frère, nous, de grâce spéciale, ne voulons être mis siège royal sans ce que des causes des dites églises ou des droits royaux dessus dits, notre dit frère ou ses officiers puissent avoir court ou connaissance en aucune manière » (1).

Déjà en 1372, dans l'instruction des cas royaux donnée pour la ville de Montpellier par Charles V, il est dit en l'article 3 que le Gouverneur pour le roi aura la connaissance des personnes députées et ordonnées à garder les droits de la souveraineté.

Les lettres de Charles V ont été provoquées par des circonstances particulières, la constitution originaire de l'apanage n'avait pas été l'occasion de la nomination de juges des exempts.

Charles VI prit le premier cette mesure lorsqu'il donna des lettres d'apanage à son frère Louis, duc d'Orléans (2).

(1) *Ordonnances du Louvre*, t. VI, p. 98.

(2) Loyseau nous donne une idée de la manière dont les rois pro-

François I^{er} s'était réservé la connaissance des cas royaux et de ceux dont, par prévention, ses officiers devaient et avaient accoutumé de connaître pour lesquels décider, connaître et déterminer. Il serait créé et établi des juges des exempts, lesquels auraient la connaissance et juridiction des dits cas et matières.

Il avait accordé la nomination de ces juges à son puîné et à ses hoirs mâles, leur conférant aussi la nomination de offices des aides, tailles et gabelles, et autres états dépendant de ses finances extraordinaires. Il ne s'en était réservé que la provision, abandonnant à son fils le revenu des amendes, greffes et sceaux, et autres émoluments qui viendraient de cette juridiction des comptes

cédaient pour ménager à la fois, leurs droits et ceux des apanagistes.

Pour exercer ses cas royaux lors de la concession des apanages, le roi retenait quelque petit endroit soit dans la capitale ville de l'apanage, comme à Tours, le lieu de Château-Neuf (apanage donné par Charles V à Louis son fils), soit en quelque bourgade comme Lorris et Montargis dans l'apanage d'Orléans, « et de là ont été dictes les coutumes de Lorris et de Montargis, pour ce que la rédaction des coutumes, estant un cas royal, ne pouvait être faite à Orléans lorsqu'il était possédé par apanage. »

« Et le juge royal qui avait la connaissance des cas royaux s'appelait quelquefois bailli, notamment dans les lieux où le juge ordinaire de l'apanage s'appelait sénéchal; quelquefois juges des exempts dans les coutumes qui admettent l'exemption par appel comme en Anjou. » *Des offices, du domaine aliéné*, liv. VI, ch. 9, n° 37. Cf. du Tillet : Vray est que les droits royaux qui sont adhérens à la couronne, inséparables d'icelle sont réservez et ont toujours esté et souloit au duché, au comté qui estoit baillés estre retenue par le Roy quelque ville où il erigeoit un bailliage royal pour la cognoissance des dits cas royaux. Comme fut fait à Montargis, lorsque le duché d'Orléans fut donné en appennage depuis ont esté créés juges des exempts. *Recueil des Rois de France*, édit. de 1587.

avec charge de payer d'abord les juges et leurs lieutenants.

Pour la juridiction ordinaire, François I^{er} avait ordonné qu'elle serait exercée et administrée au nom de son puîné et de ses hoirs mâles par les baillis et sénéchaux des domaines ou autres juges précédemment établis et par leurs lieutenants généraux ou particuliers. L'apanagiste doit laisser en charge les juges qui s'y trouvent au moment de la concession. Au cas, seulement, où une vacance viendrait à se produire, il aura la pleine provision et institution.

Un auteur fait remarquer que les offices des juridictions ordinaires ne cessent pas d'appartenir au roi, la pleine provision et institution qu'en ont les princes ne leur donnant droit qu'à la casualité.

Les offices créés et institués par le roi doivent lui revenir à l'extinction de l'apanage, dans l'état où ils étaient lors de la concession, ainsi que les domaines auxquels ils sont attachés ; en cas de mutation, le droit de Marc d'or se paie au roi.

Les princes ne peuvent donc accroître ni diminuer les fonctions des uns au profit des autres ; ils ne peuvent les faire exercer par commission, il faut qu'ils soient pourvus ; si les circonstances exigent quelque changement, les princes doivent s'adresser au roi qui seul peut augmenter ou diminuer les fonctions de ses officiers et de ses juges.

La souveraineté, dit un domaniste, ne saurait être atteinte de ce fait que la justice ordinaire est rendue au nom de l'apanagiste.

« Si les noms du bailli, du sénéchal du moindre seigneur sont placés à la tête des actes et des jugements, sans doute il sied mieux à la dignité de la justice d'y voir

celui d'un fils de France, comme celui du roi est à la tête des arrêts des cours souveraines. »

François I^{er} alla très loin dans les grâces accordées à son fils. Après avoir ordonné que son puîné et ses hoirs mâles tiendraient « les dits domaines en tout droit de Pairie », il les autorise à avoir et à faire tenir cour des Grands Jours pour relever et décider les appels des juges, baillis, sénéchaux et autres juges dont les appels étaient portés devant le Parlement de Paris. Cette cour gardera les appels des Grands Jours et des juges des exempts (1).

Par un édit de 1549, Henri II donna aux prévôts des marchaux pouvoir et juridiction pour juger sans appel, « les voleurs, quêteurs de chemins, sacrilèges et faux monnayeurs ». En 1551, le même roi donna à un certain nombre de bailliages et de sénéchaussées une qualité et une importance nouvelles, sous le nom de *sièges présidiaux* (2). Ils obtinrent le droit de juger sans appel en dernier ressort les causes civiles qui n'excéderaient pas 250 livres tournois en capital, ou 10 livres tournois de rente, et chaque juge présidial recevait les appels d'un certain nombre de bailliages. On leur donna aussi une compétence particulière pour quelques causes criminelles.

Nous touchons maintenant à la période des réformes capitales. C'est sous Charles IX que va se définir et se préciser la théorie qui nous occupe en ce moment.

(1) Lettres patentes 1337, 1366, 1370, 1433. Cf. du Tillet : « Les puisnez de France en leurs appennages ont prérogative de ressort par grands jours, eschiquier aux chambres des comptes, comme les pairs de France lays par concessions qui ne leur sont refusées, aussi, les dits appennages sont ordinairement érigés en pairie. » *Recueil des Rois de France*, p. 214, édit. de 1587.

(2) Isambert, XIII, 248.

La nomination des Juges des cas royaux a eu des avantages appréciables, surtout pour les droits du roi. La présence de ses agents au sein même de l'apanage, l'ardeur, l'âpreté avec laquelle les juges du roi tenaient à leurs prérogatives étaient une garantie pour le souverain, mais, en même temps, une cause de trouble et une charge pour les justiciables.

Loiseau remarque : « qu'y ayant souvent deux justices en une même ville, l'une royale, l'autre ordinaire, Dieu sait combien de brouilleries, de factions et de divisions, même de séditions cela y apportait parmi le pauvre peuple qui était comme une gauffre entre deux fers » (1).

La réforme qui s'imposait était la suppression des juges multiples, tout en sauvegardant les droits de ressort.

L'article 50 de l'ordonnance de 1560 donnée aux États de Blois, supprima ces juridictions d'appel dans toutes les villes où la justice était exercée au nom du roi, et ordonna que l'appel des Baillis serait porté sans intermédiaire devant les Parlements.

L'article 24 de l'ordonnance de 1563 étendit cette suppression dans les terres des seigneurs de quelque qualité qu'ils fussent, ce qui évitait un degré aux justiciables.

Charles IX ne voulut point déroger à ces lois, aussi ne permit-il point l'établissement des Grands Jours dans les apanages des ducs d'Anjou et d'Alençon. François I^{er} ne l'avait accordé que comme un privilège de la pairie ; il venait de lui être enlevé, c'est pourquoi, Charles IX n'en fit aucune mention dans ses lettres.

Nous avons vu, sous Henri II, la détermination de la

(1) Loyseau, *Des offices*, liv. 4, ch. 9, n° 37.

juridiction des Prévôts des Maréchaux et la création des sièges Présidiaux.

Son successeur, dans l'édit de 1565, après avoir énoncé ces deux juridictions se réserva l'institution des officiers, mais, par des lettres distinctes et séparées, il donna aux ducs d'Anjou et d'Alençon la nomination et présentation des Présidents, Conseillers et autres Officiers des sièges Présidiaux ; il se réserva absolument la pleine et entière disposition des Prévôts des Maréchaux, de leurs lieutenants, greffiers et archers.

Ces officiers jugeant sans appel, le roi ne pouvait en accorder la nomination et présentation à ces princes sans les faire participer aux droits de sa couronne.

Les Présidiaux étaient aussi des justices de dernier ressort, mais il y avait une particularité, c'est que cette qualité avait été attribuée au bailliage, le titulaire restait toujours un bailli, or celui-ci était juge ordinaire de l'apanage.

Si le roi s'en était réservé la nomination, le droit qu'avaient les apanagistes d'instituer les juges pour rendre la justice ordinaire aurait été illusoire.

Le Parlement ne pensa pas comme le roi, et en procédant à l'enregistrement des lettres d'apanage et de celles concernant la nomination des offices extraordinaires, par son arrêt du 20 mars 1565, il crut devoir ordonner que des remontrances sur ce point et sur deux autres, seraient faites au roi.

On demandait que la nomination des Présidents et Juges Présidiaux, jugeant en dernier ressort et sans appel, demeurât au roi, en signe d'une souveraineté qui ne peut être séparée de la couronne. Les gens du roi voulaient encore que les Exempts eussent leur résidence au siège présidial

et principal ; ils refusèrent enfin d'approuver la conversion des offices en commissions.

Baptiste Duménil, avocat général, fut rapporteur en cette cause ; ses observations sont curieuses. Après avoir reconnu que la provision appartient pour les officiers ordinaires aux apanagistes, il affirme le droit du roi à pourvoir les offices extraordinaires. Abandonner cette prérogative serait dangereux, et, si le roi l'a fait, ses gens n'y insisteront pas « attendant de grands services des princes pour la couronne », mais ils « requièrent qu'il soit mis, sans le tirer à conséquence, et, que ce soit et de moyen spécial à eux, pour ce soit montré au roi que nul autre l'ait, et soient révoquées celles qui ont été octroyées à d'autres ».

Enfin, ils disent que les officiers des Prévôts des Maréchaux étant exceptés, il est juste que les juges Présidiaux le soient aussi, étant donné qu'ils sont Juges souverains et jugent en dernier ressort. Il ajoute en terminant : « L'on a vu plusieurs indignes pourvus par le roi ; lors de la calamité des guerres, est à craindre que si la provision entière ne demeure en ses mains, que telles fautes adviennent ne partant que par les dites lettres demeurent sujets à la présidialité, eux confiant à la discrétion et jugement de la Cour, laquelle y verra plus que eulx. Aussi que quand les *Édits des sièges Présidiaux furent publiés*, plusieurs pairs de France s'y opposèrent, eurent lettres d'exemption particulière comme les ducs de Vendôme et Nevers, archevêque de Reims, et l'évêque de Beauvais, mes dits Seigneurs ne l'ont requise encore, et eux s'arrêtant que par l'édit de la Justice ont vu que les Présidiaux ayant lieu partout, *même en Bretagne qui disent avoir fourni argent pour les rembourser* ; aussi, sera s'il plaît à la Cour adviser de ne pas passer approbation la provision des officiers par commission. »

Michel de l'Hôpital avait, lui aussi, proposé une solution à la difficulté de juges multiples se contrariant aux dépens des plaideurs. La connaissance des cas royaux sera réservée à des Juges des Exempts qui seront institués. Jusqu'à la publication des lettres de création qui devront être enregistrées au Parlement, ce sont les juges ordinaires qui connaîtront de ces cas. Or, il faut le constater, cette clause n'amena aucun changement, et jamais n'eut lieu l'établissement de ces juges particuliers.

« Ce n'est pas, dit un adversaire de cette institution, une des moindres preuves de la singularité de la nature de l'apanage et de l'embarras qu'il jette dans l'ordre judiciaire. »

Lorsque Charles IX constitua les apanages de ses frères (1), il s'inspira des grâces et prérogatives accordées par François I^{er} à son fils, ne supprimant que ce qui eût été de nature à porter atteinte à ses droits souverains et à l'intégrité du domaine de la couronne.

Pour ce qui est des juges ordinaires, aucune difficulté. Charles IX laissa subsister dans ses édits les dispositions de l'édit de 1540. Ce droit, en effet, ne pouvait leur être refusé ; autrement, les princes auraient eu moins d'autorité dans leur domaine que les simples seigneurs hauts justiciers qui ne connaissent de premiers juges pour leurs vassaux que ceux qu'il leur plaît d'instituer et de commettre.

Quant aux offices extraordinaires, Charles IX ne ratifia pas les faveurs accordées par François I^{er}. Il se réserva la nomination des officiers des Aides, Tailles et Gabelles et autres offices extraordinaires. Il sauvegarda aussi le principe

(1) 8 février 1566. Cf. Fontanon, t. II, liv. 4, tit. 4, p. 24 et suiv.

de la nomination des Juges des Exempts. Tous ces officiers sont destinés à veiller aux intérêts du roi, à la perception des impôts et de ses revenus, à la conservation des domaines. Il ne peut laisser périlcliter sa souveraineté en abandonnant son droit.

« Le Roi, dit Loyseau, ne peut être réduit à demander justice à ses sujets, et prendre par leur choix des officiers pour le maniement de son bien (1). »

Cependant ce prince, après avoir sauvegardé les principes, crut pouvoir faire fléchir la loi ; il conféra, en dehors de l'édit d'apanage, dans des lettres distinctes et séparées, la nomination à ces mêmes offices (2).

Ainsi accordée, cette prérogative ne put être regardée que comme une grâce, elle n'entraînait pas les mêmes conséquences que celles données par François I^{er} à son fils. Dans ce dernier cas, les droits concédés à l'apanagiste faisaient partie des privilèges de l'apanage ; ils étaient énoncés dans son édit constitutif et passaient à la descendance masculine.

Les grâces accordées par Charles IX ne faisaient pas partie des droits résultant de leurs apanages.

La situation, il est facile de le voir, étant loin d'être nette, il était indispensable de trouver une solution qui donnât satisfaction aux justiciables déjà trop obérés, au roi et aux apanagistes.

Les remontrances du Parlement dont nous avons déjà parlé, et les observations de Michel de l'Hôpital influencèrent les déclarations de Juillet 1568. Charles IX, sur la présentation qui lui fut faite par le duc d'Anjou, nomma pour Juges des Exempts dans l'apanage de ce prince, les

(1) Loyseau, *Des offices non vénaux*, liv. 4, n° 10.

(2) Lettres du 8 février 1566.

Sénéchaux du Bourbonnais et d'Anjou, leurs lieutenants à Moulins et à Angers et « les gens tenant ès-dits lieux » pour connaître des cas réservés au Roi par l'édit de constitution (1).

Le roi donna comme raison, outre la nomination du Prince son frère, d'éviter la multiplicité des juges en une même ville, ce qui est une charge pour les sujets et les finances.

Pour écarter toute crainte de confusion, le Roi veut que l'audience des causes réservées soit tenue deux jours la semaine, séparément de celles de l'ordinaire. Les greffiers des Juges des Exempts et dans l'espèce ceux des Sénéchaussées de Moulins et d'Angers ont la charge de tenir un registre, à part, des causes entendues en ces jours spéciaux.

Ces deux déclarations de juillet 1568 furent enregistrées le 14 août. Il faut remarquer que les premières modifications du Parlement, lors de l'Edit d'apanage portaient uniquement sur l'obligation de faire siéger les juges des Exempts au siège présidial et principal.

Charles IX tenait compte des remontrances de ses gens, mais cela ne parut pas suffisant au Parlement. Dans son arrêt de vérification de la déclaration de 1568, il étendit à tous les juges royaux la licence accordée aux sénéchaux de Bourbonnais et d'Anjou avec obligation de tenir des registres distincts de ceux où sont insérées les causes de

(1) Les lettres du 5 février 1568, enregistrées le 12 dudit mois nous apprennent que le duc d'Anjou n'était entré en possession de son apanage que le 1^{er} janvier de la dite année.

L'époque de cette prise de possession ne doit laisser aucun doute que la nomination des Sénéchaux d'Angers et de Moulins pour Juges des Exempts ne fut une suite de la remontrance du Parlement demandant que les Présidiaux eussent le droit de juger les cas réservés au Roi dans l'apanage.

la justice ordinaire. Cette mesure était à double effet, le roi reprenait immédiatement ce qu'il avait concédé. Tous les juges de l'apanage restèrent ainsi juges royaux. Le Prince garda la faculté de les nommer et présenter au Roi, mais celui-ci conservait le droit de les pourvoir comme auparavant. Loyseau considère ces déclarations comme très profitables au Roi à la fois, et au Prince : « Tous les deux y gagnaient : l'apanagé avait l'émolument des cas royaux dont les juges qu'il avait nommés pouvaient connaître, et le Roi gardait dans l'apanage une autorité plus grande, et se distinguait ainsi très nettement d'un seigneur patrimonial (1). »

Les juges en tiraient un grand avantage puisqu'ils cumulaient la justice royale et la justice seigneuriale. Les sujets n'avaient pas non plus à s'en plaindre ; ils ne pouvaient plus être travaillés par les conflits qui devaient naturellement s'élever entre les juges résidant en une même ville. La déclaration de Charles IX les obligeait néanmoins à se transporter loin de leur demeure pour tous les cas regardant la justice royale.

Les arrêts d'enregistrement apportèrent à cet état de choses un remède efficace en ordonnant que tous les juges royaux jugeraient les cas réservés au roi. Cette concession des revenus tirés de l'exercice des offices extraordinaires ne pouvait être considérée que comme une grâce et non comme un droit résultant de l'apanage. Duret, re-

(1) Contrairement aux affirmations de Loyseau, ce n'est point la déclaration de 1568 qui donnait à l'apanagiste l'émolument des cas royaux ; le duc d'Anjou les tenait de son édit d'apanage conforme sur ce point à celui de François 1^{er} : « Voulons que les revenus des exploits... et émolumens qui viendront à la juridiction des exempts appartiennent au Prince.

marque que ces offices ne sont pas « de la première essence du Domaine » et que par conséquent, ils ne doivent apporter aucun profit à celui qui possède les terres du domaine par apanage, douaire ou engagement.

Loyseau, bien qu'il trouve, en fait, la mesure excellente ne l'approuve pas en principe ; les apanagistes ni les détenteurs du Domaine quels qu'ils soient ne doivent prétendre à cette faveur, il donne, de son avis, deux raisons : « La première, que ces offices ont été érigés et inventés longtemps depuis que les ducs et comtes ont usurpé la propriété de leurs seigneuries et qu'elles leur ont été inféodées, — et, la principale, qu'ils concernent tout à fait les droits royaux et les finances du Roi (1). »

C'était l'explication du principe posé par l'ordonnance de Blois en 1579, dans son article 331^e ainsi conçu : « Qu'ès aliénation de terres du Domaine, à quelque titre que ce soit, ne pourra être faite aucune cession des droits ou nominations des offices extraordinaires comme étant droits royaux et inséparables de la couronne, comme y étant inséparablement unis et annexés, défendons à nos Cours de Parlement et Chambre des Comptes d'avoir aucun égard aux lettres qui en pourraient par ci-après être expédiées. »

Résumons rapidement pour la fixer, la doctrine qui s'émane des édits des rois et des arrêts du Parlement.

La justice ordinaire dans l'apanage est exercée au nom des apanagistes « tout ainsi, comme dit Loyseau, qu'ès terres des seigneurs vassaux, de la couronne » (2).

L'esprit politique fait aux rois, à mesure que s'étendent leurs domaines, et leur autorité, un devoir de confisquer

(1) Loyseau, *Offices non vénaux*, liv. IV, ch. 9, n° 10.

(2) Loyseau, *Du domaine aliéné*, liv. IV, ch. 9, n° 37.

à leur profit le droit souverain de la justice. Les juristes inventent le système des cas royaux, il y a aussi la prévention et l'appel ; les attributs de la royauté, source de toute justice ne peuvent être abandonnés, d'où la création d'une juridiction voisine de la justice de l'apanage, appelée extraordinaire, qui tendit avec le cours du temps à empiéter sur sa concurrente. Les représentants du roi s'appellent juges des exemptions.

Des difficultés naissent avec d'autant plus de facilité que, comme nous l'avons vu, les cas royaux ne tombent pas sous le coup d'une définition précise, les jurisconsultes et les juges laissent, au contraire, aussi bien que les rois planer l'équivoque sur l'étendue de cette justice réservée.

Qui nommera à ces offices extraordinaires ? Le Roi évidemment.

Nous avons vu qu'en pratique, François I^{er} s'en remettait absolument à son fils, et que Charles IX, pour sauver le principe, consacrait ses frères dans les mêmes prérogatives, mais par lettres particulières.

Grâce aux remontrances du Parlement, les principes se dégagent, les juridictions d'appel échapperont à la nomination des apanagistes, et, surtout, les Juges des Exempts se confondront avec les juges ordinaires qui, deux fois par semaine, représenteront le roi. C'est ainsi que la royauté reprend aux apanagistes une partie de la justice ordinaire que le droit féodal leur reconnaissait absolument.

Restait la question du casuel ; l'édit de Blois le réglementa en écartant à la fois les détenteurs du Domaine, soit de la nomination aux offices extraordinaires, soit de la perception des revenus de cette justice. Remarquons enfin, que toujours la juridiction des Prévôts des Maré-

chaux échappa aux revendications des apanagistes et aux cessions trop libérales des Rois.

Les Rois avaient dans le Parlement des défenseurs opiniâtres de leur droit. L'édit d'apanage de Gaston, frère de Louis XIII, en date du mois de juillet 1626, ne lui accordait pas la nomination aux offices extraordinaires, mais, à l'exemple de Charles IX, il lui conféra ce pouvoir par des lettres séparées et datées du jour même de l'Edit.

Le Parlement, par un premier arrêt du 27 août 1626, avait excepté la faculté de nommer les présidents et juges présidiaux, mais, sur des lettres de jussion du 7 novembre, il enregistra purement et simplement, quant à ce chef, le 14 décembre de la même année.

L'influence de la Cour se manifeste plus efficace dans les déclarations d'avril 1627. Le Roi proclame d'abord qu'il veut éviter la multitude des Juges qui ne tourne qu'à charge sur ses sujets et finances, pour parer aussi aux divisions qui naîtraient parmi eux pour l'exercice de leur fonction ; il ne veut pas que la création de l'apanage soit l'occasion de changements dans le personnel des officiers en exercice : « Nous avons conservé par ces présentes tous les officiers de judicature pourvus par nos prédécesseurs et par nous ès-bailliages, Sièges Présidiaux, Prévôtés établis ès-dits duchés et comtés en la connaissance, Cour et juridiction des causes des dits exempts pour juger et décider par eux des cas royaux, à nous réservés par le dit apanage, qui sont droit de ressort. »

Louis XIII, après avoir accordé à Gaston la nomination et présentation aux sièges qui viendraient à vaquer, fixe à deux par semaine les audiences de la justice extraordi-

naire. Elles doivent se tenir séparément, et avoir leurs registres à part.

En somme, cette déclaration n'innove qu'en un seul point sur celle de Charles IX : elle tient compte des observations du Parlement de 1568 et confère aux juges royaux le droit de connaître des cas réservés aux souverains.

Il n'est pas nécessaire d'établir une distinction entre les offices ordinaires et les offices extraordinaires. Pour les premiers, les apanagistes ont perdu la pleine provision qui leur appartenait de droit : « Voulons et nous plaît que ceux qui seront ci-après pourvus par mort ou résignations des dits officiers, nous soient aussi nommés par notre dit Frère pour la connaissance des dits cas, et sur ce, nos lettres de provisions à ce nécessaires expédiées. »

L'apanagiste obtenait la nomination et présentation aux offices extraordinaires et participait ainsi à la souveraineté.

La seule différence consistait, en ce que le droit de nommer et de présenter les juges ordinaires passait à la descendance du Prince comme un droit résultant des termes mêmes de son apanage, tandis que celui de nommer et présenter aux offices extraordinaires lui était personnel ; il ne lui était accordé que sa vie durant, et ne pouvait en aucune façon, passer à ses successeurs. Avec Louis XIV, la situation resta d'abord stationnaire ; l'édit d'apanage date du 2 avril 1661. Il fait les réserves de droit, mais des lettres-patentes envoyées le même jour accordèrent au prince ce que lui refusaient les édits constitutifs. En somme, mêmes droits, mêmes prérogatives, mêmes honneurs qu'à Gaston.

On ne nomma aucun Juge d'Exempt dans cet apanage, les juges ordinaires conservèrent la connaissance des cas réservés au roi par son édit constitutif sans qu'il y ait eu

aucune nomination de la part du prince et sans aucune déclaration du Roi qui l'ordonne.

Contrairement à l'ordonnance de 1579, le revenu des exploits, amendes, greffes, sceaux et autres émoluments à venir de la juridiction des exempts restera à l'apanagiste.

Le Parlement, lors de l'enregistrement de cet édit, ordonna par son arrêt du 27 mai 1661, que la création et établissement de Juges des Exempts ne serait faite qu'en vertu de lettres particulières qui devraient être envoyées à la Cour pour l'enregistrement. Les juges ordinaires sont confirmés dans le droit de connaître des cas réservés au monarque.

La nomination aux offices extraordinaires cesse en 1692 d'être viagère et intransmissible aux hoirs mâles comme l'apanage lui-même. Louis XIV perpétua cette prérogative dans la descendance de son frère.

Des lettres de surrannation accordées au duc de Chartres lorsqu'il succéda à l'apanage de son père en 1701, lui accordèrent, ainsi qu'à ses successeurs mâles, la nomination et présentation des Juges des Exempts, etc.

On explique cette faveur comme un dédommagement accordé aux princes d'Orléans en raison de la perte de la pleine provision et institution des juges ordinaires qui cessa d'avoir lieu par suite de l'union de la justice seigneuriale et de la justice royale, opérée par les déclarations de 1568 et de 1627 et par l'arrêt de vérification d'apanage du mois de mai 1661.

Les prévôts des Maréchaux, leurs lieutenants et archers restent toujours quant à leur nomination et provision, entre les mains du Roi :

Dès lors, la nomination prévue des juges des exempts devient une pure formule ; elle ne sert plus guère qu'à

opérer confirmation des juges de l'ordinaire dans la prérogative qu'ils ont de connaître des cas royaux.

Cette même clause se rencontre dans les lettres de 1710 données en faveur du duc de Berri, petit-fils de Louis XIV. On la trouve répétée dans les lettres patentes données en 1771 et 1773 pour l'érection d'apanage en faveur du comte de Provence et du comte d'Artois.

Il paraît, s'il faut en croire du Vaucel, que les prescriptions de 1568 et 1627 empêchant la confusion des deux juridictions n'étaient guère respectées de son temps. Il n'ose pas décider si cette confusion est un abus. « Peut-être, dit-il, est-ce un accroissement aux dignités et aux privilèges des princes apanagés. » Il laisse bien entendre que depuis 1701, les dispositions du Parlement étaient impunément violées dans l'apanage d'Orléans et qu'il n'y avait plus ni jours réservés aux audiences des cas royaux, ni registre séparé (1).

La doctrine n'a point fait un pas depuis Charles IX. Au contraire, Louis XIII et Louis XIV ont cédé aux apanagistes des prérogatives jusque-là jalousement conser-

(1) « Les deux juridictions restent confondues ; cette confusion est-elle un abus ?

Est-elle un accroissement aux dignités et privilèges des Princes apanagés ? Ne serait-il pas plus convenable que les audiences des cas royaux fussent tenues deux jours la semaine, séparément de l'ordinaire, et registre fait à part, conformément aux déclarations de 1568 et de 1627 ?

Ne pourrait-on pas même conclure de la disposition de l'arrêt qui porte que les juges ordinaires continueront de prendre connaissance et juridiction de tous cas, et matières appartenant aux juges royaux et comme ils ont ci-devant fait pendant la vie de défunt sieur duc d'Orléans, que le vœu de la Cour alors, était que ces juges se conformassent à ce qui est porté dans la déclaration de 1627. » Du Vaucel, *Essai sur les apanages*.

vées. Les successeurs n'ont fait que les imiter. L'unification des juges, favorable d'abord à l'influence royale, finit par tourner à l'unique profit des apanagistes. Les juges sont encore royaux, la justice cesse de l'être. La réserve de la distinction des lettres patentes n'est plus qu'une inutile formalité.

Deux causes ont amené ce résultat, la violation des édits de 1568 et de 1627, et l'abandon trop facile des émoluments résultant des causes royales, la finance ayant été sous l'ancien régime un excellent moyen, presque l'unique raison de maintenir les droits.

L'apanagiste peut-il avoir un Parlement ?

Soumis dans sa personne, dans ses biens, dans ses vaisseaux à la justice souveraine du roi, l'apanagiste ne peut en avoir aucun.

Il ne peut y avoir de Parlement dans une province donnée en apanage, parce qu'il semble que ce serait accorder au puîné ce qui n'appartient qu'au souverain.

C'est ainsi que Louis XI, ayant concédé à son frère Charles le duché de Guyenne à titre d'apanage, le Parlement de Bordeaux fut transféré à Poitiers et il demeura en cette ville pendant trois ans, tant que vécut le prince apanagiste (1).

François I^{er} n'avait pas, nous l'avons vu déjà, pris grand souci de ses droits souverains. aussi, lorsqu'il donna le duché de Bretagne à son fils Henri, il le lui accorda avec le Parlement et la Chancellerie par lettres patentes du 9 février 1540. Le Parlement de Paris ne voulut enregistrer ces lettres le 19 avril de la même année qu'avec la modi-

(1) Boucher, *Annales de Guienne*.

fication suivante : « sans approbation des qualités du Parlement et Chancellerie de Bretagne qui n'appartient qu'au roi et à ses officiers (1) ».

La raison théorique réside tout entière dans la constitution des Parlements provinciaux. Leur origine est double :

Où le Parlement n'est autre chose que la transformation d'une juridiction supérieure, existant indépendante de toute autorité royale dans les fiefs qui ne dépendaient pas du roi ; ou bien, ils sont de création royale.

Dans les deux cas, ils ne sont qu'une émanation du pouvoir du roi en qui réside toute justice ; ils ne sont nés ou ils n'ont continué à exister que par ordre du souverain exerçant la plénitude de son droit de haut justicier (2).

Nous avons vu que les apanagistes étaient autorisés à avoir une Chambre des Comptes (3) et à établir les officiers nécessaires à cet effet, pour que, devant eux, les receveurs des domaines de l'apanage rendissent compte de leurs recettes et de l'administration de leurs charges (4).

Nous avons mentionné les restrictions apportées à la souveraineté de cette chambre et la dépendance où on la

(1) Chopin, *De Domnio*, liv. 2, tit. 15, n° 11.

(2) Le Parlement de Bordeaux fut le résultat d'une promesse obtenue par cette ville lorsqu'elle se rendit au lieutenant général de Charles VII. Il fut établi en 1462.

Le Parlement de Bretagne est né des Grands Jours de Bretagne. Après la réunion de cette province à la couronne, les conseillers du Parlement de Paris tinrent ces assises. Henri II, en 1553, les transforma en Parlement qui résida d'abord à Nantes et à Rennes alternativement, puis, au cours du XVI^e siècle, définitivement à Rennes. Cf. Edit de mars 1553, articles 1 et 2.

(3) Cf. chapitre précédent.

(4) Pothier fut membre de la Chambre des Comptes du duc d'Orléans.

plaça de la Chambre des Comptes de Paris. Cette subordination empêcha souvent la concession d'avoir son effet, et les derniers apanagistes ne prirent pas la peine d'établir une Chambre des Comptes.

La justice prévôtale échappe toujours à l'ingérence des apanagistes. Nous la voyons absolument réservée au milieu des concessions les plus contraires au droit et à la doctrine.

Le fait que les Prévôts des Maréchaux jugeaient sans appel n'explique pas suffisamment cette restriction, d'autres juridictions en dernier ressort ayant été abandonnées. Il faut, je crois, rechercher la raison de cette mesure dans l'importance qu'avaient prise ces juges, moitié magistrats, moitié soldats pour la sauvegarde et la sécurité des gens, et la conservation de la paix publique.

En raison du droit accordé aux apanagistes de présenter et nommer aux offices de la justice ordinaire et même de la justice extraordinaire, les apanagistes obtinrent le droit d'avoir une Chancellerie avec Chancelier, Garde des Sceaux, contrôleur, des secrétaires des Finances, Audien-cier, Garde des Rôles, Chauffe-cire et deux huissiers.

Les lettres patentes de 1692 concédaient au duc d'Orléans l'établissement de ces divers officiers.

A la mort de Philippe d'Orléans, ces officiers ne subsistèrent plus jusqu'aux lettres patentes de janvier 1714, enregistrées à la seule Cour des Aides.

CHAPITRE V

L'APANAGE ET LES BÉNÉFICES ECCLÉSIASTIQUES.

La Papauté et les bénéfices ecclésiastiques. — Concordat de François I^{er} et de Léon X. — La Régale. — La garde et la mouvance, — L'Eglise de Chartres et l'apanage d'Orléans. — Examen de la querelle. — Consultation de 1741. — Textes établissant d'une manière générale les immunités de l'Eglise. — Le Roi et les biens amortis. — Le Roi et les biens possédés en franche aumône. — L'Eglise dans l'apanage. — Conclusion.

Le roi de France fut toujours considéré en vertu de son sacre comme ayant un caractère ecclésiastique (1).

C'était la raison que ses hommes faisaient valoir pour expliquer la légitimité des pouvoirs temporels et spirituels qu'il réclamait, et son ingérence dans les affaires de l'Eglise. On allait parfois jusqu'à le considérer comme invulnérable aux excommunications et comme placé au-dessus des sentences du Pape lui-même (2).

Au temporel, le droit des rois fut contesté naturellement, mais il eut, parmi les canonistes et non des moindres, de sérieux défenseurs (3).

(1) La régale spirituelle « est un droit qui appartient à nos rois à cause de la qualité d'ecclésiastique qui est unie à leur dignité royale par le moyen de cette onction divine (le sacre). » Lebreton, *De la souveraineté*, liv. 1, chap. XVI, p. 33.

(2) Ce fut une opinion et presque une doctrine que le roi de France ne pouvait pas être excommunié.

(3) Esmein, La question des investitures dans les lettres d'Yves de Chartres, *Bibliothèque de l'Ecole des Hautes-Etudes*, t. 1, p. 154.

Boniface VIII se plaint surtout des abus commis par les commissaires royaux (1).

On n'accepta pas aussi facilement la nomination aux bénéfices en régale, mais la contestation n'empêcha point l'usage de s'établir partiellement au XVI^e siècle (2) pour devenir assez vite général (3).

Le Saint-Siège, on le conçoit, prit une part active à la querelle ; la papauté avait confisqué à son profit la presque totalité des nominations importantes. Le Pape ne se contentait pas de revendiquer le droit de nommer à tous les bénéfices vacants en concurrence avec les collateurs ordinaires, au moyen de la prévention, il conférait, par avance, un bénéfice actuellement occupé, pour le moment où il serait vacant.

C'était l'application des grâces expectatives.

Le système des réserves achève l'œuvre de l'empiétement.

Il est d'abord fixé par l'usage, puis codifié par Jean XXII. Tous les bénéfices qui n'étaient pas englobés dans la grande réserve devaient, pendant huit mois de l'année, appartenir quant à la nomination de leur titulaire, au Souverain Pontife.

Les rois se défendirent. Le XI^e siècle vit se soulever la querelle fameuse des investitures ; l'envoi en possession du temporel était un moyen pour le pouvoir de contrôler les élections et même de les empêcher.

(1) Item quod (rex) gardia et custodia ecclesiarum cathedralium vacancium, quas vocant regalia, per abusum non abutatur. Dupuy, *Histoire du différend*, p. 91, art. 7.

(2) « Nous est expressément montré que le roi n'a droit de régale (spirituelle) en tous les évêchés de son royaume, mais seulement en aucuns. » Le Maistre, *Œuvres*, p. 272 et 273.

(3) Cf. Lebreton, *op. cit.* Isambert, *Anc. lois*, XIV, 374.

Le roi use encore des droits de patronage qu'il possède dans un grand nombre d'églises.

La Papauté exerce sa suprématie avec le XIII^e siècle. Les démêlés de Boniface VIII avec Philippe le Bel sont célèbres ; le schisme d'Orient amène des divisions, les Papes rivaux pour se maintenir contre leurs adversaires, accordent aux souverains, qui leur donnent leur appui, les pouvoirs les plus étendus quant à la collation des bénéfices et aux annates.

La Pragmatique Sanction de 1439 apporte des modifications qui restèrent inappliquées. Le Concordat de 1516 entre François I^{er} et Léon X consacre le système employé malgré les prescriptions de la Pragmatique. L'élection est supprimée, pour les bénéfices supérieurs, et le roi conserve le choix des titulaires.

Le Pape, il est vrai, gardait l'institution et la provision, avec cette particularité, que le candidat du roi ne pouvait être refusé s'il présentait, d'ailleurs, les conditions d'aptitude et de moralité requises.

La nomination aux évêchés fut toujours considérée comme un droit souverain et réservée expressément dans tous les édits d'apanage.

Les prérogatives accordées par la Régale sont considérées comme dépendant de la souveraineté, et les auteurs s'accordent à dire que le roi seul pouvait en jouir, à l'exclusion de tout autre, même d'un Régent.

Le Droit de garde, antérieur à la Régale dont il est la source, emportait deux conséquences :

La première, que toute action réelle intentée à raison des biens ecclésiastiques, rentre dans la compétence des justices temporelles.

La seconde, que la Royauté ayant, en partie, constitué le

patrimoine des églises ou autorisé sa formation, avait le droit d'en surveiller l'usage et d'en contrôler l'emploi. Ce droit, d'abord seigneurial, devint royal et il est en bonne place dans les revendications de Philippe le Bel (1).

La mouvance était un état de dépendance dont l'effet était la prestation de la foi et hommage, et l'obligation aux aveux et dénombrements.

Nous avons à rechercher quel fut, dans les apanages, le sort de ces prérogatives royales.

Les termes des édits sont formels ; le roi se réserve : « la garde des églises cathédrales et autres qui sont de fondation royale ou autrement privilégiées ».

Il n'y a pas à revenir sur ce que nous avons dit quant à la nomination des évêques, le roi seul exerce ce droit.

La régale reste aussi dans les attributions intangibles du roi. Chopin fait, avec raison, de ce droit une des prérogatives essentielles de la souveraineté (2).

La collation des bénéfices en régale est exceptée formellement dans les diverses lettres patentes ; celles notamment du duc de Berri en 1710 lui donnent les duchés de Berri et d'Auvergne « fors la souveraineté et ressort, la garde des églises cathédrales et autres de fondation royale avec collation de bénéfices vacants en régale ».

Chopin remarque que ce droit ne peut faire partie de

(1) Le droit de garde des églises était dans la classe des grandes régales : il n'appartenait qu'au roi, aux grandes seigneuries allodiales et à celles qui relevaient immédiatement de la couronne.

« Nus n'à la garde des églises si che n'est li roys ou chil qui du roy tiennent en baronnie. »

Beaumanoir, *Coutume de Beauvoisis*, ch. 46.

(2) « La souveraineté consiste principalement en deux points, la foi et le ressort, et la Régale que le roi a seul sur tous les bénéfices de son royaume. » Chopin, liv. 2, tit. 9, n° 4.

l'apanage et que leurs natures sont contradictoires (1). L'apanagiste avait ordinairement la nomination, présentation aux bénéfices consistoriaux (2). Cette faveur lui a été cédée à titre personnel, et comme elle n'était pas accessoire de l'apanage, elle était accordée, par lettres patentes séparées, pour la vie seulement de l'apanagiste.

Pour ce qui est du droit de patronage, il est attribué soit à la possession de la terre, soit à la famille du fondateur.

L'apanagiste conserve comme accessoire ce droit qui n'est pas royal, mais qui dépend de la propriété ou de la mouvance du domaine du roi.

Les édits mentionnent « la concession des patronages d'églises et de la collation des bénéfices (3).

La question *de la garde et de la mouvance* a été la cause de nombreuses difficultés.

Des contestations ont été soulevées par le clergé qui refusait aux apanagistes le droit d'exiger foi et hommage, aveu et dénombrement pour les biens possédés en franche aumône ou amortis.

L'argumentation des assemblées du clergé pourrait se résumer ainsi : nous ne devons ni foi ni hommage, ni aveu et dénombrement au roi, donc, à plus forte raison aux apanagistes.

Les contestations entre les commissaires du terrier et le clergé furent fréquentes ; le XVIII^e siècle vit les que-

(1) Chopin, liv. 2, t. 19, n° 3.

(2) Les bénéfices consistoriaux comprenaient les églises épiscopales, les abbayes d'hommes dont le revenu dépassait 200 florins, les premières dignités des églises cathédrales et collégiales, les prieurés et autres bénéfices conventuels.

(3) Edits d'apanage

relles les plus importantes : en 1703, une difficulté s'éleva entre le duc d'Orléans, le receveur du domaine et le chapitre de Chartres. Un auteur écrit : « Ce qui doit trancher toute difficulté, c'est qu'on ne trouvera pas un seul exemple qu'on ait condamné les ecclésiastiques qui possèdent des biens amortis, à faire la foi et hommage au roi, à payer le droit de rachat, ni à donner aveu et dénombrement. Ces principes ont lieu non seulement pour les terres dont le roi jouit actuellement, mais pour celles qu'il a cédées par droit d'apanage, d'engagement ou autrement, parce que le roi, restant toujours propriétaire de son domaine est seul en droit de donner aux amortissements, pour les fiefs tenus des domaines possédés par les apanagistes, un effet aussi parfait et aussi entier que les domaines dont il jouit actuellement. »

La question resta en suspens et aucune décision n'intervint (1).

En 1764, la contestation recommence à l'occasion du renouvellement du terrier de l'apanage d'Orléans.

Les évêques et chapitres de Chartres refusent de donner autre chose qu'une « déclaration sèche ».

Le duc d'Orléans s'adressa au Parlement et obtint un arrêt sur requête qui ordonnait :

« Que tous les seigneurs, prélats, abbés, chapitres d'églises cathédrales ou collégiales, prieurs bénéficiers, fabriques, hôpitaux et autres communautés séculières ou régulières, possédant biens et autres droits dans l'étendue du duché d'Orléans et comté de Beaugenci, seraient tenus dans six mois à compter du jour de la publication de l'arrêt de donner et fournir en la commission du terrier d'Orléans des déclarations exactes de toutes leurs justices

(1) Cf. Dict. de Trévoux au mot Amortissement.

fiefs.... et autres droits, biens et devoirs par eux possédés, soit qu'ils prétendent les tenir du roi à cause de sa couronne ; ou d'autres que du duc d'Orléans à cause des dits duchés d'Orléans et comtés de Beaugenci, tant des biens qui pouvaient leur avoir été donnés en franche aumône, que de ceux qui pouvaient avoir été affranchis ou amortis pour raison desquelles déclarations, ils seraient tenus de communiquer leurs titres à peine de saisie de leur temporel et même d'amende. »

Les pourparlers entre les agents du clergé et l'abbé de Breteuil, chancelier du duc d'Orléans n'ayant pas abouti, l'Assemblée de 1765 évoqua l'affaire au Conseil.

Le roi ordonna communication de la requête au duc d'Orléans. L'arrêt n'était pas encore signifié que le duc en obtint un second, ordonnant l'exécution du premier et l'autorisant à procéder par voie de saisie du temporel.

Les évêques et chapitres de Chartres et d'Orléans et le prévôt d'Ingré firent opposition à ces arrêts et conclurent à être maintenus dans le droit de ne reconnaître d'autre seigneur dominant, que le roi, pour tous leurs biens amortis.

La cause fut plaidée en 1769 et Séguier prit la parole en qualité d'avocat général.

Après avoir affirmé le droit de propriété de l'apanagiste, contesté par les ecclésiastiques, il étudie la situation des évêques au point de vue féodal. Un point est acquis historiquement, à savoir que les évêques tiennent leurs évêchés en fiefs du roi (1).

En effet, ils possèdent leurs terres avec les titres qui y sont attachés en marquisats, comtés ou baronies, et toute terre titrée est soumise aux lois de la féodalité.

Or, les évêques ne reconnaissent aucun seigneur par-

(1) Dumoulin, *De la Coutume de Paris*, art. 42, n° 9.

ticulier de leur temporel ; il s'en suit que tous le tiennent en fief de la couronne.

De cette situation, naissent pour les évêques vassaux les obligations féodales dont le roi peut, s'il le veut, les dispenser.

Si, d'autre part, on examine les édits d'apanage, on voit que le roi s'est formellement réservé la garde des églises cathédrales ; de ce fait, les églises de Chartres et d'Orléans sont exemptes de tout service féodal.

Ne restera-t-il rien aux apanagistes, et ceux-ci ne pourront-ils exercer aucun droit sur les biens des églises ?

Séguier divise ces biens en quatre catégories :

1° Les biens de fondation qui forment le domaine proprement dit des deux évêchés et chapitres ;

2° Les biens accrus à l'évêché, pour lesquels les prélats ou leur chapitre seront obligés de donner homme vivant ou mourant au duc d'Orléans ;

3° Les biens possédés en franche aumône ou amortis ;

4° Les biens donnés par les particuliers pour fondation.

Séguier conclut à ce que le procureur général fût admis comme partie intervenante, que les évêques et chapitres d'Orléans et de Chartres fussent maintenus dans leur droit de ne reconnaître d'autre seigneur suzerain pour les biens de leur ancienne fondation, et condamnés à rapporter au procureur général dans les six mois aveu et dénombrement à la Chambre des Comptes.

Le duc d'Orléans devait demander copie en forme de cet aveu et dénombrement pour être annexé au terrier d'Orléans et de Chartres.

Quant aux autres espèces de biens, il est indispensable que le duc les connaisse, soit pour en empêcher l'extension, soit pour prévenir les empiétements du clergé.

Le 17 mars 1769, le Parlement appointa les parties (1) et donna mainlevée des saisies féodales faites en vertu des arrêts de 1764 et 1765.

Les difficultés devaient renaître, et elles se renouvelèrent, en effet, à propos des apanages des comtes de Provence et d'Artois.

Ces princes donnèrent l'ordre de confectionner leur terrier ; ils voulurent, à cette occasion, que tous les vassaux, même ecclésiastiques, leur rendissent la foi et l'hommage ; ils ordonnèrent de plus aux archevêques, évêques, abbés, prieurs et autres titulaires des bénéfices, corps et communautés ecclésiastiques de remettre, dans l'année de leur foi et hommage, le détail de leurs biens conformément à la déclaration du 29 juin 1674.

Il y eut plusieurs saisies de biens ecclésiastiques ; le clergé, dans l'assemblée de 1775, protesta et obtint un arrêt du Conseil en date du 10 septembre, qui accorda aux bénéficiers un sursis de cinq ans pour la foi et l'hommage, et aussi pour l'aveu et dénombrement qui leur étaient demandés, tant par les officiers du domaine du roi que par ceux des domaines apanagés (2).

Le sursis, ou, comme on disait, la surséance, fut renouvelée en 1780 pour une période égale.

La difficulté ne fut jamais tranchée ; il semble bien que le clergé se soit défendu avec intelligence et, il faut le reconnaître, avec savoir ; les condamnations obtenues, pour rares qu'elles soient, nous le verrons, l'ont été sans avoir écouté la contradiction.

(1) L'appointement est un jugement préparatoire, par lequel le juge, pour mieux s'instruire d'une affaire, ordonne que les parties la discuteront par écrit devant lui.

(2) Cf. *Extrait des procès-verbaux*, t. VIII.

Nous allons essayer de bien établir la question ; nous reproduirons les arguments des adversaires en présence et nous nous efforcerons de dégager la doctrine.

Tout d'abord, les biens non amortis, ceux qui ne sont pas possédés en franche aumône, pour lesquels le clergé devait fournir homme vivant et mourant ou vicaire, sont en dehors de la controverse.

Le roi donna par édit aux apanagistes le droit de percevoir les finances à provenir des fiefs « quints requints, lods, ventes, profits de fiefs et tous autres droits et devoirs quelconques. »

Les biens donnés pour fondations étaient soumis au droit d'amortissement. Ils rentraient, avant ou après cette formalité remplie, dans la catégorie précédente ou dans celle que nous allons étudier (1).

Les autres biens sont possédés en franche aumône ou ils ont été amortis.

Le clergé, aux réclamations des officiers du roi ou de l'apanagiste, répond :

Nous ne devons foi et hommage, aveu et dénombrement, ni au roi, ni à plus forte raison aux apanagistes.

Le clergé avait sérieusement étudié et consulté. Le 2 mars 1741, un questionnaire fut adressé à tous les membres du clergé, c'est comme une sorte de « referendum » demandé sur ce grave et difficile sujet.

Parmi les quinze questions posées, nous ne retiendrons que les principales :

1° Quelles sont les raisons sur lesquelles le clergé pourrait se baser pour prétendre être exempt de faire les fois et hommages et de donner les aveux et dénombre-

(1) Cf. Règlement de 1738.

ments, et les déclarations générales de son temporel, autres que celles qui sont portées dans l'arrêt du 31 mars 1727 ?

4° Les bénéficiers et communautés du diocèse ont-ils l'habitude de se soumettre à ce devoir ?

5° Quelles sont les formalités imposées par les diverses Chambres des Comptes ?

11° A-t-on jamais exigé la foi et l'hommage pour les biens allodiaux possédés par les ecclésiastiques dans les terres du domaine du roi ?

13° Lorsqu'un seigneur fait renouveler son terrier, les ecclésiastiques sont-ils tenus de lui donner déclaration des biens allodiaux qu'ils possèdent ?

14° Avez-vous eu connaissance de quelques fois et hommages, aveux et dénombrements rendus au roi par les bénéficiers, et autres biens de main-morte, avant le premier amortissement général accordé au clergé en 1520 et 1522 ?

15° Même question sur les conséquences de la déclaration de 1674, pour tous les biens, même ceux ne relevant pas du roi (1).

Voyons maintenant les raisons qui militent en faveur du clergé ; quatre points sont à examiner :

A. — Textes établissant d'une manière générale les immunités de l'Eglise.

B. — Le roi et les biens amortis.

C. — Le roi et les biens possédés en franche aumône.

D. — L'Eglise dans l'apanage.

A. — *Textes établissant les immunités de l'Eglise :*

Le clergé possède deux sortes de biens :

1° Ceux qui lui ont été donnés avant l'établissement des fiefs ;

(1) Extrait des circulaires adressées au clergé.

2° Ceux qui lui ont été donnés depuis.

Les premiers n'ont pu être assujettis à des obligations qui n'existaient pas.

Les donations faites par des particuliers, depuis l'établissement des fiefs jusqu'aux XI^e et XII^e siècles, consistaient pour la plus grande partie en alleux ; ceux tenus en censives ont obtenu des lettres patentes qui les ont affranchis de toute prestation et de tous droits.

Ces donations étaient pures et franches, donc exemptes, à moins que les seigneurs ne pussent produire des titres contenant la réserve des droits seigneuriaux, ou des aveux portant reconnaissance de ces droits.

Henri II, roi d'Angleterre et duc de Normandie, par ses lettres patentes de 1155, confirme les privilèges de l'Eglise. Il veut que l'Eglise de Normandie soit libre, que ses droits soient sauvegardés et que ses libertés restent entières (1).

Saint Louis en 1218 renouvelle les libertés, franchises, immunités, prérogatives, droits et privilèges que ses prédécesseurs ont accordés aux églises, aux monastères et aux autres établissements pieux (2)

Le même roi confirme ces grâces en 1268.

En 1320, Philippe IV, après avoir exprimé le désir où

(1) *Imprimis concessimus Deo et hac præsentī carta confirmamus pro nobis et hæredibus nostris in perpetuum quod Normanniæ ecclesia libera sit et habeat jura sua integra, libertates suas integras et illæsas.*

Brussel, t. II, *Preuves.*

(2) *Libertates franchisias, immunitates, prærogativas jura privilegia quæ per inclitæ recordationis Francorum reges prædecessores nostros et successive per nos, Ecclesiis, monasteriis atque locis piis religiosis, necnon personis ecclesiasticis regni nostri concessa sunt, renovamus, approbamus et confirmamus.*

il était de tenir pour bonnes les libertés et faveurs accordées au clergé, de quelque état ou condition qu'il soit, par Saint Louis, fait défense expresse à ses juges, à ses officiers, et en général à tous ses sujets d'attenter à ces immunités ou privilèges, de troubler les gens d'église dans l'exercice de leur juridiction spirituelle et temporelle, de les léser en aucun de leurs droits (1).

Louis le Hutin permet aux nobles de tout le Languedoc de donner en pure aumône leurs fiefs et leurs alleux aux églises (2).

Charles V, par la déclaration du 28 mai 1374, ordonne des mesures favorables au clergé.

Charles VI, dans son ordonnance de mai 1418, accorde aux églises la confirmation de leurs anciennes franchises et libertés.

Louis XIII, dans l'ordonnance de St-Germain en Laye s'exprime ainsi : « Avons continué et confirmé... aux dits

(1) *Intentionis nostræ est sacrosanctas ecclesias prælatos et quascumque personas ecclesiasticas cujuscumque status aut conditionis existant et quibuscumque nominis censeantur ob Dei reverentiam teneri, custodiri, et servari in favore gratia et auxilio antecedenti quibus prædecessores nostri retroactis temporibus tenuerunt foverunt ac etiam servaverunt ; volumus autem quod privilegia libertates, franchisiæ consuetudines seu immunitates dictarum ecclesiarum personarum integræ et illæsæ servantur et teneantur eisdem sicut temporibus bonæ felicitisque recordationis Ludovici inviolabiliter observatæ fuerint, districtius inhibentes omnibus justitiariis, officiariis et fidelibus subjectis nostris et aliis quibuscumque personis ne prædictas immunitates, privilegia aut libertates, eisdem ecclesiis, vel personis ecclesiasticis concessas, infringere aut violare quoquomodo præsumant nec impedian, seu molestant eos in jurisdictionibus spiritualibus et temporalibus quas de jure vel antiquâ approbata consuedine obtinere nascuntur, nec in aliis juribus eorum quæcunque sint impedimenta prestant.*

(2) Brussel, II, p. 130.

ecclésiastiques tous et chacun de leurs droits, franchises, immunités et exceptions... octroyées aux susdits ecclésiastiques tant séculiers que réguliers par les anciennes ordonnances, déclarations et concessions, tant de notre dit très honoré seigneur et Père qu'autres nos prédécesseurs. »

B. — *Le roi et les biens amortis.*

Les contestations contre la liberté des acquisitions ecclésiastiques commencent au XII^e siècle ; les seigneurs se plaignent de la perte des casualités sur les biens de main-morte.

Le pape Alexandre IV leur fit défense d'imposer les ecclésiastiques, mais Saint Louis rendit une ordonnance en sens contraire et ordonna au clergé de composer avec les seigneurs.

Philippe III, fils de Saint Louis, dans son ordonnance de 1275, confirme les affranchissements donnés par les barons et statue pour le temps passé, à partir de vingt-neuf ans, que les ecclésiastiques ne paieraient plus rien aux seigneurs supérieurs s'ils avaient acquitté l'amortissement envers trois seigneurs.

De plus, en payant la valeur des fruits de deux ou trois années, ils ne pourraient plus être obligés d'abandonner les biens possédés par eux, depuis trente ans.

Jusque là, les grands vassaux, tout comme le roi, donnaient des lettres d'amortissement. Philippe le Bel, en son ordonnance de 1291, art. 1, confirma les amortissements faits, jusque là, et ne réserva son droit que pour l'avenir.

Les successeurs de Philippe le Bel rendirent un grand nombre de déclarations afin d'obliger les ecclésiastiques à payer le droit d'amortissement pour les nouvelles acqui-

sitions. On fit des recherches de biens et on contraignit les gens de main-morte à donner la déclaration des biens qu'ils avaient acquis (1).

L'arrêt d'enregistrement fait à la Chambre des comptes le 12 juin 1607 des lettres patentes de Henri IV données le 9 décembre 1606, distingue entre les terres et héritages amortis, et ceux qui ne l'avaient pas encore été. Il condamne les possesseurs de ces derniers à faire au roi la foi et l'hommage, et à lui rendre aveux et dénombremens.

Sous Louis XIII, une recherche générale fut ordonnée le 19 avril 1639; elle aboutit au don gratuit de 5.500.000 livres.

Le roi promit un amortissement général accordé par lettres patentes de juillet 1646.

Dans ces différentes recherches, il n'est question que de la finance qui pourrait être due au roi, et l'on a toujours considéré les biens amortis relevant du roi comme francs et exempts de tous les droits et devoirs féodaux, même la foi et hommage.

Les lettres de Louis XIV, datées de juin 1646, affranchissent les ecclésiastiques « de tous les droits généralement quelconques », ce qui comporte l'affranchissement de tous les droits féodaux.

Le Maître dit que les biens acquis par les ecclésiastiques sont, en principe, sujets aux charges féodales comme auparavant.

Une fois amortis, ils changent de nature; l'amortissement produit deux effets;

Il lève d'abord l'incapacité qui rend les gens de main-morte inhabiles.

(1) Ces recherches furent faites sous Philippe le Long, Charles V, Charles VI, François I^{er}, Henri III et Charles IX.

Il affranchit de plus les biens relevant du roi de toutes charges, les fait réputer allodiaux, en sorte qu'ils ne doivent ni foi, ni lods, ni ventes.

D'Argentré appelle l'amortissement un affranchissement perpétuel et total de la loi des fiefs, à moins que la condition de l'hommage ne soit retenue (1).

Bacquet soutient que l'amortissement particulier ou général dûment vérifié, exempte et affranchit les gens de main-morte de la prestation d'homme vivant et mourant, foi et hommage et profits féodaux (2).

Les héritages amortis sont réputés allodiaux par conséquent francs et libres de prestation de foi et hommage, de censive et de tous droits et devoirs (3).

Basnage s'exprime ainsi : « L'Eglise, à cause des fiefs qu'elle possède, ne tombe point en garde et ne doit point la foi et hommage, il est donc vrai de dire qu'elle ne possède point de fief qui soit véritablement noble... Les fiefs de l'Eglise sont irréguliers, ou, pour mieux dire, ce ne sont que de véritables alleux qu'on lui permet de posséder (4).

C. — *Le roi et les biens possédés en franche aumône.*

La démonstration de la liberté des terres ainsi venues aux mains de l'Eglise n'est pas moins péremptoire.

(1) Est emancipatio perpetua et manumissio a lege feudi nisi etiam homagii conditio retineatur. Coutume de Bretagne, art. 54.

(2) Cf. Ragueau, L'amortissement se fait par le souverain, et à l'avenir, l'héritage ne doit plus rien. Laurière dit, d'après la chronique du Bec « Admortisatio nihil aliud est quam terram domino tributalem reddere immunem ab illo ». Chron. Beccen, p. 26, *Traité de l'origine du droit d'amortissement*.

(3) Bacquet, *Traité du droit d'amortissement*, ch. 50, n° 5.

(4) Basnage, Sur l'article 213 de la *Coutume de Normandie*, Cf. Jurisprudence sur l'article 217.

Du Cange définit en ces termes la franche aumône :
 « Eleemosyna pura id est in qua princeps nihil terrenæ
 « retinet sibi jurisdictionis seu dignitatis et hujus eleemo-
 « synæ totalis jurisdictio ad ecclesiasticam pertinet digni-
 « tatem. Nullus autem in Normannia potest de feudo laïcali
 « puram facere eleemosynam sine concessione et assensu
 « principis principalis. »

La glose sur l'ancienne coutume de Normandie définit l'aumône pure et franche « celle en quoi le prince ne retient aucune terrienne juridiction ».

Loisel établit cette règle de notre droit français : « Tenir en main-morte, franc aleu, ou franche aumône est tout un » (1).

Le clergé fut souvent inquiété par les commissions à terrier, mais il fut toujours dispensé d'avoir à fournir aveux et dénombrements.

C'est ce qui arriva en 1571, le 30 octobre. Le 13 novembre 1572, nouvelles lettres pour le même objet. Le roi en donne d'autres le 12 février 1574 (2).

Déjà Henri II, en 1547, avait déchargé le clergé de son royaume de « bailler par déclaration et de payer aucune

(1) Loisel, *Inst. cout.*, t. I, liv. 1, tit. 1. Cf. Laurière : « Tenir en franc aleu, c'est tenir un fonds qui ne relève d'aucun seigneur si ce n'est quant à la justice ; tenir en franche aumône c'est ne laisser au seigneur aucune droiture, lors seulement la seigneurie du patronage. »

Et il conclut : « C'est pour cette raison que l'auteur a mis dans cette règle que ces trois tenures ne sont qu'une même chose en effet. »

(2) Lorsque François I^{er} fit son ordonnance du 15 octobre 1539 pour la convocation de l'arrière-ban, il n'y assujettit pas les ecclésiastiques pour les biens non amortis.

finance de ses biens et possessions amortis par Sa Majesté et par ses prédécesseurs rois de France » (1).

Henri IV donna mainlevée des saisies qui avaient été pratiquées sur les biens du clergé (2).

Les intendants du roi respectèrent assez facilement les prérogatives du clergé, il n'en fut pas de même des officiers employés à la confection du terrier des apanagistes, de celui d'Orléans plus particulièrement.

Nous avons vu que l'agence du clergé ne se laissa pas facilement désemparer.

D. — *L'Eglise dans l'apanage.*

La polémique engagée avec l'abbé de Breteuil fut vive, et les arguments des agents n'obtinrent pas de réponses bien péremptoires.

Résumons ici la suite des raisonnements opposés au duc d'Orléans :

1° Le roi seul est propriétaire de l'apanage, le titulaire est un simple usufruitier (3), à preuve que la justice est exercée au nom du roi (4).

2° La propriété étant au roi, les habitants des biens apanagés sont toujours sujets du roi. Ici se place une

(1) *Sic* : Henri III ; Ord. 1575 et 20 mars 1577 ; — Henri IV, Ord. 1^{er} mai 1596, — 9 décembre 1601.

(2) Fontanon, t. IV, éd. de 1585.

(3) Préambule des lettres de 1572, Charles IX qualifie de terres tenues du roi en usufruit, celles qui avaient été données en apanage, aux princes ses frères.

(4) La justice était rendue au nom du roi, mais la justice ordinaire était rendue au nom de l'apanagiste.

C'était le roi qui donnait la provision à tous les officiers de justice indistinctement. C'est sans doute ce à quoi fait allusion cet argument, qui n'est pas exact dans les termes.

preuve amenée bien à propos : les évêques et autres ecclésiastiques sont toujours membres du clergé de France, ils ont contribué aux dons gratuits attribués à sa Majesté, ils doivent participer aux mêmes privilèges et exemptions.

3° Les Eglises fondées par les rois et dotées par eux doivent être possédées en franc aleu noble, aux termes de la déclaration du 9 octobre 1684.

4° Le duché d'Orléans est un ancien domaine de la couronne possédé par les rois jusqu'en 885. Il fut cédé à Robert le Fort dont les successeurs le détinrent jusqu'en 987 où Hugues Capet qui le possédait à titre successif, le réunit à la couronne.

Les rois, en donnant ces domaines en apanage en 1350-1380 et 1661 n'ont pu le transmettre avec plus de droits qu'ils n'en avaient, ni anéantir les privilèges accordés par les chartes et fondations.

5° Les agents du clergé font une longue énumération de lettres patentes défendant de contraindre les archevêques, les évêques et autres ecclésiastiques à donner déclaration et dénombrement. Enfin, des arrêts de *surséance* ont été accordés (1), qui doivent être exécutés aussi bien dans le duché d'Orléans que dans les autres provinces.

La défense s'adresse aux procureurs des commissions établies pour « la confection des terriers et réformation des domaines ».

Or, les procureurs des commissions sont des officiers du roi, donc les défenses portées par les arrêts du sursis s'adressent à eux.

Le clergé, en dernier lieu, argue de l'impossibilité où

(1) Charles IX, 13 novembre 1572 ; 12 février 1574 ; Henri III, mars 1775 ; Henri IV, 1^{er} mai 1596 ; Louis XIII, 2 août 1612, décembre 1614. Arrêt du conseil du 27 juin 1642.

il est de faire de très grosses dépenses ; le temps, d'ailleurs, est très limité, six mois ne sauraient suffire à tout le travail nécessaire pour fournir les déclarations exigées.

La réponse de l'abbé de Breteuil se réfère aux édits d'apanage : l'apanagiste, dit-il, est vrai propriétaire ; d'ailleurs, il jouit de tous les droits que possèdent les seigneurs et, parmi ces droits, celui d'exiger des ecclésiastiques la déclaration de leurs bénéfices.

Les agents du clergé répondent en alléguant les termes de l'édit d'apanage de Louis, comte d'Evreux, de 1298, dans lequel on lit : « Réservé la régale de l'évêché d'Evreux, la justice et le ressort, et la souveraineté de l'évêque et du chapitre de l'évêque d'Evreux, et de toutes leurs terres, fiés et arrières-fiés, que nous retenons à nous et à nos successeurs rois de France. »

Les lettres de Charles IX conférant en apanage les duchés d'Anjou, de Bourbonnais, et d'Alençon, accordent ces domaines avec retenue expresse :

1° De la garde des églises cathédrales et autres qui sont de fondation royale, ou autrement à ce privilégiées.

2° De la connaissance des cas royaux (1). Le chancelier d'Orléans conteste que le clergé ait la possession en sa faveur ; il a toujours fourni vicaire pour les biens qu'il possède.

En 1542, le clergé fut obligé de se soumettre aux déclarations qu'il refuse, et le cardinal Sanguin d'Orléans, tout le premier, donna l'exemple.

Trois titres, en effet, sont à l'appui de cette déclaration en 1542 et 1543.

On peut opposer à ce chef de preuves les lettres pa-

(1) Bouchel, au mot *Apanage* ; Fontanon, t. II, p. 27 et 28.

tentes de Charles IX du 13 novembre 1572, enregistrées le 23 novembre suivant :

« Avons imposé, y est-il dit, à notre procureur général un silence perpétuel et annulation des saisies qui auraient pu être faites, tant au nom du roi que de sa mère et de ses frères... le tout doit être remis au premier état. »

Le duc d'Orléans cite, en faveur de son droit, un arrêt du 8 juin 1678, rendu contre le chapitre de Chartres. Mais toutes les instances ayant été évoquées au Conseil d'Etat, un arrêt est intervenu qui maintient le chapitre de Chartres dans le droit de ne reconnaître d'autre seigneur dominant que le roi à cause de sa couronne, pour tous ses anciens domaines, terres et seigneuries.

Il n'y eut de la part du Parlement qu'un arrêt d'appointement, avec main-levée des saisies opérées.

En 1770, le Conseil donna aux ecclésiastiques un sursis qui devait aller jusqu'au 1^{er} janvier 1776. La paix ne dura pas si longtemps, et la controverse se rouvrit à l'occasion de la confection du terrier des apanages des comtes de Provence et d'Artois en 1773 et 1774.

En 1774, les agents du clergé s'adressèrent d'abord au Conseil de l'apanage « par déférence, disent-ils, pour l'éminente dignité de Monsieur ». Ils envoient au chancelier de Fontete et au surintendant des finances, Cromot du Bourg, un mémoire dans lequel, considérant les princes comme de simples usufruitiers, ils les déclarent, sans pouvoir et sans autorité, pour assujettir à la foi et hommage, aux aveux et dénombremens, les bénéficiaires dont les terres relèvent immédiatement du roi.

Les églises cathédrales sont absolument dans la mouvance du trône et réservées spécialement par les édits d'apanage.

Pour les autres bénéfices, il y a possession, les ecclésiastiques du Maine, d'Anjou et du Perche, n'ayant jamais rendu foi et hommage ni fourni aveux et dénombrements.

Ils invoquent encore l'arrêt de surséance de 1770. L'apanage ne datant que de 1771, le roi n'a pas dû vouloir déroger à l'arrêt qu'il avait rendu.

Le 31 mai 1774, M. de Fontete accepte les distinctions du clergé : « Quant aux églises cathédrales, comme vous paraissez en faire une classe distincte et privilégiée, Monsieur se réserve de faire examiner plus particulièrement la nature des privilèges. »

C'était se refuser à reconnaître les prérogatives du clergé pour ses autres bénéfices.

Les comtes d'Artois et de Provence firent aussi opérer de nombreuses saisies, mais le clergé assemblé en 1775, obtint le 10 septembre un arrêt du Conseil qui accorda cinq années de sursis.

La même faveur lui fut accordée en 1780 pour le même laps de temps.

Ces arrêts furent difficilement respectés, et nous voyons, à chaque instant, des ordonnances intervenir pour rappeler à l'ordre les commissaires du roi trop entreprenants (1).

Le clergé, nous l'avons vu, raisonne toujours en considérant l'apanagiste comme un usufruitier.

Séguier ne partageait pas cet avis, et, en 1769, dans

(1) Cochin, intendant des finances, envoie des ordres pour arrêter les poursuites commencées contre les évêques de Valence et d'Orange ou d'autres bénéficiers.

Le Bureau des finances du 19 novembre 1773, donne mainlevée de la saisie féodale de Pierrefitte dépendant de l'abbaye de St-Denis, et condamne l'abbaye à la restitution des fruits.

Le 22 mars 1774, arrêt du Conseil en faveur de l'évêque de Carcassonne, abbé commendataire de Grasse.

son réquisitoire, il commence par établir que l'apanagiste est bien un propriétaire.

La situation changerait-elle pour lui? Nous ne le croyons pas. Tout d'abord, il tient son domaine du roi qui n'a pu lui donner ce qu'il ne possédait pas.

Au point de vue plus général, la même argumentation ne vaut pas pour toutes les provinces du royaume, mais la conclusion est identique ; l'apanagiste, même en sa qualité de seigneur particulier, ne peut pas obliger les ecclésiastiques à lui faire la foi et l'hommage, à lui rendre aveux et dénombrements.

Dans les pays de droit écrit, il n'est pas douteux que tous les domaines de l'Eglise soient réputés francs et libres, à moins qu'on ne puisse faire la preuve du contraire.

Il y a des Coutumes qui admettent le franc alleu et la prescriptibilité du cens par trente ou quarante ans. Dans ce cas, aucune difficulté ; la situation de l'Eglise n'est plus une exception, elle est une règle et un droit.

D'autres Coutumes rejettent le franc alleu, déclarent le cens imprescriptible, et on applique la règle : « Nulle terre sans seigneur ». Même en ce cas, la tenue en franche aumône est reconnue elle forme une exception en faveur de l'Eglise (1).

L'ancienne Coutume de Normandie répute « tenus en franche aumône les biens donnés à Dieu et à ceux qui le servent ».

L'article 141 de la Nouvelle, porte que si l'Eglise a possédé pendant quarante ans des fiefs ou des héritages avec exemption..... elle tiendra le fief en pure aumône, et

(1) Règles 66, 67, 68 de Loisel, liv. I, et *Commentaire* de Laucière sur ces règles.

ne sera obligée que de fournir une simple déclaration au seigneur.

L'article 52 de la Coutume de Poitou, qui rejette le franc alleu sans titre, apporte une exception à cette règle en faveur des gens d'Eglise : « Ils peuvent tenir en alleu s'ils ont tenu par quarante ans franchement, sans en faire foi et hommage, devoirs ne redevances. »

Lélet fait sur l'article 108 la remarque « que l'hommage de dévotion ne cause ou engendre droits de fiefs ni de juridiction, ne autres devoirs ».

Cochin s'exprime ainsi : « Le cens est imprescriptible parmi nous qui avons la maxime « nulle terre sans seigneur », mais en est-il de même des héritages possédés par l'Eglise ?

« Il est certain que, pour ces héritages mêmes, la directe ne se prescrit pas, mais il est question de savoir si elle demeure sans effet pendant que l'Eglise possède, pour ne revivre avec effet que quand elle aliène.

« On croit que la présomption de la grande aumône doit prévaloir et qu'il n'est pas nécessaire de prouver que les héritages ont été donnés par le seigneur même, pour être possédés avec une entière liberté de tout droit féodal » (1).

Le Parlement de Bordeaux, le 5 novembre 1648, a jugé après enquête que le fait de posséder un bien pendant quarante ans sans interruption emportait la tenue en franche aumône sans qu'il y ait obligation de montrer un titre pour justifier cette franchise (2).

Les arrêts du Grand Conseil sont multiples sur cette

(1) Cochin, *Œuvres*, p. 663. Cf. Basnage, Sur l'article 141 de la Coutume de Normandie, rapportant un arrêt du 15 février 1516.

(2) Cf. Brillon, *Dictionnaire des arrêts*, sur le mot *Déclaration*, n° 5.

matière. Notons surtout celui du 19 janvier 1707 contre les Minimes de Marole, réclamant aveu au Commandeur de Malte pour des biens possédés dans leur seigneurie (1).

Le Parlement de Paris, par des arrêts aussi nombreux, déclare que l'Eglise n'est pas obligée d'établir par titres la franchise de ses héritages, et que c'est, au contraire, au seigneur à justifier par titres qu'elle lui a anciennement payé des censives (2).

En fait, le clergé n'eut pas à se soumettre aux exigences des apanagistes.

Il semble bien, qu'en droit, la cause des ecclésiastiques était bonne. Ils ne refusaient pas de faire une déclaration de leurs biens, mais ils ne la voulaient pas donner dans le détail, et surtout ils se refusaient à produire des titres, ce qui, pour beaucoup de propriétés, eût été sinon impossible, du moins difficile.

Les rois, toujours besoins de finances, ont sans doute accordé des ordonnances qui ne reflétaient pas leur désir. Mais il fallait obtenir le « don gratuit », et, jusque sous Louis XIII on donna, moyennant quelques millions de livres, des lettres d'amortissement général.

(1) Arrêts du 27 juin 1733, du 7 février 1741, d'août 1743, de septembre 1750.

(2) Arrêts du 20 septembre 1578, du 12 juin 1731, du 30 août 1751.

CHAPITRE VI

DROITS DES APANAGISTES.

Droits utiles : Droit d'aubaine. — Les forêts. — A. Disposition des forêts. — B. Droit de faire des règlements. — C. Provision des officiers des maîtrises. — Amortissement. — Aides. — Taille. — Accensement et inféodation. — Casuel des offices. — Affranchissement. — Lods et ventes. — Privilège des secrétaires du roi. — Privilège des chevaliers du Saint-Esprit. — Amendes. — Bâtardise. — Successions en deshérence. — Epaves et trésors. — *Droits honorifiques*. — Pairie. — Foi et hommage. — Le gouvernement des provinces. — Spectacles.

Pour mettre un peu d'ordre dans la longue nomenclature des droits divers qu'il nous faut étudier en ce chapitre, nous avons conservé la distinction classique des droits utiles, c'est-à-dire qui aboutissent à une finance et des droits honorifiques.

Pour les droits utiles, nous avons réuni dans une première classe les droits que la doctrine attribue, exclusivement au roi, une seconde classe comprend les droits seigneuriaux.

Au point de vue de l'apanage, cette distinction est nécessairement factice, les règles n'ayant jamais été maintenues et l'apanagiste ayant reçu, à peu près, tous les droits. même ceux qui, en théorie, sont regardés comme des attributs essentiels de la souveraineté.

Droits utiles.

Droit d'aubaine.

L'aubaine, ou, comme on dit dans quelques Coutumes,

l'espavité (1), est la succession d'un étranger qui meurt dans un pays où il n'est pas naturalisé (2).

On donnait aussi ce nom au droit, souvent exercé par les seigneurs, de recueillir les héritages vacants de ceux qui n'étaient pas nés sur leurs terres (3).

La contestation soulevée par le Parlement à l'encontre des apaganistes ne vise, évidemment, que la première conception de l'aubaine. Pour l'autre, il suffit de dire avec Duménil : « Il n'y a difficulté. »

La pratique contredit ici singulièrement la théorie. Autant celle-ci est énergique dans ses affirmations et dans ses revendications, autant celle-là est ondoyante et relâchée.

Au dire de Dufresne, le droit d'aubaine a son origine dans la protection et souveraineté exercées par les rois sur les étrangers, contre les seigneurs qui pillaient leurs biens (4).

Laurière, dit que l'aubaine est la reprise faite par le roi du droit que s'attribuaient les seigneurs sur les successions des aubains morts sans enfants légitimes sur leurs terres ou dans leurs justices.

Les auteurs assimilent souvent l'aubaine et la régale (5).

Or, s'il apparaît nettement, que la régale, née de la garde,

(1) Bouteillier appelle l'aubaine, droit haineux.

(2) *Jus fisci vel domini cui obveniunt bona peregrinorum*. Cf., définition de Duménil. Biens des étrangers nés hors du royaume comme espagnols, italiens et autres, auxquels il faut lettres de naturalité.

(3) L'aubaine est, par corruption de langage, pris souvent pour les biens de ceux qui ne sont pas nés es-villes ou pays, délaissant biens vacants. Duménil, avocat général.

(4) Dufresne, *Journal des principales audiences du Parlement*.

(5) Bacquet, dit que le droit d'aubaine est un des fleurons de la couronne, aussi bien que le droit de régale. Edition de Ferrière.

ait sa source dans un intérêt réel pour les biens des églises, l'aubaine n'est que le résultat des efforts faits par les rois pour reconquérir leur autorité ou la défendre contre les empiétements des seigneurs.

La succession aux biens vacants des étrangers est un droit seigneurial; les rois enlevaient à leurs concurrents cette source de revenus en donnant des « lettres de naturalité » (1).

Seuls ils pouvaient accorder aux aubains la qualité de régnicoles; de là, à réclamer pour eux, exclusivement, la succession de ceux qui n'auraient pas demandé ou voulu ces lettres, il n'y a qu'un pas; il fut assez vite franchi (2).

Il y a, dans le sort de la régale et du droit d'aubaine, des différences importantes. Jamais les rois ne sacrifièrent la régale; nous aurons à constater que, plus facilement ils abandonnèrent l'aubaine.

La doctrine, elle, ne varie point. Elle est absolue, elle n'admet des tempéraments assez vagues que sous l'influence des faits.

En principe, le droit d'aubaine appartient au roi seul, à l'exclusion de tous les seigneurs et hauts justiciers du royaume de France (3).

(1) Lorsque les rois donnaient des lettres de naturalité, c'était principalement pour exclure les seigneurs de mettre la main sur les biens des étrangers. Dufresne, 7^e vol., au mot *Aubaine*.

(2) Le droit d'aubaine appartenait aux seigneurs Hauts Justiciers dans leurs terres, comme les confiscations, bâtardises, déshérences et épaves mobilières, ce qui a été ôté pour les aubaines et restreint aux autres droits. Dumoulin, Coutume du Maine, art. 48, Coutume locale de St-Agnan, art. 10.

(3) Bacquet, *Traité du droit d'aubaine*, Œuvres, t. II. Cf. Loyseau dit que la loi qui donne au roi la succession des aubaines regarde la police générale de l'Etat, et partant, appartient au roi seul comme

C'est un droit purement royal, dépendant immédiatement de la couronne et de la souveraineté (1). Et en cette qualité, il demeure perpétuellement et incommutablement au roi comme imprescriptible.

Les seigneurs Hauts Justiciers ne sauraient jamais prétendre à ce droit que ni la prescription, ni la Coutume, ni même la volonté du roi ne peuvent leur communiquer.

« Le droit d'aubaine ne peut être donné, cédé, vendu ni aliéné par les rois de France comme étant un droit domanial souverain et honorifique, radiqué et amené à la couronne de laquelle il ne peut être séparé, et, comme chose sacrée, ne tombe au commerce des hommes et n'est communicable à autre qu'au roi (2). »

Les rois firent assez bon marché de cet absolutisme, quittes à profiter des décisions des cours de justice s'opposant à l'exercice d'un droit abandonné contre finances.

La doctrine admet la possibilité d'une concession de l'aubaine.

Les Coutumes du Perche, art. 8, et du Vermandois, art. 110, portent que le droit d'aubaine appartient au roi seul, si les aubains n'ont eu lettres de naturalité, *sinon qu'ils aient eu titres ou privilèges au contraire* (3).

Bacquet, si ferme pourtant, fait suivre ses prohibitions d'une remarque où il laisse bien entendre que la souveraineté a sur ce point, et du fait des rois, reçu plus d'une atteinte :

faite pour l'augmentation du royaume et non pour accroître les seigneurs particuliers d'icelui. Ch. XII, n° 104.

(1) Dadinus, cap. 7, *in fine*.

(2) Bacquet, *op. cit.*

(3) Cf. Coutume du Poitou, art. 298.

« En tout événement, tel don ne vaudrait que pour le temps et pendant la vie du roi qui l'aurait donné, car, encore que le roi ait pleine et entière administration de son domaine et droits dépendant d'icelui, toujours cela s'entend sans le pouvoir aliéner en tout ni en partie. »

Les exemples ne manquent pas de l'abandon du droit d'aubaine.

Un arrêt de 1306, maintient les religieux, prieurs et couvents de St-Martin-des-Champs dans la possession des aubaines et succession des bâtards morts en leurs terres.

Des arrêts ont été rendus dans le même sens, en faveur des abbés et religieux de Saint-Denis et de Sainte-Geneviève (1).

Dans la charte du prieuré de Saint-Eloi qui est de Philippe le Hardi, il est dit : *Habebit omnimodam justitiam altam et bassam, espave aubeine hasbaneum*, etc.

Mais, nous l'avons déjà fait remarquer, les concessions même à titre onéreux, ne tiraient pas à conséquence, dans la pratique, et les concessionnaires se voyaient, presque toujours, évincés au profit du roi.

C'est ainsi que les religieux de Saint-Pierre de Lagny ayant acquis des commissaires députés par le roi pour l'engagement du domaine, « tout tel droit de haute justice, droits de censives, ventes, saisines; amendes, confiscation, aubaines etc, moyennant mille livres tournois »; les agents du trésor les écartèrent de la succession d'un nommé Auguste Michon, originaire de Gênes et non naturalisé (7 octobre 1773).

Même jugement du Trésor avait été rendu le 10 novembre 1587. Auguste de Thou, seigneur de Saint-Germain, a

(1) Chopin, *De Domanio*, liv. 4, t. 12, n° 4.

acquis du roi la seigneurie de Moret, ses appartenances et dépendances, avec tous droits, autorités, privilèges, franchises et libertés, *aubeines* et confiscations. L'acquisition avait été vérifiée, tant en la cour du Parlement qu'en la Chambre des Comptes, et il ne put hériter d'un étranger mort sur ses terres.

Le 6 février 1597, l'héritage de Curtio de Bombats né à Ferrare, fut attribué au roi, contrairement aux prétentions de l'abbé de Saint-Léonard de Corbigny qui réclamait l'aubaine comme étant comprise en son droit de justice.

Le roi pourtant fit parfois réserve de sa prérogative, comme il arriva en 1566, à l'occasion d'un bail de dix ans du domaine prévôté et vicomté de Paris, consenti à Etienne Gerbaut, seigneur de Champlay (1).

Le roi n'est donc pas, en droit, libre de disposer de l'aubaine au profit d'un tiers ; en fait, la pratique contraire est usitée, souvent sans résultat quant à l'exercice du privilège concédé.

Mais ce que le roi ne peut donner, ne pourrait-on pas l'acquérir par prescription ?

Remarquons que la prescription serait, en réalité difficile à établir ; le droit d'aubaine est, comme le fait remarquer Baquet, *dominium discontinuum*, ou plutôt *jus discontinuum* : « Il n'arrive pas une fois en cent ans, qu'un étranger demeurant en la terre d'un haut justicier et y ayant des biens, meurt sans héritier ou sans avoir obtenu des lettres de naturalité du roi » (2).

La majorité des auteurs refuse au seigneur Haut Justicier

(1) Louet cite un arrêt qui adjuge par provision une aubaine à un seigneur particulier avec cette clause, *salva nobis super hoc questione proprietatis*.

(2) Baquet, *op. cit.*

la possibilité d'acquérir le droit d'aubaine, même par une jouissance immémoriale.

Signalons cependant Dumoulin, qui soutient que d'après l'ancienne Coutume de France, ils étaient fondés à le posséder.

Mais, que répondre au cas où la coutume locale accorde le droit d'aubaine, l'homologation donnée par le procureur du roi à la rédaction de ces coutumes n'est-elle point une approbation de ce qu'elles contiennent ?

Non, répondent les protagonistes de la souveraineté, la coutume ne peut porter préjudice au roi. Ce n'est qu'une simple usance approuvée par les habitants d'un bailliage ou d'une sénéchaussée. L'intervention du Procureur du Roi n'a pour objet que de la faire garder par les sujets soumis à la coutume, mais non d'obliger le roi.

Si l'on objecte encore que les États Généraux ont reconnu le droit d'aubaine aux seigneurs Hauts-Justiciers, on répond par la distinction que nous avons faite au commencement de cet article, et Bacquet n'hésite pas à taxer d'ignorance les partisans que les seigneurs ont trouvés dans les trois États : « Ils ignoraient, dit-il, ce qu'il fallait entendre exactement par ce mot, et ils l'ont pris, ainsi qu'on le fait souvent, pour deshérence et biens vacants. »

L'ensemble de la jurisprudence des Parlements est hostile à l'abandon de ce droit.

L'une des maximes du parquet des Gens du Roi, est que le Roi seul peut succéder aux aubains à l'exclusion des Hauts-Justiciers (1).

Nous lisons la même affirmation au *Traité* de Bacquet : « Les gens du roi disent que, c'est chose certaine et notoire

(1) Dufresne, *op. cit.*, 7^e volume.

que le droit d'aubaine ne se peut céder pas plus que le droit de régale. »

La même affirmation se retrouve dans les arrêts des Parlements de province.

Le président de l'Etang, rapporte un arrêt du Parlement de Toulouse de 1595 par lequel il a été jugé « que la reine Marguerite ne pouvait prétendre au droit d'aubaine dans le comté de Lauragais, quoiqu'elle se fondât sur les lettres données à Marie de Médicis, sa mère, qui lui accordait la disposition des aubaines, épaves et confiscations ».

Un autre arrêt du même Parlement, à la date du 9 mars 1628, déclare que le droit d'aubaine appartient au roi et non au seigneur Haut-Justicier, en spécifiant en même temps, que ce droit n'a point lieu en Languedoc (1).

La théorie et la pratique sont nettement dégagées des citations et des exemples que nous avons apportés.

Nous allons les retrouver l'une et l'autre en contradiction dans la constitution des apanages ; c'est toujours abandon de la part des rois et résistances inutiles du côté des Parlements.

Le 20 mars 1565, le Parlement apporta aux lettres d'apanage des ducs d'Anjou et d'Alençon, des modifications concernant le droit d'aubaine délaissé par Charles IX à ses frères.

C'est Baptiste Duménil qui est chargé, en sa qualité de procureur, de faire au roi les remontrances de sa cour.

« L'aubaine, dit-il, est, par corruption de langage, pris souvent pour les biens de ceux qui ne sont pas nés ès-villes ou pays, délaissant bien vacants, ou semblablement appartenant à Hauts-Justiciers, et de ceux-là, il n'y a difficulté.

(1) Décisions notables du Parlement de Toulouse. Cambolas, 5^e édition 1735, liv. 5, chap. 49, n^{os} 1 et 2.

Mais pourrait être bien des étrangers nés hors du royaume comme Espagnols, Italiens et autres, auxquels il faut lettres de naturalité pour être capables d'acquérir biens en ce royaume ; telles aubaines sont réservées spécialement au roi comme étant droit particulier de la couronne et à lui appartenant inaliénable d'icelle. »

Les lettres d'apanage de Gaston, frère de Louis XIII, ne tinrent aucun compte du vœu du Parlement de 1563, et l'aubaine fut accordée. Les gens du roi firent une nouvelle tentative, et l'arrêt du 26 août 1626 introduisit une restriction en faveur du Roi.

Des lettres de jussion furent envoyées à la cour le 7 novembre et le 14 décembre suivant ; un nouvel arrêt survint, levant la modification, de l'aveu même de l'avocat général Talon.

Les aubainages furent également compris dans l'apanage du frère de Louis XIV, mais ils ne figurent pas au nombre des concessions faites aux comtes de Provence et d'Artois à l'occasion de leurs apanages, le Parlement obtenait gain de cause, quelques années, seulement, avant la disparition des apanages !

Lefèvre de la Planche veut expliquer l'antinomie qui existe entre le droit et le fait, en disant que les rois n'accordaient, avec les aubaines, qu'un droit restreint.

Cette opinion ne se peut soutenir, car les modifications et remontrances du Parlement n'auraient plus eu de raison d'être et les gens du Roi, d'accord avec lui, n'eussent eu aucune objection à faire à l'enregistrement.

Du reste, la distinction avait été en 1563 si nettement établie que le moindre doute n'est pas permis.

La cession du droit d'aubaine, contraire à l'intégrité des droits souverains, n'est qu'un des modes de la perturbation

jetée par les apanages dans la législation, perturbation si souvent déplorée par les auteurs.

L'apanagiste et les forêts.

La question des eaux et forêts dans l'apanage soulève trois difficultés qu'il n'est pas facile de résoudre :

A. L'apanagiste a-t-il la libre disposition des forêts comprises dans le domaine qui lui a été concédé ?

B. Peut-il à ce sujet faire des règlements valables ?

C. Les édits lui donnent-ils la provision des officiers des maîtrises qui cesseraient, alors, d'être des officiers royaux ?

Si nous interrogeons les maîtres des eaux et forêts, la réponse à ces trois questions est négative : les apanagistes n'étant que des usufruitiers privilégiés, ils ne peuvent avoir aucune prérogative en contradiction avec l'intangibilité du domaine.

Les conseils des princes prétendent au contraire que tout se peut concilier, et que l'apanagiste jouissant en pleine propriété doit posséder les droits mêmes du roi.

Les arguments produits en sens contraire sont nombreux et les raisonnements diffus. Où est la vérité ? Peut-être dans un juste milieu.

Nous constaterons, une fois de plus, que la jurisprudence ordinaire n'est pas toujours suffisante pour expliquer cette anomalie juridique qu'on appelle l'apanage.

A. — *L'apanagiste a-t-il la libre disposition des forêts comprises dans le domaine qui lui a été concédé ?*

Notre période comporte, pour ainsi dire, deux époques qui commencent, l'une, à l'édit du domaine de 1566, l'autre, à celui de 1669 ?

Le premier, plus général, se complète et se précise dans

les ordonnances qui suivent ; le second, qu'on appelle la *grande ordonnance sur les eaux et forêts*, est la mise au point de toutes les questions restées pendantes durant tout l'espace d'un siècle.

Avant 1566, les officiers divers des eaux et forêts réunis sous la dépendance d'un grand maître général, n'ont point, de par l'ordonnance de 1546, le droit d'exercer leur juridiction dans les terres des barons, prélats et autres seigneurs. L'apanage échappe, par conséquent, à leur inspection.

L'Édit du domaine fait des forêts une portion réservée qui ne se donne que par concession expresse et n'est point abandonnée par une aliénation faite dans les deux seuls cas permis : l'apanage ou l'engagement pour rançon de guerre.

« Ceux auxquels le domaine aurait été dûment aliéné, pour les causes que dessus, ne pouvaient néanmoins couper les bois de haute futaye ni toucher aux forêts qui sont es dites terres ; et si fait l'avaient, seront tenus à la restitution du profit et dommage qui en serait advenu. »
Edit de 1566, article VIII.

L'article XI interdit « toute coupe dans les bois de haute futaie sans lettres patentes dûment vérifiées et enregistrées au Parlement et à la Chambre des Comptes ».

L'édit de 1566 était trop général, pour qu'il fit mention des officiers chargés de veiller à son exécution, en ce qui concerne la très importante portion du domaine que sont les eaux et forêts, il suppose incontestablement leur droit d'inspection et de police.

En effet, cette juridiction était alors en pleine réorganisation.

Henri II, dans son ordonnance de 1554, avait créé des

juridictions d'eaux et forêts dans tous les bailliages et jugeries du royaume et par l'article XXII de cette ordonnance, il retirait toutes les commissions données pour la réformation des forêts.

De par l'article XXIII, les matières d'eaux et forêts devaient être renvoyées aux Grands Maîtres, aux Maîtres particuliers et à leurs lieutenants.

En 1558, nouvelle réglementation ; les juges établis quatre ans plutôt jugent en dernier ressort dans les procès concernant le fonds et la propriété des eaux et forêts.

Les baillis et sénéchaux n'ont pas le droit de connaître de ces matières, mais bien plus, on leur impose de renvoyer aux sièges des maîtrises toutes les causes commencées.

La juridiction nouvelle est établie en lieu fixe, et déterminé ; ses attributions sont assez nettement établies pour que n'ait pu entrer dans l'esprit du Parlement la pensée de recourir à d'autres juges.

Les édits et ordonnances qui suivirent continrent des dispositions très précises.

Un nouveau remaniement a lieu en 1575 dans le personnel des maîtrises. Le Grand Maître unique est remplacé par six grands maîtres dont l'action s'exerce sur un département.

L'exécution des lettres, même enregistrées au Parlement et à la Chambre des Comptes ne peut être faite sans l'attache des Grands Maîtres, et cela sous peine de nullité.

L'article 338 de cette ordonnance réédite à peu près l'article XI de l'édit du domaine en le précisant, et place sous le même régime les apanages et les engagements.

Henri III émet, en 1579, le principe qui domine toute

cette matière : « Les forêts ont de tout temps été jugées pour biens immeubles de la couronne. »

Les ventes et coupes sont défendues sans commission du roi, et encore faut-il que lesdites commissions soient « fondées sur urgente et preignante nécessité ». Défense est faite aux officiers des maîtrises d'exécuter les lettres qui ne seraient pas vérifiées au Parlement.

Contrairement à cette stricte législation, le même roi permit l'année suivante aux apanagistes de mettre et de réduire les bois de haute futaie de leur apanage en coupe ordinaire de cent ans.

Henri IV porta, en l'année 1591, interdiction à toute personne de quelque condition qu'elle soit de faire couper ou abattre aucun bois.

Le règlement général de 1597 fit faire un pas de plus à la restriction des droits des apanagistes.

L'article XXVI attribue aux officiers des eaux et forêts les ventes, délivrances et adjudications des bois.

En même temps fut retiré aux apanagistes le recru des futaies et le produit des amendes.

Du Tillet résume parfaitement l'état de la doctrine en 1602 :

« Les futaies doivent être réservées pour les nécessités survenantes, comme rançons de prisons de guerres, mariage des filles, bâtiment et autres occasions qui pourraient advenir qui mettraient lesdites futaies en coupe ordinaire, partant ledit apanage diminuerait beaucoup, lesdits puînés se trouveraient ou leur postérité en nécessité et sans secours. Le domaine de la couronne, en cas de retour à icelle, en sentirait le dommage ; les dites coupes ordinaires de futaies sont ménagées, desquelles les sages et bons pères de famille ne se sont voulu aviser ayant

très bien entendu que ce serait douce et couverte aliénation d'immeubles » (1).

L'édit de 1611 déclare que, tous les profits provenant des malversations et délits commis dans les bois de haute futaie sont réputés domaniaux et ne peuvent appartenir qu'aux rois.

Le Parlement, s'inspirant de divers édits publiés en ce sens, essaya, mais en vain, de modifier suivant ces principes les lettres d'apanage soumises à la vérification.

Déjà en 1566, l'avocat général Baptiste Duménil avait fait ses restrictions « non pas, par forme de correction mais par déclaration » : « Le second point à déclarer es-bois de haute futaie délaissés pour le profit et revenu d'iceux, non pour *la coupe qui serait aliénation* et autrement entendu desdits bois serait contrariété pour quoi l'usage d'iceux soit comme bon père de famille ».

Le Parlement fait des remontrances pour les lettres de l'apanage de Gaston, frère de Louis XIII, du mois de juillet 1626 ; mais, sur des lettres de jussion, il fut obligé, nous l'avons déjà vu, d'enregistrer purement et simplement.

Malgré tout, dans son second arrêt du 14 décembre 1626, la Cour spécifia l'obligation pour l'apanagiste d'user des bois de haute futaie suivant les ordonnances.

Dans l'arrêt du 7 mai 1661, le Parlement mit pour condition à l'enregistrement que le prince ne pourra user des bois de futaie qu'en bon père de famille, et n'en couper que pour l'entretien et la réparation des édifices et des châteaux de l'apanage.

Cette modification fut définitivement acceptée dans les

(1) Du Tillet, *Mémoire touchant les apanages des enfants de France*.

lettres de juin 1710, données en faveur du duc de Berri, petit-fils de Loui XIV.

L'année 1667 vit paraître la Grande Ordonnance sur les Eaux et Forêts. Elle résume et rappelle les anciennes ordonnances.

La police et l'inspection des forêts appartiennent aux officiers des maîtrises aussi bien dans celles des apanages que pour celles demeurées aux mains du roi.

Le titre III de l'article 24, ordonne de procéder aux ventes et réalisations des bois tenus en apanage avec les mêmes formalités que pour les bois et forêts du roi.

Les Grands Maîtres doivent faire la vente dans l'auditoire royal où se trouve la justice ordinaire.

Les futayes et baliveaux réputés tels par les lois du royaume sont des immeubles dont les rois se sont interdit l'aliénation (1).

La Chambre des Comptes et les Cours du Parlement ont défense de vérifier aucune lettre, sans en avoir donné connaissance au Grand Maître du département et reçu son avis.

C'était un progrès évident sur l'édit de 1575 qui ne réclamait que l'attache du Grand Maître pour l'exécution des lettres patentes.

La dépendance de l'apanagiste à l'égard de l'administration royale, s'affirme encore dans les lettres patentes du 15 août 1751, du 6 mai 1772, du 6 mars 1774, du 28 mai 1776.

On y lit que la délivrance des coupes ordinaires de bois, taillis et futaie des apanages sera faite aux apanagistes par les Grands Maîtres chacun dans son département, ou

(1) Cf. Arrêt de vérification du 20 mars 1565.

par les officiers des maîtrises des lieux. Le prince ne peut se soustraire aux formalités et dispositions des ordonnances et règlements.

Le duc d'Orléans avait le droit d'être payé par préférence aux autres créanciers sur la saisie des biens appartenant aux adjudicataires de ses bois.

Les lettres patentes du 18 mars 1783, enregistrées le 13 mai suivant, lui maintiennent cette prérogative.

Il n'est pas démontré que ce fut là une règle générale et non une faveur ; les auteurs accordaient néanmoins ce privilège aux comtes de Provence et d'Artois.

En résumé, l'apanagiste a perdu en matière d'eaux et forêts l'autonomie dont il jouissait avant 1566.

Les Grands Maîtres environnent leurs résistances et leurs représentations de formules très respectueuses, elles n'en sont pas moins fermes à défendre l'intégrité du domaine, elles tendent nettement à écarter l'apanagiste de l'administration en lui refusant le droit de nommer des officiers à lui, et surtout celui de donner la provision aux officiers des maîtrises.

Nous verrons que le conseil du roi ne les seconda pas toujours dans leurs entreprises.

B. — *L'apanagiste peut-il faire des règlements ?*

Au point de vue général, le Parlement avait déjà jugé la question en 1706. Le duc d'Orléans, ayant donné des statuts en forme de lettres patentes pour l'hôpital d'Orléans, la Cour rendit le 20 mai un arrêt jugeant que les statuts, même en faveur d'un hôpital, sont nuls (1), et elle obligea les administrateurs à rapporter leurs lettres patentes au Procureur Général.

(1) *Journal des Audiences*, t. III, liv. 6, p. 617, édition de 1757.

Les choses n'allèrent pas aussi facilement, lorsque le duc Louis-Philippe voulut intervenir et faire des règlements pour ses chasses.

Les officiers des maîtrises résistèrent à ce qu'ils considéraient comme un empiétement sur la souveraineté du roi. Malgré leurs raisonnements, le Parlement et le Conseil du roi leur donnèrent tort et ils durent se soumettre.

Nous examinerons l'espèce principale, à savoir le règlement de 1755 ; les mêmes solutions s'imposeront aux autres contestations.

Le 21 janvier 1755, le duc d'Orléans fit en son conseil un règlement pour la chasse dans les domaines de son apanage, dans ses terres patrimoniales, et dans celles tenues par engagement.

Ce règlement a pour objet la création d'un conservateur général et de lieutenants de ce conservateur ; ils n'ont aucune juridiction, mais les Maîtres des eaux et forêts sont obligés de faire droit à leurs représentations.

Le dernier article enjoignait aux intendants des finances du prince de tenir la main à l'exécution du règlement.

Il y était, en outre, spécifié, que les gardes-chasse seraient nommés par le conservateur général sur la présentation des conservateurs particuliers.

Le duc ordonna qu'une expédition du règlement serait envoyée dans chaque siège de maîtrise et gruerie pour y être enregistré.

Malgré la résistance des Maîtres et officiers des eaux et forêts (1), le règlement du duc d'Orléans fut imprimé, en 1765, dans le Code des chasses par la Compagnie des libraires.

(1) Le Grand Maître de Paris refusa d'en ordonner l'enregistrement aux greffes des maîtrises de Dourdan et de Nemours.

Théoriquement, — l'apanagiste peut-il faire des règlements ?

Une distinction s'impose ; si le règlement a pour objet de faire observer les ordonnances, il emprunte l'autorité du roi qui a fait l'ordonnance.

Dupin ne lui accorde pas même ce droit, mais il est des auteurs qui le lui concèdent. Ceux qui le lui refusent raisonnent ainsi : un règlement de police, sur quelque matière que ce soit, qui apprend aux sujets du roi ce qui leur est permis ou ce qui leur est interdit, est regardé comme une loi provisoire ; il suppose dans celui de qui il est émané, une portion de la puissance publique qui lui est confiée par le souverain.

Le roi ne peut suffire à tout, il doit s'en rapporter à ses officiers qui ont le droit de faire des règlements, chacun en ce qui concerne sa charge.

Loyseau (1) divise en deux sortes les règlements faits par les juges :

« Les uns, dit-il, ont pour objet de rappeler les dispositions des lois qui pourraient être négligées ; ce sont des jugements, ils ne font qu'assurer l'exécution et l'observation des ordonnances.

Les autres prévoient des cas qui ne tombent pas sous le coup des ordonnances. Ils ne peuvent être faits qu'avec le bon plaisir du roi à qui seul appartient le droit de faire des ordonnances et de les interpréter par des déclarations. »

Les apanagistes ne peuvent faire ni lois ni règlements. Les lettres d'apanage, en effet, réservent au roi la souveraineté et tous ses attributs.

(1) Loyseau, *Des seigneuries*, ch. 3, n^{os} 11, 13, 14.

Les princes dotés ont, sans doute, pleine provision et institution des juges apanagistes ; ils ne peuvent, en aucune façon, exercer par eux-mêmes la justice.

Le conseil de l'apanage est purement administratif, et il ne peut pas, davantage, faire de règlement, ses déclarations s'appellent résultats.

Dans l'espèce, le duc d'Orléans avait-il le droit d'émettre le règlement discuté ?

Les Maîtres des eaux et forêts le lui contestent absolument, et leurs arguments refusent ce droit, non seulement dans les domaines de l'apanage, mais dans ceux qui sont possédés à titre de patrimoine ou d'engagement.

La grosse difficulté, c'est la nomination des conservateurs, et la surveillance accordée aux intendants du prince.

Le duc, en sa qualité d'apanagiste, a tous les droits honorifiques comme le roi lui-même. La chasse lui appartient incontestablement, il peut en disposer, comme il veut, mais le fait de donner la permission de chasser n'entraîne aucune espèce de juridiction.

La création de conservateurs emporte la possession de la puissance publique ; le prince ne l'a pas davantage que les seigneurs (1).

Les termes des édits défendent de faire des innovations, or, n'en est-ce pas une que la création d'officiers nouveaux ?

Le prince, il est vrai, ne donne à ses conservateurs aucune espèce de juridiction, mais, outre qu'il les fait intervenir dans la nomination des gardes-chasse, il ordonnait

(1) « Les seigneurs ne peuvent donner ni commission, ni mandement », Loyseau, *op. cit.*

que les officiers des eaux et forêts fussent obligés de procéder sur leurs représentations.

La juridiction des eaux et forêts a été créée par le roi et distraite de la justice ordinaire pour la conservation des forêts du roi.

Un point qui ne fait pas de doute, c'est que ces juges extraordinaires relevant du roi, ne peuvent faire mention dans leurs jugements d'une autorité que les tribunaux ne sauraient reconnaître, autorité qui est incapable d'ordonner ou de défendre, puisqu'elle ne possède pas le pouvoir législatif.

En supposant même, que le règlement du duc d'Orléans n'ait pour objet que de faire exécuter les ordonnances du royaume, il n'est pas légal, puisqu'il ne pouvait être confié à des gens étrangers à la loi, et qu'il n'est pas capable de donner un pouvoir à ceux qui sont chargés de le faire exécuter.

Les intendants du prince ne sont que des particuliers sans caractère légal et sans mission du Roi ; ils ne peuvent recevoir, même du conseil de l'apanage, le droit de surveiller la juridiction des maîtrises.

En 1774, le comte de Provence fit un nouveau règlement, portant création de deux conservateurs généraux, l'un pour les forêts et l'autre pour les plaines.

Les officiers des maîtrises ne pouvaient plus chasser autrement que seuls, et encore moyennant qu'ils en aient obtenu permission.

Les Maîtres des eaux et forêts refusèrent, naturellement, d'enregistrer ce règlement, expédié par ordre du prince dans chaque siège de maîtrise et gruerie.

Le comte de Provence en référa au roi « pour faire respecter son autorité » et pour le faire jouir du droit « com-

mun à tous les seigneurs, de disposer, comme bon lui semble, de son droit de chasse dans ses domaines et ses forêts ».

Le roi accorda des lettres patentes le 17 juin 1774, par lesquelles, « de sa pleine puissance et autorité royale, et sans préjudice des droits de son frère, il ordonna, en tant que de besoin, que le règlement serait exécuté selon sa forme et teneur. »

Ces lettres patentes furent enregistrées le 7 juillet 1774.

Le règlement fut enregistré dans les maîtrises, mais le Grand Maître des eaux et forêts de la généralité d'Alençon fit écrire des protestations sur les registres des eaux et forêts de Mortagne.

En vertu de l'ordonnance de 1669, rappelant les édits du 20 mars 1565 et de 1575, il était défendu au Parlement et à la Chambre des Comptes d'enregistrer aucune lettre concernant les eaux et forêts sans avoir consulté le Grand Maître. Il paraît qu'ils ne le firent pas et les officiers des maîtrises reprochèrent à ces lettres patentes d'avoir été enregistrées subrepticement et en l'absence du Parlement (1).

Le 5 janvier 1777, un arrêt du conseil fait reproche à ces protestations de ce qu'elles tendaient à penser « que Monsieur n'était pas fondé à faire tous les règlements de chasse qu'il jugerait à propos et à les faire enregistrer comme il en a le droit pour les résultats de son conseil qui concernent ses domaines et bois aux sièges des maîtrises de son apanage ».

Cet arrêt du conseil défend aux Grands Maîtres de faire des difficultés et leur ordonne d'enregistrer à l'avenir tous règlements qu'il plairait au prince de faire.

(1) Du Vaucel, *Essai sur les apanages*,

Les Maîtres des eaux et forêts durent se soumettre, mais, ne voulant pas, en fin de compte, avoir tort, ils firent remarquer qu'ils ne cédaient qu'au roi, qui, ayant donné sa sanction au règlement, l'avait revêtu de son autorité souveraine.

C. — *Provision des officiers des maîtrises.*

Une troisième difficulté reste à élucider.

Le conseil du duc d'Orléans prétendait que les officiers des maîtrises pouvaient exercer leurs offices et être reçus aux Tables de marbre sur les simples provisions du prince sans qu'il soit besoin de celles du roi.

C'est, encore une fois, la question des juridictions ordinaire et extraordinaire que nous allons voir reparaître.

La solution se trouve, d'après nous, dans les arguments que nous avons fait valoir au chapitre IV.

Les officiers des eaux et forêts revendiquent leur caractère d'officiers du roi et ils se basent pour l'établir (1) sur le fait que la propriété des apanagistes n'est pas libre, mais grevée de substitution.

Or, disaient-ils, pour veiller aux intérêts des appelés à la substitution, il est établi un curateur, nommé par eux, avec l'homologation du juge. Laisse-t-on cette nomination aux appelés. Non, évidemment. A ce curateur, il faut un contrôle qui soit pour les appelés une garantie que rien ne sera innové au préjudice du fonds, les intérêts sont opposés, donc, ils doivent avoir une représentation distincte.

Le roi est le curateur naturel des biens du domaine. L'apanage est une propriété d'un genre spécial, limitée

(1) *Mémoire des officiers des Maîtrises, sur le droit de provision que s'attribuaient les apanagistes.*

et réglementée par des ordonnances dont les principales sont l'édit du domaine de 1566 et l'ordonnance des eaux et forêts de 1669.

Qui veillera à l'exécution de la loi ? Le roi, ne le peut par lui-même, il lui faut donc choisir des officiers qui, le représentant, seront revêtus de son autorité (1).

Il faut bien le remarquer, les édits donnent aux officiers du roi une juridiction spéciale pour la surveillance des terres de l'apanage.

Les Trésoriers de France sont chargés de veiller aux droits du roi dans les apanages et « à ce qu'ils ne s'égarent point faute d'y avoir l'œil » (2).

De même les officiers des eaux et forêts ont l'administration et la conservation dans leur intégralité des bois et forêts situés dans les apanages (3).

La nature même de leur charge en fait des officiers du roi qui doivent être, comme on disait, *ses hommes*, qui nommés et pourvus par lui, restent toujours en sa main (4).

Une observation juste encore, c'est que, malgré l'indépendance où ils sont des apanagistes, les officiers des maîtrises subissent leur influence.

François I^{er} se plaignait, en 1539, de la négligence de ses officiers, et il attribuait les aliénations faites en fraude

(1) Les rois empêchés à la tuition et défense du royaume, administration d'icelui, n'ont et ne peuvent avoir connaissance par eux-mêmes des terres, seigneuries et droits et héritages du domaine, ni des aliénations et usurpations d'icelui sinon par leurs officiers. Ord. de 1539, enregistrée le 3 juillet.

(2) Edits d'apanage 1565, 1626, 1661, 1710, 1771, 1773.

(3) Art. 338 de l'ordonnance de Blois.

(4) Serait étrange donner à autrui, homme pour manier ses finances qu'il doit choisir à lui fidèle. Baptiste Duménil, avocat général.

de ses droits à l'influence des détenteurs du domaine.

Que deviendrait le domaine du roi, s'il cessait d'avoir aucune part au choix et à la provision de ceux qui sont préposés à une charge si importante et si difficile ?

A notre sens, l'argument décisif est celui qui établit la qualité de juges extraordinaires, des officiers des maîtrises.

Même, voulut-on les considérer comme juges ordinaires, la provision du roi leur serait nécessaire pour la juridiction des cas royaux, les juges des exempts n'étant plus nommés (1) !

L'assujettissement des forêts aux ordonnances, font des cas royaux de toutes les violations de la loi. Cette matière rentre tout entière dans la définition que nous en avons déjà donnée (2).

Il n'est pas difficile de prouver que les officiers des maîtrises sont des juges extraordinaires.

L'article XIV du titre de l'ordonnance de 1669, interdit la connaissance des matières d'eaux et forêts à tous prévôts, châtelains, viguiers, baillis, sénéchaux, présidiaux et autres juges ordinaires, même aux cours de Parlement en première instance.

C'est la définition même de la justice extraordinaire.

Pour ce qui est de la provision du roi, nous avons déjà vu qu'il n'était plus fait de nomination de juges des exempts, les juges ordinaires durent être pourvus, par lui, en tant qu'ils jugeaient les cas royaux.

(1) Il n'est pas juste que le roi demande justice aux juges de ses sujets, c'est avec beaucoup de raison qu'il faut que ces cas soient traités devant les juges royaux. Comment. sur l'art. 2 du tit. 1 de l'ord. de 1670.

(2) On définit les cas royaux : « ceux auxquels le roi a intérêt, comme roi, pour la conservation de ses droits et pour la manutention de son autorité royale, »

En échange de cette reprise de ses droits, l'apanagiste eut la nomination des juges extraordinaires dont la provision demeura au roi.

La question de principes se trouve donc résolue, quel que soit le caractère des officiers des maîtrises, ils doivent demander leurs provisions au roi.

La Révolution fera plus que de proclamer l'indépendance des officiers des maîtrises, elle soumettra absolument les apanagistes à leur juridiction.

Amortissement

Le droit d'amortissement est essentiellement royal, le roi ne l'a jamais cédé et les apanagistes ne l'ont jamais réclamé.

Le droit sur ce point a été fixé par une ordonnance de Charles V, à la date du 18 mai 1373.

« Comme par délibération de nostre conseil, nous ayons n'aguères ordonné que pour les acquisitions que ont faictes depuis XL ans en ça personnes d'Eglise de quelque estat ou condicion que ils soient tant à cause de dons, laïz, transpors, comme autrement comment que ce soit, qui ne leur seraient admorties par lettres en laz de soie et cire vert, passées et expédiées par nostre Chambre des Comptes à Paris (1). »

Remarquons que la connaissance des contestations qui peuvent s'élever au sujet du droit d'amortissement est attribuée aux intendants des provinces, en première instance, avec appel au Conseil du roi (2).

(1) Lettre adressée au receveur de Sens, Jean de Savigny, et à Henry le Compasseur, bourgeois de Sens, G. L., p. 612, 5^e vol.

(2) Un arrêt du conseil du 23 janvier 1770 a condamné le prieur et les religieux de Cherlieu à 500 livres d'amende, pour s'être pour-

Aides.

François I^{er}, dans son édit de 1540, avait accordé à son fils les revenus, profits et émoluments des aides, greniers et gabelles.

Charles IX, ne veut pas que des impôts levés pour les besoins généraux de l'Etat puissent servir à des intérêts particuliers et il retire cet avantage aux apanagistes.

Bien qu'ils fussent exclus de la perception directe et qu'ils ne pussent prendre ces émoluments que des receveurs des aides, ils participaient à la souveraineté en percevant un revenu qui ne pouvait être regardé que comme provenant du patrimoine royal.

De plus, il pouvait arriver, et il arrivait, qu'en des circonstances graves il y eut raison d'augmenter les impôts. Le mal général aurait alors été pour les apanagistes une raison d'enrichissement ; cela ne devait pas être permis.

Lorsque les apanages furent rapportés à une somme déterminée, il arrivait que lors de l'évaluation, les revenus, tous frais défalqués, n'atteignissent pas la quotité de rente fixée, le roi donnait, en ce cas, une délégation sur les aides et gabelles.

Les apanagistes n'avaient en aucune façon à intervenir dans l'administration et la collection des impôts, ils avaient seulement le droit de recevoir par eux-mêmes ou leurs receveurs généraux, des mains des receveurs des aides, équivalents et greniers.

Cette faveur n'était octroyée que passagèrement, jus-

vus à la Chambre des Comptes de Dôle au sujet d'un droit d'amortissement qu'on leur réclamait et l'arrêt de la Cour a été cassé pour raison d'incompétence. Arrêt dans le même sens, le 17 avril de la même année.

qu'au rachat promis des domaines engagés. Elle n'était, en tous cas, accordée que limitativement jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour atteindre le revenu fixé par l'édit de constitution.

L'annuel des aides n'a jamais été concédé aux apanagistes, ils ne peuvent en aucune façon y prétendre.

Taille.

En principe, l'apanagiste peut exiger les droits seigneuriaux qu'il trouve établis sur ses terres, il a, pour les exercer, les privilèges attachés au domaine et à la mouvance du roi.

Peut-il établir d'autres droits. La question est bien controversée et nous retrouvons toujours ici, la distinction signalée, lorsque nous avons cherché à établir le caractère juridique de l'apanage.

Examinons la question de la taille.

Jusqu'au règne de Saint Louis, les apanagistes ont plus de privilège que le roi. Ils peuvent, en leur qualité de seigneurs, imposer des taxes sur leurs vassaux, le roi ne pouvait, sans leur consentement, lever aucun subside dans les apanages.

L'ordonnance de 1439 supprime la taille seigneuriale, le roi prohibe et défend « que nul de quelque état, qualité ou condition qu'il soit, ne mette ou impose taille, aide ou tribut sur ses sujets ou autres pour quelque cause ou couleur que ce soit, sinon que ce soit de l'autorité et congé du roi et par ses lettres patentes ».

C'est l'application des maximes générales déjà reçues sous Charles VI.

L'article 23 de l'ordonnance de Moulins et l'article 275

de celle de Blois, défendent de lever sur le peuple aucune somme de deniers sans la permission du roi.

Malgré ces prohibitions, la taille seigneuriale subsista. Les auteurs font remarquer que les ordonnances de Moulins et de Blois s'adressent, non aux seigneurs, mais aux gouverneurs des provinces et aux officiers royaux, pour leur défendre toute exaction et les empêcher d'exiger autre chose que ce dont les sujets sont redevables, de droit, et à quoi ils peuvent être contraints par les voies de justice.

Du reste, il y a des édits postérieurs à ces ordonnances qui confirment le droit des seigneurs.

Le Parlement de Paris dans son arrêt du 23 mai 1633, décida contre les habitants de Bengy en Berry que leur seigneur n'était pas obligé, pour lever la taille sur eux, d'obtenir des lettres d'assiette et qu'il pouvait traduire devant son juge ceux qui refuseraient de se soumettre (1).

Il faut maintenant se demander si l'apanagiste pouvait exercer ce droit seigneurial ?

Les édits d'apanage n'en font aucune mention et cela s'explique par ce fait que la taille est devenue royale et qu'elle s'est conservée dans les seigneuries, non, comme un attribut naturel des Hautes Justices, mais comme une prestation restreinte et devant être fondée sur un titre particulier.

Donc, là où l'apanagiste trouve la taille seigneuriale conservée à l'état de redevance coutumière, il la perçoit, nul ne le peut contester.

(1) C'est au XVII^e siècle la doctrine courante. « Seigneur direct et foncier a le droit de taille es quatre cas. » Jean Rochette, *Questions de droit pratique*, t. 1, q. 47, édit. 1613.

Il ne semble pas qu'il ait eu le droit d'établir de nouvelles tailles.

La raison la plus sérieuse se trouve dans la situation de l'apanagiste.

Le domaine qui lui est concédé ne lui est donné que pour fournir à son entretien et à celui des siens.

Le revenu de ce domaine a été évalué et complété si cela était nécessaire par l'adjonction de nouveaux revenus.

Fixé limitativement quant à sa quotité ce revenu l'a été également quant aux sources qui devaient le fournir. Le prince doit profiter de ce qu'il trouve, il n'a pas le droit de rien créer dans cet ordre d'idées.

Accensement et inféodation.

Loyseau donne les principes généraux qui régissent cette question.

« Les grandes seigneuries, dit-il, peuvent accenser et inféoder, même au préjudice du roi. Quant aux seigneurs moindres ils ne peuvent accenser et sous-inféoder au préjudice du seigneur dont ils relèvent, dans ce cas leur sous-inféodation serait nulle et non faite (1). »

Il nous faut ici rapporter deux articles de l'Edit du domaine qui nous aideront à déterminer les droits des apanagistes sur ce point.

ART. 11. « Ne se pourra faire... semblablement bail des terres vaines ou vagues sinon qu'il y ait les lettres patentes par nous décernées pour cet effet. »

ART. 12. « Pour le bail des dites terres vaines et vagues ne seront pris deniers d'entrée sinon que ce fut pour employer tellement au rachat de notre domaine

(1) Loyseau, *Des seigneuries*.

ou autres nos urgentes affaires dont nous aurions fait état. »

Définissons maintenant, les deux mots de notre titre.

L'accensement est le bail à cens ou à rente foncière avec rétention de la foi.

Il ne se peut faire qu'en convertissant en roture, un héritage noble, ce qui forme un démembrement.

L'inféodation est la concession gratuite d'un héritage ou d'un droit immobilier par laquelle le seigneur de la chose se réserve la propriété directe et transfère au vassal la propriété utile à la charge de la fidélité et de tels droits et devoirs qu'il veut retenir sur la chose cédée (1).

Les seigneurs qui avaient reçu de telles concessions en faisaient à des seigneurs d'ordre inférieur, ceux-ci étaient leurs vassaux et les arrière-vassaux du premier concessionnaire, c'était la sous-inféodation.

Le propriétaire d'un fief qui relève d'un autre ne peut accenser que jusqu'à concurrence de ce qui est réglé par la coutume.

Le roi peut aliéner de cette façon ce qu'on appelle les petits domaines (2), ceux qui précisément sont énoncés dans les articles cités de l'Édit de 1566.

Pour le domaine proprement dit, la question ne se pose pas, l'inaliénabilité est absolue.

(1) Coutume de Paris, titre des fiefs, art. 214.

(2) Un édit de Moulins de 1566 enregistré le 7 mai et le 5 août établit nettement une distinction qui paraît avoir existé en germe dans une ordonnance de Charles VI en 1408 et qui, depuis, a été fidèlement observée, nous voulons parler de la distinction entre les grands et les petits domaines. Les premiers étaient les terres seigneuriales ayant haute moyenne et basse justice. Ceux-là seuls étaient placés hors du commerce. Les autres appelés petits domaines étaient aliénables.

Pour les autres domaines, l'apanagiste jouit des droits mêmes du roi et, comme lui, il peut accenser à titre incommutable.

L'édit de 1566, a reçu de nombreuses modifications qui contredisent Loyseau lorsqu'il avance que les sous-inféodations et les accensements faits depuis la concession de l'apanage doivent être anéantis lors de la réversion de l'apanage à la couronne.

Un édit de février 1566, rendu aussitôt après l'édit du Domaine, porte « que les terres, prés, marais vains et vagues dépendants du domaine du roi en quelques lieux qu'ils soient, seront baillés et délivrés à perpétuité à cens et à rentes.

Cet édit fut enregistré au Parlement le 27 mai suivant, sous la condition que les preneurs ne donneraient aucun denier d'entrée.

Des édits de 1667 et de 1669, une déclaration du roi du 8 avril 1672 confirmèrent l'édit de 1566 et en étendirent l'application aux étangs, droits de tiers et de danger sur les bois de Normandie, bouquetaux séparés des forêts, fours, boutiques, échopes, halles, passages, péages.

Par un autre édit du mois de décembre 1681 « les murs, murailles, portes de villes, remparts, contrescarpes, fossés et tous autres lieux servant ou ayant servi aux clôtures et fortifications des villes du royaume ont été déclarés appartenir au roi.

Par édits de décembre 1681, de mars 1695 et d'août 1708, la vente des biens stipulés dans le premier édit de 1681 fut autorisée conformément à l'édit de 1566.

On peut donc dire que le prince apanagiste avait, d'une manière générale, la faculté d'accenser et d'inféoder dans son apanage.

Son droit était limité par l'obligation de ne recevoir aucun denier d'entrée (1) et de déposer en la Chambre des Comptes de Paris un double des contrats d'accensement et d'inféodation.

Il est bon d'ajouter qu'à notre sens, la dernière catégorie des biens énoncés dans les édits de 1681, 1695 et 1708 échappait à la disposition des apanagistes étant revendiqués comme biens royaux. Il serait nécessaire, pour qu'il en advint autrement, que l'abandon fut spécifié dans les lettres d'apanage.

Bien que la doctrine fût claire, les apanagistes n'étaient pas toujours en sûreté dans l'exercice de leur droit, et, pour éviter les contestations dans une matière où tout est « obscur et mobile », le comte de Provence voulant accenser les terrains vagues de son apanage demanda des lettres patentes.

Elles lui furent accordées en 1777 lui donnant cette autorisation « en tant que de besoin » sans préjudice des droits de propriété ou d'usage qui pourraient appartenir aux seigneurs ou aux communautés, droits dont il devait être justifié par des titres suffisants.

Le Parlement de Rouen ne voulut enregistrer les lettres patentes que conformément à l'article 525 de la coutume de Normandie (2) et à la charge que les contestations qui pourraient naître des justifications de propriété ne pour-

(1) A la charge aussi de ne pouvoir recevoir des deniers d'entrée pour lesdits accensements ou inféodations et de déposer en la Chambre des Comptes de Paris un double des contrats d'accensements et d'inféodations qui seront faits par ses commissaires. Ord. de 1577.

(2) Si la rente est créée pour fonds ou pour aménagement de lotie, la condition de rachat se peut prescrire par le laps de quarante ans.

raient être jugées que par les juges des lieux pour venir en appel devant le Parlement de Rouen.

Les lettres de 1779 ne tinrent aucun compte de cette condition de la Cour de Rouen, elles spécifièrent que toutes causes concernant les apanages devaient être renvoyées au Parlement de Paris.

Casuel des offices.

L'édit de novembre 1567 émané de Charles IX portait permission de résigner les offices vénaux en payant aux parties casuelles la finance à laquelle ils seraient taxés. Le roi voulut que le produit en fût attribué à l'État seul, les apanagistes n'y ayant, par conséquent, aucun droit.

Il y avait une restriction, il fallait que le résignant survécût quarante jours à la résignation.

Henri IV, ayant égard aux nombreuses réclamations qui s'étaient élevées, et aux risques auxquels ces offices se trouvaient exposés par la loi des quarante jours, dispensa de cette règle, par une déclaration du 12 décembre il accorda à ses officiers le droit d'assurer à leurs veuves le prix de la vente des offices à condition de payer en ses revenus casuels un droit annuel qui se chiffrait, à peu près, au soixantième de la valeur de l'office. Ce droit s'appelait l'annuel des offices.

Louis XIII établit le **prêt**. C'était une avance faite au roi. Il devait en être tenu compte aux officiers et à leurs héritiers sur les droits de la première mutation.

Le caractère même du prêt qui était une avance faite au souverain empêchait que ce droit pût entrer dans un apanage.

(1) Déclaration du 26 février 1621.

Il en fut ainsi, au moins dans les premières années.

Le 27 juin 1630, c'est-à-dire neuf années après la formation de l'apanage de Gaston, le roi exigea le prêt même des officiers de l'apanage.

Mais en 1638, par des lettres-patentes qui n'ont jamais été imprimées et qui ne furent enregistrées qu'au sceau le 14 janvier 1639, Louis XII accorda à son frère, pour sa vie durant seulement, le prêt et avance tant des offices ordinaires que des offices extraordinaires.

L'édit de février 1771 substitua à l'annuel et au prêt le centième denier.

Cet édit, contrairement à ce qu'on a avancé, réserve nettement les droits du roi.

Après une théorie générale, affirmant que le choix et la nomination des offices du royaume sont des droits inséparables de la couronne, il est fait dans l'article 24 une restriction au profit des apanagistes : « N'entendons déroger à l'ordre établi pour les offices dépendant de l'apanage de notre cher et très aimé cousin le duc d'Orléans. »

Il s'agit, ici, du droit de nommer aux offices que nous avons étudié dans un chapitre précédent, mais nullement de la perception des droits afférents à la mutation.

Ils sont formellement réservés dans la fin de l'article 24 « à la charge par notre dit cousin de se conformer aux règles établies par nos revenus casuels en ce qui concerne les droits de prêt, annuel, mutation et autres ».

Le duc d'Orléans demanda en 1780 qu'il fût fait, en sa faveur, une dérogation à l'article 24 de l'ordonnance de 1771.

C'est alors que fut faite la déclaration du 11 août dérogeant, en tant que besoin serait, à l'article 24 de l'ordonnance de 1771 en faveur des terres et domaines de l'apanage d'Orléans.

Les officiers reçurent l'ordre de remettre au duc l'estimation du prix de leurs offices afin que l'apanagiste pût percevoir les droits de mutation et centième denier d'après les déclarations précédentes et en la forme prévue par l'édit de février.

En 1774, le 27 novembre, le comte de Provence avait fait prononcer pour tous les détenteurs d'offices royaux situés dans son apanage l'obligation de remettre dans les trois mois l'estimation de la valeur de leurs offices.

Le double des rôles devait être remis au roi, pour être, par lui, autorisé en son conseil et envoyé à la Chambre des Comptes.

Provoquée par le comte de Provence, cette déclaration le mettait en état de percevoir le centième denier et le droit de résignation des offices ainsi que le prévoit l'article 21 de l'Édit de février.

En réalité, et c'est encore une des nombreuses contradictions que nous avons souvent signalées entre le fait et le droit, le roi ne faisait plus, depuis 1664, percevoir les droits de mutation et de centième denier sur les offices dépendant des apanages.

Affranchissement.

L'apanagiste peut affranchir un serf, cela ne fait aucun doute, en vertu même des principes du droit féodal.

Il doit se conformer aux coutumes et payer une finance au roi (1), mais il n'a nullement besoin de son consentement (2).

(1) Cf. *Institutes de Loisel*.

(2) Les rois donnèrent souvent l'exemple de l'affranchissement, les seigneurs ne le suivirent pas toujours. Dans les lettres de 1779 Louis XVI reconnaît ne pas pouvoir atteindre leur droit de propriété,

En 1789 au mois d'août, Louis XVI fit un édit en vertu duquel le droit de mainmorte et la servitude personnelle étaient supprimés dans tous les domaines et même dans les domaines engagés.

Faculté était laissée aux engagistes qui se trouvaient lésés de remettre au roi le domaine qu'ils détenaient en réclamant les finances qu'ils avaient payées.

On peut se demander si cet édit trouve son application dans le domaine apanagé.

Le contraire nous paraît difficile à concevoir.

Tout d'abord, il faut le remarquer, l'apanage n'est pas mentionné dans l'édit, il n'y est question que des biens engagés. Mais cette énonciation était inutile, le roi parlant de toutes les terres et seigneuries de son domaine, l'apanage rentre, évidemment, dans cette catégorie, faisant toujours partie du domaine de la couronne.

On ne peut supposer que les apanagistes sont exempts, comment, en effet, pourrait-on leur accorder un droit que le roi ne se reconnaît plus à lui-même.

La seule difficulté, serait la diminution des revenus. Nous verrons par les assertions des commissaires de la Révolution que, malgré tout, le chiffre réel du rendement des apanages excédait de beaucoup les 200,000 livres de l'évaluation. Quoi qu'il en soit, il y aurait toujours possibilité pour l'apanagiste de se pourvoir en indemnité.

Lods et ventes.— Quints et requints.

Dans les édits, le roi cède toujours à l'apanagiste les lods

il déclare qu'il lui faudrait acheter ce droit de la masse des seigneurs. Cf. Charte de Louis le Gros en 1128 ; lettres d'affranchissement de Louis VII en 1180 ; ordonnance de Louis le Hutin qui affranchit, moyennant finances, 3 juillet 1315.

et ventes, quintes et requints, il ne peut donc y avoir de difficulté.

Bien que le terme mi-lods ne soit pas exprimé, il est renfermé dans celui de lods et ventes et dans les termes généraux qui suivent.

Cette cession ne renferme que les droits à échoir, il faudrait pour qu'elle comprît les droits échus, jusqu'au jour de l'édit, une stipulation précise, or, elle ne se trouve dans aucun des édits.

Lorsque l'apanage est donné entre le contrat de vente d'une terre et le paiement du supplément du prix, les lods et ventes ne sont dus à l'apanagiste que pour le supplément (1).

Chopin rapporte deux arrêts qui l'ont amené à cette conclusion (2).

Le premier est un arrêt du Parlement de Paris du 4 janvier 1564 en la cause de la reine d'Ecosse douairière de France.

Un arrêt solennel fut rendu, le 23 décembre 1565, en la cause du prieuré d'Argenteuil ; c'est cette jurisprudence qui a donné lieu à la disposition de l'article 84 de la Coutume de Paris : « Si aucun achète héritage à la charge qu'il en sera adjugé par décret, ou bien si l'acheteur pour purger les hypothèques le fait décréter et tel acheteur est adjudicataire n'est dû qu'un seul droit de quint ou vente tant pour le contrat d'acquisition que pour le décret ; est toutefois au choix du seigneur de prendre les dits quintes ou ventes selon le prix du contrat ou du décret. » Cet arrêt a fixé la jurisprudence et on n'y a point dérogé.

(1) « A senatu religiose ut omnia fiduciario laudimia tantum pro auctario pretii adjudicavit.

(2) Chopin, *de Domanio*, liv. 2, art. 5, n° 6.

Quels seraient les droits de l'apanagiste dans une vente à réméré au cas où, la vente ayant été faite avant l'édit d'apanage, le terme lui serait postérieur ?

Le prince ne pourrait exiger les droits seigneuriaux à moins pourtant que l'édit ne porte concession des droits échus.

Il y a, en ce sens, un arrêt de 1584 jugeant que les lods et ventes sont dus au fermier qui se trouvait lors de la vente avec faculté de réméré bien que le terme arrivé il y eut un autre fermier (1).

Les secrétaires du roi et l'apanage.

Les secrétaires du roi sont des officiers qui signent toutes les lettres qui s'expédient dans les grandes et petites chancelleries au nom du roi. Comme Loyseau l'observe, bien que n'étant que de simples officiers de la Chancellerie, ils ont plus d'honneurs, d'immunités, de droits et de privilèges qu'aucune autre compagnie. Il ajoute « que maniant la cire, il était juste qu'ils la prissent à bonne mesure ; et que, pour ne rien oublier, ils se sont donné le titre et la qualité de conseillers, notaires et secrétaires du roi, maison et couronne de France ». La charge de secrétaire anoblit celui qui la possède et sa noblesse est héréditaire (2).

Il n'est pas étonnant que ce corps ait tenté de se soustraire à l'exercice des privilèges de l'apanagiste.

C'est un principe que les secrétaires du roi sont exempts des devoirs de fief dus à cause des terres qu'eux ou leurs femmes possèdent dans la mouvance du roi.

(1) Montholon, *Arrêts*, p. 64 ; Anne Robert, liv. 7, ch. 18.

(2) Le roi était le chef de la compagnie des secrétaires et dans le partage des émoluments du sceau, la première part lui était toujours réservée.

En 1482, Louis XI qui venait d'augmenter de 60 le nombre des secrétaires, leur accorda cette exemption que déjà on leur contestait.

Les princes apanagistes craignant que les secrétaires du roi ne voulussent étendre ces privilèges dans leurs possessions, formèrent opposition à l'enregistrement de l'édit et les secrétaires du roi déclarèrent « qu'ils n'entendaient faire usage de leurs droits qu'à l'égard des choses tenues nuement du roi. » Cette déclaration fut enregistrée avec l'édit.

Cependant, en 1584, un secrétaire du roi ayant acquis une terre dans le domaine de Meaux dépendant alors de l'apanage du duc d'Alençon, il fut déchargé par les lettres mêmes de prestation de foi et hommage du paiement des droits seigneuriaux à cause de sa qualité de secrétaire du roi.

Le Caron soutient que le privilège des secrétaires subsiste, alors même que les seigneuries dont relèvent ces terres auraient été données en apanage aux enfants de France, ou bien pour dot ou douaire et même si elles avaient été engagées (1).

Chopin partage cet avis, se basant sur ce fait, que les apanages ne peuvent ni diminuer ni restreindre les droits de la puissance du roi (2), à plus forte raison l'apanagiste ne pouvait-il avoir plus de pouvoir que n'en avait le souverain (3).

En 1641, le 21 mars intervient un arrêt du Parlement qui renvoie au Conseil, mais lève, par provision, la saisie féodale.

(1) Sur le code Henry, liv. 19, tit. 6.

(2) Chopin, *op. cit.*, liv. 2, tit. 8, n° 7.

(3) Frain, t. II, ch. 144, p. 812.

Ce fut l'avocat général Talon qui défendit la prérogative des secrétaires du roi. Il s'exprimait ainsi : « Le domaine de la couronne ne peut perdre sa qualité... le roi ne l'a point quitté, quand il s'en est réservé encore quelques droits ; quoique l'usage et la possession sortent de ses mains, la propriété directe lui demeure.

« Et tout ainsi qu'un rameau à demi coupé de son tronc, dont une partie qui tient encore par un filet demeure ce qu'elle était auparavant par la continuation du même esprit... nous estimons qu'il est de l'intérêt du roi et de l'honneur de Monsieur son frère que son apanage étant une légitime royale, un fleuron de la couronne, une portion des fleurs de lys, qu'il y en ait en sa personne des marques actives et passives, qu'il doit souffrir l'exercice des privilèges des secrétaires du roi (1). »

L'édit du mois de mars 1704 (2) porta le nombre des secrétaires du roi de 300 à 340 et il leur donna en même temps l'exemption dans les apanages (3).

Cependant par lettres patentes du 10 août 1718 sur arrêt du conseil du 30 juillet précédent, il fut déclaré que l'exemption accordée aux secrétaires du roi n'aurait pas son effet dans l'apanage du duc d'Orléans et qu'ils seraient

(1) *Journ. des Aud.*, t. 1, l. 3, ch. 70.

(2) L'article 21 de cet édit ordonnait que les secrétaires du roi devaient « jouir de tous profits de fiefs et autres droits seigneuriaux et féodaux tant en achetant, vendant, qu'autrement, même dans le cas d'échange, dans l'étendue des domaines de S. M. régis par ses fermiers, aliénés ou donnés en apanage, encore que les dites aliénations, engagements ou apanages fussent antérieurs à la création des trois cent quarante secrétaires du roi, attendu qu'ils ne font qu'un seul corps et collège.

(3) *Encycl. de jurispr.*, t. V, p. 558.

obligés de payer les droits seigneuriaux pour les biens tenus et mouvants de cet apanage.

Ces lettres portent dérogation en tant que de besoin aux édits de mars 1704 et de juin 1705.

En 1718 le duc d'Orléans était régent, et on se prévalut de la déclaration de 1484 ajoutant que les édits de 1704 et 1715 ne pouvaient pas avoir d'effet rétroactif par rapport à un apanage créé en 1661.

Il n'y a pas trace d'arrêt étendant cette faveur accordée au duc d'Orléans, aux apanages des comtes de Provence et d'Artois, mais il est probable que la jurisprudence s'était introduite et que nulle réclamation ne s'élevant, il n'y eut pas lieu de légiférer, les règlements ne se faisant, le plus souvent, en cette matière, qu'à mesure des nécessités (1).

Privilège des Chevaliers du Saint-Esprit.

Les membres de l'Ordre du Saint-Esprit sont exemptés des droits de quint et requint dans le domaine du roi.

Leur privilège s'étend-il jusque dans les apanages ?

Cela ne pouvait faire question. Une difficulté s'éleva pourtant, sur le point de savoir s'il était possible à un chevalier de se prévaloir de son titre vis-à-vis d'un apanagiste dont l'édit était antérieur à l'institution de l'Ordre.

Frain est d'avis que, même en cette hypothèse, le chevalier du Saint-Esprit peut user de ses prérogatives. « Il ne se peut dire que celui qui tient en apanage ait plus de droit qu'avait le roi (2) ».

Bélordeau rapporte un curieux arrêt ; il est vrai, qu'il s'agit d'un engagiste : Un contrat a été passé en 1576 pour

(1) Du Vaucel, *Essai sur les apanages*.

(2) Frain et Hévin, t. 2, ch. XLI, p. 84.

engagement d'un domaine du roi. Or l'ordre ne fut fondé qu'en 1580 et les privilèges vérifiés à Paris en 1581 (1).

Il fut admis que le droit de l'engagiste ne pouvait s'exercer contre le titulaire de cet ordre, « le prince ne baillant jamais tant qu'il ne retienne plus encore par devers lui (2) ».

La question ne fut pas décidée pour ce qui regarde l'apanage.

Le Parlement dans son arrêt du 26 février 1637, appointe les parties au Conseil, évoque en droit et joint et fait main levée des fruits des terres saisies au sieur appelant à la caution juratoire (3) ».

Les auteurs sont d'avis que les droits de l'apanage préexistant ne peuvent prévaloir contre les immunités accordées par le roi pour le bien de l'Etat, mais ils n'en donnent aucune raison juridique.

Il semble bien qu'il n'y en a pas. Ces immunités venant après la constitution de l'apanage, sont des charges qui n'ont pas été prévues par l'évaluation et pour lesquelles les princes ont le droit de demander indemnité.

Il ne paraît point, qu'en droit, l'apanagiste ait le pouvoir de ne pas se soumettre à une loi générale, cela arriva pourtant en 1718 à propos des prérogatives des secrétaires du roi.

Amendes.

Depuis 1566, les lettres d'apanage contiennent le don des amendes en général ; il faut y comprendre la perception des amendes dans tous les cas, et même dans les

(1) Bêlordeau, liv. 9, controverse 62.

(2) Frain et Hévin, *loc. cit.*

(3) Bardet, t. 2, liv. 6, ch. 5, p. 254, col. 2.

causes relevant de la juridiction des eaux et forêts, bien que la justice s'y rende au nom du roi.

Les Grands Maîtres ne pouvant s'insurger contre la pratique, réclament, au nom du droit méconnu, et font reproche au roi d'abandonner aussi facilement les principes.

Tous leurs raisonnements tombent devant l'arrêt de 1771 qui ordonne la perception de six sous par livre en plus des amendes infligées par les maîtrises ; il ordonne que ces six sous seront perçus au profit du roi, même dans les apanages.

Cela laisse clairement entendre que le roi n'exerce pas ordinairement de prétention sur les amendes portées par ces sortes de juridictions dans les forêts de l'apanagiste.

Chopin pense que les amendes des juridictions extraordinaires telles que les Grands Jours n'appartiennent pas à l'apanagiste.

Celles des conseils supérieurs de Blois, de Clermont et de Poitiers qui ont subsisté de 1771 jusqu'en 1774 ont été perçues par le domaine du roi.

Bâtardise.

La succession du bâtard mort intestat, appartient au domaine du roi, mais il n'en a pas toujours été ainsi, ce droit, en effet, est le résultat d'un empiétement du pouvoir royal sur celui des seigneurs.

Les Etablissements de Saint-Louis attribuent aux seigneurs le droit de déshérence dans les successions des bâtards qui *nec genus nec gentem habent* « quand bastart meurt sans hoirs de sa femme, toutes les choses sont à ses seigneurs à chacun ce qui sera en son fié (1) ».

(1) Ch. 95.

Beaumanoir au chapitre 45 exprimait la même règle. La bâtardise a suivi la destinée de l'aubaine, avec cette différence, toutefois, que celle-ci devint absolument royale et que celle-là, au contraire, ne fut attribuée au roi qu'en certains cas seulement (1).

Loyseau ne tenait pas en grande estime la découverte de Bacquet : « Les fiscaux non contents d'avoir attribué au roi la succession des étrangers, lui ont aussi fait prendre la succession des bâtards à l'exclusion des seigneurs hauts justiciers, sous prétexte de vieilles pancartes trouvées à la Chambre des comptes (2). »

Pour que le haut justicier pût prétendre à l'héritage du bâtard, il fallait que celui-ci fût né, domicilié et mort dans le ressort de la justice, ces circonstances, comme le remarque un auteur, se rencontrent si rarement que le droit du haut justicier est réduit à presque rien.

L'apanagiste jouit des droits du seigneur, mais il est limité par les mêmes restrictions.

Prost de Royer déplore que ce droit étant reconnu comme royal on s'en désiste aussi facilement.

Il oublie que les domanistes considèrent la bâtardise comme un droit seigneurial qui, en de certains endroits, appartient aux simples seigneurs de fiefs.

Successions en déshérence.

Les seigneurs haut justiciers sont saisis des successions en déshérence dans le ressort de la coutume de Paris, plusieurs autres coutumes leur reconnaissent également ce droit.

Au XVI^e siècle commencent les revendications royales.

(1) Dumoulin, note sur l'article 48 de la coutume du Maine.

(2) Loyseau, *Des seigneuries*, ch. 12, n° 109.

Bacquet conteste la déshérence aux seigneurs : « Le roi ayant communiqué, non donné aux seigneurs, droits de haute, moyenne et basse justice, en leurs terres et seigneuries, sous ombre de justice ils ont entrepris le droit de déshérence sur le roi encore que de tels droits, n'aient rien de commun avec le droit de justice qui consiste à rendre à chacun ce qui lui appartient (1). »

Le Bret considère ce droit comme royal en principe, les haut justiciers n'en jouissent que par usurpation.

En fait, ils en jouissent peu. Obligés de plaider contre le roi, ils doivent le faire devant les justices royales et il leur faut apporter les preuves de leur droit de justice toutes les fois que le procureur général le leur dénie.

C'est dans ces conditions que le droit de déshérence appartient aux apanagistes. Il est inutile que les édits en fassent une mention expresse, la pairie leur donnant le droit des haut justiciers qu'ils remplacent.

On conçoit que l'apanagiste ne rencontre pas l'obstacle de la production de son titre. Les édits enregistrés au Parlement ont une valeur légale que le procureur du roi ne saurait contester.

Épaves et trésors.

Les Épaves sont des choses mobilières perdues, abandonnées, ou, sans maître connu.

Le bénéfice des épaves est attribué au seigneur haut justicier.

Les auteurs distinguent le trésor en or et celui en argent.

Les Établissements de Saint Louis fournissent la règle

(1) *Du droit de déshérence*, ch. 2, n° 1.

générale « nul n'a fortune d'or s'il n'est roys et la fortune d'argent sont aux barons et à ceux qui ont grand justice en sa terre ».

Loysel en sa 52^e règle, livre 2, titre 2, s'exprime ainsi : « Le roi applique à soi la fortune et treuve d'or ». Le même principe se retrouve dans la Somme rurale de Bouteiller, livre 1^{er}, titre 36.

Bacquet après avoir exposé que d'après le droit romain le trésor doit appartenir à celui dans l'héritage de qui il s'est trouvé, sauf, la part de l'inventeur, ajoute : « Toutefois, en France, les procureurs du roi et les seigneurs Haut Justiciers ont soutenu que les trésors trouvés, au-dedans de leurs justices, leur appartiennent, encore qu'ils soient trouvés en l'héritage qui appartient à aucun particulier, même, les procureurs du roi ont maintenu que les trésors consistant en or entièrement appartiennent au roi privativement à tous seigneurs et à tous particuliers ».

Chopin fait à l'apanage l'application de ces principes.

Le trésor en or n'appartient pas à l'apanagiste mais au roi. Cet auteur s'appuie sur ce fait que les trésors sont des droits royaux que le roi s'est réservés, et il cite deux arrêts du Parlement de Paris de 1259 et 1261.

Pour les trésors en argent, Chopin dit qu'ils appartiennent à l'apanagiste, non en cette qualité, mais comme Haut Justicier.

Un arrêt du 29 juillet 1570 débouta le procureur du roi et partagea le trésor litigieux en trois, un tiers à celui qui l'avait trouvé, un tiers au propriétaire, un tiers au seigneur Haut Justicier.

En principe donc, les droits de la couronne sur les trésors et autres choses semblables n'appartiennent point à l'apanagiste, il faudrait qu'ils eussent été cédés nommément.

ment, or aucun des édits d'apanage ne contient cette mention.

Droits honorifiques des apanagistes.

Pairie.

L'apanagiste prend les titres des terres qui composent son apanage. « Voulons aussi qu'encore que notre dit frère unique ait ci-devant pris le nom et la brisure de duc d'Anjou, maintenant qu'il est par nous pourvu de celui d'Orléans il lui soit loisible de changer de brisure ou la continuer et la prendre telle qu'il avisera bon être (1) ».

La pairie telle qu'elle est concédée aux apanagistes dans les édits de notre époque n'avait pas pour la politique générale le même intérêt qu'au commencement de cette institution (2).

Les rois, en effet, à l'époque de la puissance des grands vassaux avaient le plus sérieux intérêt à créer une force capable de faire contre-poids à cette influence.

Paillet fait remarquer, avec raison, que les apanagistes n'ont pas toujours répondu à l'attente des rois.

À notre époque, la pairie ne soulève guère que des questions de préséance. Les Grands fiefs ont été réunis, la Normandie en 1467, la Guyenne en 1468, la Bretagne en 1499.

On créa une pairie pour remplacer l'ancienne.

Des Seigneurs pris en dehors de la famille royale furent revêtus de cette dignité.

(1) Edit de 1661.

(2) « Nous avons donné et octroyé, voulons, accordons et octroyons à... et à sesdits successeurs mâles qu'ils aient et tiennent lesdits duchés et seigneuries en tous droits et titres de pairie avec toutes prérogatives et prééminences qu'ont accoutumé les princes de la Maison de France et autres tenants de notre couronne en pairie. »

Henri III décida que tous les princes du sang seraient pairs par droit de naissance.

La préséance devait faire naître des contestations. Elle se déterminait en principe par la date de l'érection.

Or, avec la disparition des anciens grands vassaux, les pairs ecclésiastiques étant les plus anciens, le premier d'entre eux prenait le titre de premier pair de France.

« Pour mettre fin aux procès et différens qui sont advenus entre aucuns princes du sang pairs de France et autres princes aussi pairs de France sur la préséance à cause de leurs dites pairies », le roi fit la déclaration de 1576.

Il y est fixé que les princes du sang tiendront rang suivant leur degré de consanguinité, avant les seigneurs et autres pairs de France, tant au sacre et aux séances du Parlement que dans les autres cérémonies publiques.

Ce qui prouve l'importance qu'on attachait alors à cette détermination, c'est l'opinion d'un homme aussi distingué que le Premier Président Christophe de Thou. Il donna au roi l'assurance que, depuis l'avènement de Philippe de Valois, à la couronne, rien ne s'était fait de plus utile pour la conservation de la loi salique.

L'ordonnance de 1711 renouvelant l'édit de Henri III accorda la pairie à tous les princes du sang. Et, comme entre eux, la préséance se décide par l'ordre de consanguinité, les apanagistes étant nécessairement fils ou frères du roi, ont, de droit, le premier rang.

La qualité de Pairs donnait aux apanagistes, comme d'ailleurs aux autres princes de la famille royale, le droit de représenter les anciens pairs au sacre du roi, ils pouvaient entrer au Parlement, y prendre séance. Ils avaient enfin voix délibérative tant aux Audiences qu'au Conseil.

La pairie entraînait d'autres conséquences assez importantes.

Les pairs ne relevaient pas du Roi, mais de la Couronne, l'hommage et l'aveu qu'ils sont tenus de rendre sont portés directement à la Chambre des Comptes de Paris. Les autres Chambres des Comptes, les baillis et les sénéchaux ne peuvent les recevoir.

Lorsqu'une terre est érigée en pairie ou adjointe à une pairie, elle est distraite et démembrée de son ancienne tenure, sauf indemnité au seigneur subalterne et elle devient fief immédiat de la couronne.

Toutes ces prérogatives sont, de par les édits, accordées aux apanagistes.

La plus importante concerne l'administration de la justice. Les causes qui touchent l'état de leurs personnes ou de leurs pairies sont jugées au Parlement. Les appels des sentences rendues par leurs juges doivent également y être portés. Mais, dès Charles IX, la juridiction des présidiaux fut sauvagée.

Cette restriction se retrouve dans tous les édits d'apanage : « Nous voulons qu'ils tiennent lesdits duchés avec les prérogatives qu'ont accoutumé les autres tenant de notre couronne en pairie, à la charge, toutefois, que la connaissance des causes et matières dont ont accoutumé de connaître nos juges présidiaux, lui demeureront, sans que sous ombre de la dite pairie la dite connaissance en soit dévolue par appel immédiatement en notre cour de Parlement. »

Foi et hommage.

C'est un principe de l'Edit du Domaine que l'aliénation des terres domaniales ne les soustrait pas à la mouvance du roi.

« La réception en foi et hommage des fiefs dépendans des dites terres domaniales, en cas d'aliénation d'icelles, nous demeureront et appartiendront ou à nos successeurs, les concessionnaires ont seulement les profits. »

Cette clause s'applique à l'engagement seulement puisque l'article 16 comprend une dérogation en faveur des apanagistes.

« En quoi ne seront compris ceux qui tiendront les dites terres de nostre domaine en appanage à la charge d'envoyer, par chacun an, en notre Chambre des Comptes de Paris les doubles et copies duement signées des réceptions en foy et hommage à eux faites ou à leurs officiers. »

La fin de l'article 15 s'applique néanmoins aux apanagistes « et les profits des dits fiefs foy et hommage et ce qui en dépend appartiennent à ceux auxquels les dites terres sont duement et licitement transférées et concédées (1). »

Le vassal qui refuserait de reconnaître l'apanagiste tomberait en commise (2).

Ce privilège de l'apanage ne fut jamais contesté, sinon par le clergé, nous avons, dans un chapitre précédent, étudié cette controverse demeurée sans solution en droit (3).

Outre la foi, et, comme conséquence de ce droit, les apanagistes peuvent réclamer l'aveu et le dénombrement.

Le prince peut avec l'autorisation du roi faire confectionner son terrier et il est autorisé à exiger l'aveu et le dénombrement complet : détail des biens, état des censives et des rentes, nomenclature des arrières-fiefs. Il peut aussi pratiquer la saisie féodale pour refus d'aveu, mais il est à remarquer qu'il se fait autoriser à cette mesure par le Par-

(1) Edit de Moulins, 1566.

(2) Cf. *Trésor du droit* de Bouchel, p. 498.

(3) Cf. ch. V

lement ; c'est ainsi que le duc d'Orléans procéda dans l'affaire des bénéfices ecclésiastiques.

Ce n'est là qu'une mesure de sûreté, nous avons vu que souvent les apanagistes demandent des lettres patentes au roi pour exercer des droits reconnus, par tous, comme incontestables.

L'apanagiste et le gouvernement des provinces.

Le rôle de l'apanagiste est en soi purement honorifique, ses droits sont surtout utiles.

A côté de son administration, limitée, par le but qu'elle poursuit, à savoir faire rendre aux domaines concédés le taux de l'évaluation, le roi conserve son autorité et l'organisme administratif subsiste tel, que si le domaine apanagé n'avait point été distrait du domaine de la couronne.

Le Bret refuse catégoriquement toute autorité aux apanagistes et les place au rang de simples sujets ! Ils ne sauraient prétendre par conséquent à exercer les fonctions de gouverneurs et c'est un principe que les Fils de France ne commandent ni dans leur apanage, ni dans les provinces dont ils portent le nom.

Le roi pourrait néanmoins leur donner des lettres de commandement, elles seraient, en ce cas, soumises aux mêmes formalités que les lettres données aux sujets ordinaires et devraient être vérifiées aux Parlements des lieux.

L'apanagiste n'a pas la nomination des gouverneurs et commandants des provinces.

Cela s'explique facilement, si l'on n'oublie pas que les gouverneurs étaient les représentants directs du pouvoir royal dans leur gouvernement.

De plus, la fonction de gouverneur n'était pas un office

proprement dit, mais une simple commission essentiellement révocable, et bien qu'en fait, « après la mort des gouverneurs les enfants prenaient « à injure si le gouvernement était confié à un autre (1) » la charge devenant ainsi héréditaire, en droit, il n'en était pas ainsi.

Du reste, les textes ne permettent aucun doute sur ce point. Un arrêt du Conseil d'État du 28 octobre 1780 porte en son article 1^{er} que le roi se réserve la pleine et entière disposition desdits offices.

L'article 3 interprétant l'édit du mois d'avril 1696 « exige que les candidats soient agréés par le roi et défense est faite aux trésoriers des revenus casuels d'expédier aucune quittance qu'il ne leur soit apparu dudit agrément. »

L'apanagiste n'exerce, de par sa qualité, aucun commandement militaire, il n'a pas le droit de lever des troupes.

Depuis le XVIII^e siècle, les apanagistes comme fils et frères de rois, ont seuls, une garde d'honneur, c'est le souverain qui en fixe l'importance. Il faut croire, que les officiers de leur garde n'étaient pas de science très grande, puisque Camus, ayant demandé la suppression des maisons militaires, pour cette raison qu'il était absurde qu'un particulier en possédât une, Custine reprit la motion en s'exprimant ainsi : « M. Camus n'a fait qu'effleurer les motifs qui nécessitent la suppression de la maison militaire des princes, cela ne fait que grossir la liste des officiers sans expérience. » La Constituante leur donna raison en proclamant cette suppression (2).

(1) La volonté et la force ne doivent avoir qu'un centre, il n'y a qu'un souverain. Le Bret, *Traité de la souveraineté*, liv. 2, ch. VII.

(2) Constituante, séance du vendredi 13 août 1790.

Spectacles.

L'apanagiste a-t-il le privilège des spectacles ?

Une espèce tend à prouver qu'il faut répondre par la négative.

Deux troupes, dont l'une avait un privilège de six années, accordé par le comte de Provence, étaient en concurrence à Angers.

Il arriva que la troupe officielle eut moins de succès que l'autre et dut se retirer.

Le lieutenant de police d'Angers rendit une ordonnance permettant à la troupe non autorisée par l'apanagiste de s'établir dans la salle devenue vacante.

Sur appel de cette ordonnance, un arrêt fut rendu qui déclara la troupe privilégiée non recevable dans sa demande et la condamna à l'amende.

Il est certain que cet arrêt ne s'expliquerait pas si le privilège des spectacles avait été concédé à l'apanagiste.

Ce privilège est une partie de la grande police attribuée, par l'usage, aux gouverneurs, en sorte qu'un apanagiste pouvant être, en même temps, gouverneur général, avait le droit d'autoriser un spectacle dans son gouvernement, mais non dans son apanage.

CHAPITRE VII

ACCROISSEMENT ET DIMINUTION DE L'APANAGE

Droit de rachat. — Retrait lignager. — Commise. — Retrait féodal. — Alluvions et atterrissements. — Acquisitions faites par l'apanagiste. — Diminution de l'apanage. — Droit à l'indemnité.

Accroissement.

L'apanage se peut augmenter, soit, par l'exercice de droits inhérents à la qualité d'apanagiste, soit, par des causes qui tiennent à la nature des biens concédés, soit, enfin, par l'industrie et la fortune de l'apanagiste.

Le premier mode comprend l'exercice du droit de rachat, du retrait féodal, du retrait lignager et de la commise.

Le second se rapporte à la question des alluvions et des atterrissements.

Le troisième comprend les acquisitions faites avec les deniers de l'apanagiste.

Droit de Rachat.

Un des principaux droits cédés par les lettres d'apanage est la faculté de racheter les domaines engagés, usurpés ou aliénés, dépendant de ceux qui entrent dans la composition de l'apanage.

Cette prérogative fut, pour la première fois, accordée par François I^{er} à son fils Charles dans la déclaration du 26 mars 1543, enregistrée le 28 avril 1554.

Le roi ayant ordonné de faire la recherche de tous ses domaines, le duc d'Orléans demanda et obtint la permission de faire cette recherche, à son profit particulier.

Il faut examiner les termes mêmes de cette déclaration qui ne sera pas renouvelée dans les autres concessions d'apanage.

François I^{er} déclare « avoir entendu dans l'édit d'apanage qu'il fut possible à son fils de poursuivre en son nom, et à son profit, la recherche de toutes et chacune des dites terres, membres et portions, droits et revenus qui ont été par le passé vendus, aliénés et autrement distraits et séparés du vrai et ancien domaine de la couronne » et pour cela, *il subroge son fils « en son lieu et place »* pour jouir de tout ce qu'il réunira comme des autres terres à lui données.

François I^{er} identifie, par conséquent, la faculté de retirer les domaines engagés aux lettres d'apanage et sa déclaration doit être considérée comme étroitement liée à l'édit original.

Du Vaucel, après avoir fait cette constatation, ne veut considérer dans cet abandon qu'une faveur isolée, il n'accorde pas, aux domaines ainsi acquis, l'identification complète avec les domaines de l'apanage.

La raison qu'il apporte (1) nous paraît bien faible à côté de l'expression, tout à fait catégorique, employée par François I^{er} « pour jouir de tout ce qu'il réunira comme des autres terres à lui données. »

Les lettres patentes du 28 janvier 1751 n'autorisent pas la distinction entre les biens de l'apanage primitif et ceux qui auront été rachetés.

(1) Du Vaucel s'appuie sur la différence d'origine des biens apanagés et des biens rachetés, les uns acquis gratuitement et les autres moyennant finance. Les premiers concédés pour l'entretien du prince et de sa famille seraient seuls de l'essence de l'apanage. *Essai sur les apanages*, 2^e partie, p. 15 et suiv.

Le roi accepte le délaissement de la moitié du comté de Soissons, il ordonne qu'elle demeurera unie et incorporée au domaine de la couronne pour faire partie de l'apanage.... « ainsi que l'autre moitié du dit comté ».

Or, il faut remarquer, que la moitié du comté de Soissons dont il est question ici, appartenait à la maison de Carignan à titre patrimonial, et les lettres, après avoir pris acte de l'abandon fait par le prince, réunissent sans aucune distinction les deux moitiés du domaine au reste de l'apanage pour être possédées au même titre.

Les textes sont trop formels pour permettre des distinctions, fussent-elles très subtiles.

Il est vrai, et, c'est encore une preuve qu'en ces matières beaucoup de choses sont obscures, il est vrai, que dans ces lettres au milieu de l'énumération des droits de l'apanagiste il y a cette phrase « sans qu'il puisse en prétendre d'autres que ceux des engagistes, aux droits desquels il a été subrogé, avaient droit de jouir. »

Il n'est pas facile de décider à quel point se peut rattacher cette restriction contredite par tout ce qui précède.

La longue énumération des privilèges des apanagistes est faite dans ces lettres comme dans les édits de constitution. Ces droits ne peuvent appartenir, en aucune façon, aux engagistes qui n'ont ni la propriété, ni les honneurs, mais seulement les droits utiles et les fruits.

Nous croyons que l'intention du roi dans les lettres de 1751, préparées par l'arrêt du conseil du 30 octobre 1750, est d'établir le départ entre l'engagiste et l'apanagiste en montrant que si, en principe, celui-ci ne jouit que des droits de ceux à qui il a été subrogé, par grâce du souverain, ces domaines nouveaux sont assimilés au reste de l'apanage.

On ne peut pas se servir de ce texte pour établir une distinction entre les domaines anciens et ceux nouvellement acquis.

Tout d'ailleurs contredit à cette prétention.

Il est bien vrai qu'il n'y a aucune réserve de foi indiquée à la place où elle se trouve ordinairement dans les édits, mais cette restriction est rendue inutile parce que nous lisons plus loin. « Voulons que notre dit oncle jouisse de tout ce que dessus par nous cédé à titre d'apanage, sous une seule foi et hommage-lige tant pour les dits domaines de Soissons, Laon, Crépy en Laonnois et Noyon que pour le surplus du dit apanage. »

L'assimilation est complète il n'y a pas à en douter.

Une autre preuve, c'est que les lettres de 1751 ont été enregistrées sans observation.

Les lettres de 1762 confirment le même principe et nous le retrouvons encore dans celles de 1766 où les termes ne se prêtent plus au moindre doute.

« Ainsi ces domaines particuliers ont cessé d'être des engagements, ils sont confondus dans l'apanage dont ils prennent la nature, ils appartiennent maintenant à ce grand fief représentatif de l'ancien partage de la monarchie, indivisible dans son titre, dans ses droits, dans ses accroissements, comme dans sa mouvance, tenu de nous à cause de notre couronne en une seule foi et hommage-lige. »

Ces lettres fixent définitivement la jurisprudence en la matière et décident, que les parties du domaine rachetées par les princes possesseurs de l'apanage d'Orléans seront réunies, de plein droit, à cet apanage, sans qu'il y ait besoin d'autre déclaration.

Il faut ajouter que l'apanagiste est complètement su-

brogé aux droits du roi, et que l'engagiste ne peut pas s'opposer à l'exercice de la clause « de la faculté perpétuelle de rachat. »

L'ordonnance de 1766 contient à ce sujet un passage topique. « Il a obtenu le 3 septembre 1766 en notre Parlement sur les conclusions de notre Procureur Général un arrêt qui a condamné notre cousine, la duchesse de Mazarin à délaisser la jouissance desdits domaines pour être réunis et incorporés à l'apanage. »

On conçoit la crainte souvent manifestée dans les domanistes de voir ces concessions se répéter et éloigner de la couronne un nombre trop considérable de terres.

Il y avait bien l'hypothèse d'une réunion à la couronne, au cas où l'apanagiste viendrait à monter sur le trône, mais, en échange de ce bien incertain, le trésor éprouvait une perte sèche.

En règle, tous ceux qui se présentent, peuvent évincer les anciens engagistes en remboursant les possesseurs et en donnant au domaine un supplément de finance, soit en deniers, soit en rentes.

Lorsque celui qui évince est un apanagiste, le sort du domaine reste le même avec cette aggravation que la transformation de l'engagement en apanage écarte pour jamais la possibilité d'une augmentation de finance ou de revenu.

L'apanagiste était-il maître d'user à son gré de la faculté de rachat ?

Nous ne le croyons pas, un seul, Charles d'Orléans, subrogé au lieu et place de son père, l'aurait pu. Encore était-il limité par l'intervention des commissaires établis pour la réunion du domaine. C'est eux qui devaient déterminer le montant des remboursements.

Il semble qu'en raison des particularités multiples qui ont accompagné la formation des engagements, les apanagistes n'aient point eu le droit de fixer eux-mêmes « le principal et les loyaux coûts » ce sont les officiers du roi qui devaient, en cas ordinaire, déterminer la somme à rembourser « en un seul et parfait paiement ». Toutefois, il paraît bien que l'évaluation pouvait être faite à l'amiable. C'est ce que semble indiquer l'arrêt suivant, que nous trouvons à la date du 26 juin 1784. Le Parlement permet au comte d'Artois de payer la finance de la terre de Montreuil-sur-Bouin en Poitou suivant l'évaluation qui serait faite entre les parties (1).

Le roi ne perd pas la faculté de racheter les domaines engagés qui font partie de l'apanage, — nous voyons dans les lettres patentes de 1664, que Louis XIII s'engage à retirer, dans le plus bref délai, les domaines engagés compris dans l'apanage pour en parfaire le revenu.

Dans le cas où le prince subrogé dans les droits du roi aurait racheté avant le parfournement, le roi serait tenu, quand même, de donner à l'apanagiste le complément de ce qui manque pour atteindre le chiffre fixé par lui.

La preuve de la permanence du droit royal se trouve dans cette particularité, que les lettres de parachèvement ne contiennent pas cette permission mais l'excluent formellement.

Celles accordées à Gaston, frère de Louis XIII, portent, après la désignation des domaines abandonnés au prince, la restriction suivante « sans néanmoins comprendre les parties des dits domaines, bois et autres droits qui sont

(1) Il s'agissait d'un engagement fait par Charles VII au XV^e siècle afin d'acquitter une somme promise pour le rachat du comte d'Eu. L'arrêt fut rendu en présence du roi de Suède.

engagés et dont les engagistes jouissent encore à présent.

Cette observation laisserait croire que le rachat des domaines engagés n'est pas essentiel à l'apanage, le roi pouvant, à son gré, restreindre cette faculté, la limiter et même la supprimer.

Les lettres patentes déjà citées plus haut contiennent pourtant l'affirmation contraire : « Cette faculté exprimée dans les lettres patentes du mois de mars 1661 constitutives de l'apanage de Monsieur et du 28 janvier 1751 est de l'essence de l'apanage. »

Disons, en terminant, que cette permission de rachat est personnelle.

François I^{er} lui-même, si prodigue dans les concessions aux apanagistes, avait concédé le seul droit de rachat à son fils Charles d'Orléans, il avait autorisé la transmission des biens ainsi réunis, réservant le droit de les acquérir. Louis XIII et Louis XIV pour Gaston et Philippe d'Orléans s'expriment comme François I^{er} : « Lui permettons en outre. » Pour le duc de Berri, pour les comtes de Provence et d'Artois, il y a ces mots : « Voulons qu'il lui soit permis. »

C'est la seule disposition des édits d'apanage qui ne transporte pas aux successeurs le privilège qui en fait l'objet.

Retrait lignager.

L'apanage est inaliénable, il doit retourner au domaine de la couronne dans l'état où il était lors de la concession.

C'est ce qui rend le retrait lignager d'une application difficile en notre matière.

Les auteurs s'en sont peu occupés, nous en dirons deux mots seulement.

D'après Chopin, l'apanage aliéné par le père est retiré

par les enfants mâles et non par le roi, il semble que ce soit plutôt une charge de la succession qu'une prérogative (1).

L'avocat général Bignon disait que les enfants de l'apanager, bien que n'étant pas héritiers de leur père, peuvent néanmoins retirer et revendiquer les terres données en apanage et depuis aliénées (2).

Dans les pays où le retrait lignager n'a pas lieu, les enfants mâles ne pourraient retraire les portions de l'apanage aliénées par leur père, mais, lors de l'ouverture de la succession de leur père, ils reprennent ce qu'il n'a pu aliéner, en indemnisant les acquéreurs.

Le retrait lignager s'exerce, en sauvegarde de l'intégrité du domaine de la couronne, pour réparer le tort que lui aurait fait une aliénation contraire au droit.

Commise.

Deux causes peuvent amener la commise du fief : 1^o la félonie ; 2^o le désaveu.

1^o La félonie résulte de tout crime commis par le vassal contre son seigneur ; dans ce cas, les fiefs mouvants du seigneur offensé lui sont acquis et ne vont pas, comme les autres biens confisqués au seigneur Haut Justicier (3) ;

2^o Quand le vassal prétend que sa terre est un franc-allevu, il faut nécessairement qu'il avoue ou qu'il désavoue. Mais s'il prétend que sa terre est mouvante d'un autre seigneur que celui qui a fait saisir, il peut engager ce seigneur à faire saisir de son côté et former un procès entre les deux seigneurs qu'on appelle « combat de fief. »

(1) Chopin, *op. cit.*, liv. 3, tit. XII, n^o 23.

(2) Bardet, *Ed. de Lalaure*, tit. II, liv. 6, ch. V, p. 254, col. 2.

(3) Bacquet, *Droits de justice*, ch. II.

Alors, il y a obligation pour le vassal de se pourvoir à la justice royale ordinaire de son fief.

Il doit faire la foi aux officiers et consigner les droits qu'il peut devoir ; moyennant quoi, il doit avoir mainlevée de son fief durant le procès.

Quarante jours après l'arrêt définitif, il doit faire la foi à celui qui aura gagné le procès, faute de quoi, son fief tomberait en commise (1).

Pour la félonie, on ne peut refuser à l'apanagiste le droit de commise que le droit féodal accorde au seigneur de fief.

Le désaveu produit le même résultat, mais, une question se pose : lorsque le vassal soutient de bonne foi que son fief est tenu et mouvant du roi, encourt-il la peine du désaveu ?

Le roi, comme dit Brodeau est la vive source de la féodalité, l'origine de tous les fiefs de son royaume, qui prennent naissance dans sa personne et se rapportent à lui comme membres à leur chef, le souverain fiefieux (2).

Donc, en principe le vassal ne s'expose pas à la peine du désaveu en se réclamant du roi.

Il y a seulement exception à cette loi, lorsque le Procureur général défenseur naturel de l'intérêt du roi, ayant abandonné la mouvance, le vassal persévère dans son opiniâtreté et refuse de reconnaître son seigneur.

Il faut remarquer que l'apanagiste placé entre le roi et le vassal n'est pas véritablement un degré de plus. La mouvance du roi conserve son caractère éminent malgré l'apanage (3).

(1) Coutume de Paris, art. 60. Cf. Brodeau sur cet article.

(2), Brodeau sur la Coutume de Paris, art. 43, nos 17 et 18.

(3) Arrêt du 21 août 1649.

Quelle que soit d'ailleurs la cause de la commise, félonie ou désaveu, à qui profite-t-elle, à l'apanagiste ou au roi ?

S'il faut en croire Dumoulin la question n'est ni facile ni claire : « Nihil nisi alias super alias intricaciones inveni. »

Cet auteur énonce deux avis contradictoires. Dans l'un, il veut que la commise appartienne à l'usufruit et non à la propriété, « in fructu non in patrimonio », d'où, cette conséquence, que l'apanagiste doit profiter du fief acquis par commise et en disposer à son gré (1).

Ailleurs, il ne considère pas les fiefs commis pendant le mariage comme des conquêts, c'est au propriétaire du fief qu'ils doivent revenir, donc le fief commis pendant l'apanage appartient au roi qui conserve le domaine éminent des biens apanagers (2).

Chopin établit une distinction ; s'il s'agit de l'usufruit des fiefs commis, il n'y a aucune difficulté, ils reviennent à l'apanagiste.

Pour ce qui est de leur propriété, la question est très controversée, l'auteur du *Domaine* est d'avis que le prince apanagiste acquiert la propriété, pour lui et en son nom, sans que le fief commis retourne au roi après l'extinction de l'apanage (3).

Lefèvre de la Planche recherche la cause de la commise.

Si elle a pour motif la félonie et l'injure envers l'apanagiste, il faut suivre l'avis de Chopin. Mais, si l'offense a été faite à la majesté royale, l'apanagiste ne peut exer-

(1) Dumoulin sur l'article 43 de la Coutume de Paris, n° 186.

(2) Dumoulin, *op. cit.*, n°s 124 et 187.

(3) Chopin, *op. cit.*, l. I, tit. IV, n° 5.

cer aucun droit parce que c'est une maxime que la confiscation prononcée pour un crime de cette nature ne peut appartenir qu'au roi (1).

Pour ce qui est de ce dernier point, il n'y a pas de doute, il ne serait pas admissible que l'apanagiste se fit un revenu d'une injure faite au souverain et, en pareil cas, les confiscations appartiennent au roi.

Prost de Royer se rapproche de Dumoulin, première manière, il ne voit dans l'apanagiste, qu'un simple usufruitier, par conséquent, la commise ne peut lui profiter au delà de la nature de son droit.

Le droit de commise n'est qu'un accessoire du domaine cédé en usufruit, donc la propriété du domaine tombé en commise doit être réunie au domaine.

Un point acquis c'est l'accroissement apporté à l'apanage par la commise, les édits en accordent le bénéfice à l'apanagiste.

A quel titre possède-t-il le fief confisqué ? Les auteurs sont loin d'être d'accord sur la réponse à faire à cette question.

A notre avis, ils n'ont pas trouvé la solution juridique du problème, parce que, partis d'un principe, ils ne peuvent en tirer des conséquences qui ne s'y trouvent pas. L'identification forcée de l'apanagiste à un usufruitier ou à un propriétaire est la cause de l'erreur.

Nous avons essayé d'établir au chapitre III que l'apanage était un mode de posséder très particulier dont les éléments, pris dans la coutume et dans le droit féodal, ont été mis en œuvre dans les édits de constitution.

C'est le droit féodal, modifié par l'édit fondamental de

(1) Lefèvre de la Planche, liv. 12, ch. 3, nos 47, 48, 49, 50, 51.

1566 qui nous donnera réponse à la question posée plus haut.

L'apanagiste en face du roi a-t-il la qualité de seigneur de fief ? Cela ne fait pas de doute, il reçoit la foi et l'hommage, s'il doit envoyer le double des actes à la Chambre des Comptes, ce n'est pas par une restriction de son droit, mais, pour la sauvegarde du domaine, en cas de retour.

Or, nous avons vu que les fiefs mouvants du seigneur offensé, lui sont acquis, ces biens vont donc à l'apanagiste, le seigneur dominant n'a rien à y prétendre.

C'est évidemment sur ces principes que Chopin a basé son opinion.

Mais l'inaliénabilité du domaine vient modifier les effets du droit féodal. La théorie que nous avons exposée à propos des domaines rachetés s'applique ici.

Le fief commis rentre dans le domaine du roi pour retourner dans le domaine de l'apanagiste qui le possède au même titre que ses autres biens.

Ce n'est pas assez dire qu'il n'en possède que l'usufruit, c'est aller trop loin que d'affirmer qu'il en a la propriété absolue.

Il les possède, comme tous les biens qui lui ont été concédés, en cette manière spéciale que nous avons expliquée au chapitre III. On pourrait dire qu'il les possède « *apanagèrement* ».

Retrait féodal.

La vente d'un fief produit deux droits au seigneur : le retrait féodal ou le droit de requint, mais ces deux droits sont incompatibles et le seigneur n'a que le choix.

Le retrait féodal (1) est la faculté accordée au seigneur

(1) Coutume de Paris, article 30.

de prendre et de retenir par puissance de fief, le fief tenu et mouvant de lui, qui est vendu par son vassal en remboursant à l'acquéreur, le prix et les loyaux coûts, quarante jours après qu'on lui a notifié la vente, montré les contrats et fourni copie de ceux-ci.

Le retrait féodal a pour but de réunir au fief dominant le fief servant, cependant l'usage s'est établi qui permet au seigneur de céder ce droit (1) et le cessionnaire peut exercer le retrait féodal à moins que la coutume ne s'y oppose (2).

Brodeau cite de nombreux exemples de cession à de simples particuliers.

Tiraqueau (3) et Chassanée (4) disent que le seigneur ne peut céder et vendre le retrait féodal qu'à une personne habile et capable.

Brodeau remarque que cette restriction n'a lieu qu'en pays de droit écrit.

Ce très court aperçu va nous mettre à même de déterminer facilement les droits de l'apanagiste.

Maillard (5) considère la propriété des apanagistes comme résoluble sous la condition de la masculinité. « Ils peuvent donc, dit-il, de leur chef, exercer en leur nom le retrait royal, parce qu'un propriétaire conditionnel peut, avant l'événement de la condition, exercer tous les droits attachés à la propriété. »

Il ajoute plus loin : « Comme le retrait féodal exercé

(1) Brodeau, *Commentaire sur la Coutume de Paris*, tit. XX, p. 236, t. 1.

(2) La Coutume de Tours, articles 181 et 188, s'oppose à cette cession.

(3) Tiraqueau, *Traité du retrait lignager*, § 26, glose 1, nos 43 et suiv.

(4) Chassanée, *Coutume de Bourgogne*, tit. 2.

(5) Sur l'article 116 de la Coutume d'Artois.

par le propriétaire est présentement un fruit du fief dominant, l'on estime qu'après la fin de l'apanage causée par le défaut de mâles les héritages acquis par retrait royal seront une propriété séparée de l'apanage, qu'ils seront déferés... comme des acquêts faits par l'apanagiste à celui qui devait lui succéder *ab intestat*. »

On ne peut refuser à l'apanagiste le droit d'exercer le retrait féodal, il le possède indépendamment de toute cession expresse en vertu de la jurisprudence féodale.

Ne l'aurait-il pas, *de jure*, que le roi pourrait le lui céder sans aucune difficulté, on ne saurait refuser à l'apanagiste ce qui est concédé à un simple particulier.

Nous croyons que Maillard s'écarte des lois mêmes de l'apanage en considérant les domaines retirés comme des fruits qui restent quant à leur nature, distincts de l'apanage.

Nous croyons avoir établi contre du Vaucel, que ces biens nouveaux se confondaient avec les anciens et que tous portaient la loi commune de l'apanage.

Dumoulin l'établira encore dans l'hypothèse que nous allons étudier par la suite.

Il est vrai, qu'en droit féodal le retrait est réputé des fruits de la seigneurie et qu'on n'est pas tenu de réunir le fief retiré au fief dominant, mais la législation des apanages doit corriger le droit plus ancien en ce qu'il aurait de contraire à l'édit de 1566 et à l'inaliénabilité du domaine de la couronne.

Lefèvre de la Planche examine l'hypothèse où le seigneur acquiert dans sa mouvance un fief qui lui revient pour des causes indépendantes de son vassal ou de lui. Par exemple, si la famille à qui le fief avait été concédé vient à s'éteindre ou si la condition résolutoire de la concession vient à se réaliser.

Il est certain, dit cet auteur, qu'un fief qui finit de cette manière se réunit nécessairement au fief dont il relevait bien qu'il soit entre les mains d'un apanagé.

Dans ce cas, le nouveau fief ne peut pas, en droit, être regardé comme une augmentation, c'est une partie qui se réunit à son tout, c'est le recouvrement d'une chose aliénée par celui qui en avait disposé.

La terre qui retourne à celui qui l'avait accordée est, dit Dumoulin, « de la même nature que le fief dominant, si c'est un conquêt, la terre réunie aura la même destinée et quoique sa réversion soit arrivée pendant la communauté si le fief dominant est propre à l'un des conjoints, la terre réunie n'entrera point en communauté (1).

Donc, pas de difficulté, le fief se réunit à l'apanage, il prend la nature du fief dominant et, par conséquent, celle des autres biens déjà concédés.

Il y aurait, remarque notre auteur, à contester cette augmentation qui détruirait l'efficacité de l'évaluation et du parfournement tout ce qui doit fournir le revenu du prince ayant été nettement déterminé.

Ce serait de droit, mais, ajoute-t-il plus philosophiquement que juridiquement : « Ces règles paraissent trop rigoureuses et la condition de l'apanagé est si favorable qu'elles ne semblent pas devoir lui être appliquées (2).

Nous avons donné à propos du retrait domanial la réponse au scrupule de Lefèvre de la Planche, nous n'y reviendrons pas.

Alluvions et atterrissements.

Les alluvions et atterrissements profitent au domaine

(1) Dumoulin, § 43, glose 1, n° 175.

(2) *Traité du domaine*, t. 3, liv. 12, ch. 3, n° 46.

de la couronne. Il faut dire pour cet accroissement comme pour les autres, que l'apanagiste en jouit de la même manière que de tous les autres biens de l'apanage.

Des acquisitions faites par l'apanagiste.

La troisième manière d'augmenter l'apanage résulte des acquisitions particulières qui peuvent être faites, librement de la fortune personnelle du prince ou de ses économies.

Quelques auteurs ont voulu assimiler les biens acquis par l'apanagiste aux domaines dont parlent entre autres édits ceux de 1566 et de 1667 (1).

Il est facile de répondre que ces sortes de biens ne tombent pas sous le coup de l'édit par le fait de leur réunion à l'apanage, le prince a, en effet, son administration particulière, et ses officiers ne se confondent point avec ceux du roi.

On examine cependant quel doit être le sort des acquisitions ainsi faites.

L'annotateur de Lefèvre de la Planche (2) accorde au roi la faculté de retenir l'objet de la nouvelle acquisition en indemnisant le successeur de l'apanagé, c'est-à-dire en lui remboursant le prix et les loyaux coûts.

Chopin, au contraire, pense que les biens ainsi acquis appartiennent aux héritiers de l'apanagiste.

Bacquet dans son *Traité du droit de deshérence*, cite un arrêt du 27 janvier 1548 qui conserve aux héritiers de droit les biens acquis à prix d'argent.

(1) Le domaine de notre couronne est entendu, celui qui est expressément consacré, uni et incorporé à notre couronne ou qui a été tenu et administré par nos receveurs et officiers par l'espace de dix ans et est entré en ligne de compte. Edit du domaine, art. 11.

(2) Louis.

Lefèvre de la Planche est de cet avis si l'accroissement se forme par un acte qui n'ait pas de rapport avec l'apanage, quand même la terre acquise serait dans la mouvance de l'apanagiste.

Prost de Royer contredit l'affirmation de Louis, il concède qu'il peut cependant arriver que le roi retienne les biens acquis des deniers propres de l'apanagiste. « C'est, dit-il, une affaire d'administration et d'arrangement, ce n'est pas un droit, parce qu'on pourrait en abuser en indemnisant mal, ou en dépouillant l'héritier d'une propriété qui là, comme partout, doit être sacrée pour la souveraineté. »

Il y a une preuve beaucoup plus péremptoire établissant que la réunion de la propriété acquise à titre particulier ne s'opérait pas de droit, c'est la série des formalités auxquelles dut avoir recours le duc d'Orléans pour consolider à son apanage des biens acquis de ses deniers.

Celui-ci ayant acheté le canal de l'Ourcq et l'hôtel du Plessis-Chatillon, dut en faire d'abord abandon au roi et, par lettres patentes du 7 décembre, enregistrées le 15, il est ordonné « que les biens patrimoniaux ainsi délaissés seront réunis au domaine de Sa Majesté et feront partie dudit apanage pour être possédés à ce titre par M. le duc d'Orléans ».

Dupin résume bien la théorie et la pratique. « Il faut, dit-il, pour que cette réunion ait lieu, d'abord le consentement de l'apanagiste et ensuite des lettres patentes enregistrées en la même forme que l'apanage lui-même (1). »

(1) Dupin, *op. cit.*

Diminution de l'apanage.

De l'indemnité due en raison de la diminution de l'apanage.

Les rois, en établissant un apanage, fixent à une somme de rentes déterminée la donation qu'ils entendent faire au prince, leurs fils ou leur frère.

Ainsi déterminée, cette somme peut être sujette à des augmentations, il peut aussi advenir que, par suite de circonstances fortuites les revenus éprouvent une diminution si notable que l'apanage ne remplirait plus sa fin (1).

L'apanagiste, dans ce cas, aurait droit à une indemnité suffisante pour réparer le dommage qui lui aura été causé (2).

La théorie a été confirmée par un arrêt du Parlement rendu le 15 mai 1782, sur une espèce que nous allons brièvement rapporter.

Le cardinal de Richelieu avait donné son palais au roi qui l'avait cédé au duc d'Orléans en supplément d'apanage (1).

La salle de l'Opéra tenait au Palais Royal et en faisait partie.

En 1749, le roi donna l'administration de ce théâtre au prévôt des marchands. Le 6 avril 1763 la salle brûla.

Par suite de conventions passées entre le duc d'Orléans et l'Hôtel-de-Ville, la salle fut entièrement reconstruite

(1) C'est une supposition purement théorique, les revenus dépassant toujours de beaucoup les prévisions de l'évaluation. Cf. Rapport d'Enjubault, Constituante, vendredi 13 août 1790.

(2) La législation de la Révolution a admis le principe de l'indemnité. Cf. ch. XI.

(3) Lettres patentes de février 1692.

sur des proportions plus vastes, à la condition qu'elle ferait partie de l'apanage du duc d'Orléans et moyennant décharge pour la ville des indemnités auxquelles le souverain et le duc d'Orléans auraient pu prétendre en raison de l'incendie.

Nous passons sous silence les autres conditions qui, fort avantageuses à l'apanage, n'intéressent pas immédiatement notre question.

En 1780, le roi enleva au prévôt des marchands et aux échevins l'administration de l'Opéra. Le 6 juin 1781 la salle brûla de nouveau et le roi décida qu'elle serait bâtie à côté des Tuileries.

C'est alors que le duc de Chartres fit assigner les prévôt des marchands et les échevins à l'effet de lui restituer la salle de l'Opéra dans l'état intérieur et extérieur vérifié les 2 et 4 mai 1771. L'Hôtel-de-Ville n'ayant plus l'administration de la salle forma opposition à la demande du duc de Chartres et eut gain de cause sur ce point.

Le Parlement renvoya les prévôt des marchands et les échevins de la demande formée contre eux, sauf « au duc d'Orléans à se retirer par devers le roi pour obtenir de sa justice l'indemnité due à son apanage pour raison de l'incendie de la salle de spectacle du Palais Royal ».

Ayant aucunement égard aux demandes subsidiaires du duc de Chartres, déclare les biens meubles et immeubles appartenant à l'académie royale de musique affectés et hypothéqués par privilège et préférence à l'indemnité que le duc de Chartres a le droit de prétendre.

Cette espèce est intéressante, en ce sens qu'elle pose deux fois la question d'une indemnité pour le même apanage.

Lors des premiers arrangements, le roi et le duc d'Orléans

renoncèrent à l'indemnité en raison des avantages qui leur furent concédés.

Après le second incendie c'est le duc de Chartres qui se porte demandeur.

Il est une particularité qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est que le duc de Chartres n'est pas apanagiste et que, de ce chef, il ne pouvait intenter une action.

C'est au duc d'Orléans son père, que le Parlement accorde de pouvoir se retirer vers le roi pour obtenir les indemnités auxquelles il a droit.

La fin de l'arrêt se réfère aux demandes subsidiaires du duc de Chartres en raison des dégâts qu'il aurait pu subir comme simple particulier.

Cet arrêt met bien les choses au point et il est à retenir.

Une autre question se pose à laquelle il est très facile de répondre.

L'apanagiste a-t-il un droit à l'indemnité ?

En thèse, on peut répondre négativement

Nous avons eu l'occasion de constater qu'il n'y avait pas de texte faisant au roi une obligation d'apanager les siens, a plus forte raison serait-il difficile sinon impossible d'établir l'obligation d'indemniser l'apanagiste des pertes qu'il peut subir.

Les auteurs s'appuient sur des arguments d'ordre sentimental plutôt que juridique, il est vrai qu'en cette matière il y a surtout à observer et peu à raisonner.

CHAPITRE VIII

CHARGES DE L'APANAGE.

Entretien des puînés et dotation des filles.— L'apanagiste prend les obligations du roi. — La question des baux. — II. Inaliénabilité et imprescriptibilité.— Inaliénabilité. — Principes.— Hypothèque. — Imprescriptibilité.

Entretien des puînés et dotation des filles.

Les apanagistes supportent en premier lieu les contributions publiques et les charges civiles qui forment le droit commun de la propriété foncière, sans préjudice des charges particulières que nous allons étudier.

On regarde, comme une obligation naturelle la charge imposée à l'aîné qui recueillait l'héritage, de pourvoir à l'entretien des puînés et à la dotation des filles (1).

Et Dupin ajoute qu'on ne peut dire « que ce soit une condition légale à l'accomplissement de laquelle ils puissent être forcés, il n'y a, d'après lui, à cet égard que des usages qui n'ont rien de précis (2).

Cependant, il est difficile de contester que ces charges figurent parmi les raisons d'être de l'apanage.

L'article 1^{er} de l'édit de 1566, répété dans les édits de 1771 et de 1773 s'exprime ainsi : « Désirant bien et favorable-

(1) Dupin, *Traité des apanages*, 3^e partie, sect. II, § 3.

(2) *Id.* *Des apanages en général*, p. 158.

ment traiter notre frère et lui donner moyen d'entretenir honorablement sa maison et selon la dignité du sang dont il est, ensemble pourvoir aux enfants mâles qui descendront de lui en loyal mariage. »

Il est juste de constater que les édits ne parlent pas de la dotation des filles et qu'ils ne décident rien de clair quant à la portée de l'obligation de l'apanagiste. Mais, il est logique de conclure qu'il est tenu de ce devoir, si on se réfère aux textes et à l'interprétation qui en a été donnée dans la pratique.

L'apanagiste est aux siens ce que le roi est à ses frères et sœurs. L'apanage est donné à un seul, mais il doit profiter à la branche entière.

Ce devoir est d'autant plus impérieux que les puînés ne peuvent en aucune façon aspirer à un partage quelconque, l'apanage devant rester entier entre les mains du seul aîné.

Prost de Royer constate qu'en France (1), le devoir des apanagistes est facile à remplir. Leurs biens patrimoniaux sont souvent très considérables, de plus, le roi fournit aux puînés, des pensions, des bénéfices, des charges, des dons, des grâces et quand il faut doter une fille le souverain intervient « selon la faveur et les circonstances (2) ».

Dupin remarque enfin que les apanagistes se sont toujours empressés de satisfaire à ce qu'il appelle un devoir de convenance.

(1) Il n'en était pas ainsi partout, en Allemagne, notamment. Nous avons vu à Lyon dit Prost de Royer, un prince d'Allemagne qui, jouissant de 600.000 livres de rentes et prévoyant le cas, où, par défaut d'hoirs mâles, sa souveraineté retournerait à son cousin, ne dépensait que cent mille livres pour pouvoir doter sa fille unique.

(2) C'est ainsi, par exemple, que Louis XV adopta la fille du régent, sa cousine, lors de son mariage avec le prince des Asturies.

L'apanagiste acquitte ce que le roi devait comme propriétaire des terres et des droits cédés, cette règle est formulée dans tous les édits d'apanage. Et aussi nous voulons que notre dit frère et ses successeurs seront tenus « d'entretenir et faire entretenir les fondations des églises, les maisons, châteaux et forteresses desdits duchés et seigneuries en bon état de réparation, payer les fiefs, aumônes et autres charges ordinaires ainsi qu'il a été ci-devant accoutumé de faire ».

Il paraît bien que l'obligation où est l'apanagiste d'entretenir et de réparer les immeubles de son apanage reste une difficulté presque impossible à résoudre. Il n'y a pas d'exemple qu'on ait jamais agi sur ce point en rigueur de droit, d'ailleurs, il était à peu près inouï qu'on eût fait à la naissance de l'apanage les constatations de lieux indispensables à une action efficace et sérieuse au cas de trop grandes déprédations.

La question des baux.

L'érection de l'apanage ne donnant que les droits du roi, les baux consentis par le souverain ne sont pas résolus de ce fait. Ce point doit être réglé spécialement et pour chaque cas.

Comme il importe de faire entrer l'apanagiste dans la pleine jouissance des biens qui lui sont concédés, le roi peut, soit prescrire le maintien des baux s'il y trouve avantage, soit, dans le cas contraire, indemniser les fermiers ou laisser à l'apanagiste le soin de remplir cette formalité indispensable.

La même question se pose lors de l'ouverture de la succession à l'apanage,

L'héritier peut résoudre les baux consentis par son père, mais, en fait, ils sont presque toujours maintenus.

Si le bail était vraiment désavantageux, on pourrait le rompre, mais il est sage de tenir grand compte de la difficulté qu'on aurait de trouver des fermiers sûrs et honnêtes et, au cas où les baux auraient été faits de bonne foi, il y aurait intérêt à les subir.

Chopin examine le sort des baux à la fin de l'apanage.

Il décide qu'en rigueur de droit les baux doivent être résolus, et il a raison, en principe, puisque l'apanage doit retourner librement au domaine de la couronne.

Cependant, il n'y aurait pas lieu d'appliquer trop strictement la loi si la ferme était avantageuse et consentie pour peu d'années.

On sait, d'ailleurs, que l'apanagiste n'avait pas le droit de faire des baux par anticipation et qu'il ne pouvait même pas en consentir qui excéderaient le temps ordinaire de neuf ans, afin de ne pas entraver la liberté du successeur.

L'apanagiste était, en outre, soumis aux lois générales concernant la propriété domaniale, notamment à celles qui régissent les forêts et qui ont été étudiées dans l'article consacré plus spécialement à cette matière.

Inaliénabilité et imprescriptibilité.

En dehors de la loi générale de l'inaliénabilité du domaine, deux raisons, nous l'avons déjà indiqué, motivent l'application de cette règle aux terres de l'apanage.

Ce principe n'a jamais été contesté, et il s'est appliqué dès que l'apanage cessant d'être considéré comme une propriété libre suivit le sort du domaine de la couronne.

(1) Cf. *L'apanagiste et les forêts*.

Dupin avance que les biens apanagés ont toujours été inaliénables, d'après tout ce que nous avons dit, de la nature de l'apanage à ses origines, cette opinion ne semble pas soutenable.

A cette loi générale les auteurs apportent une exception. Ils admettent que le domaine peut être aliéné pour le paiement de la rançon de l'apanagiste.

Chopin au livre 3, titre XII, rappelle entre autres exemples, l'engagement des terres de Charles d'Orléans autorisé par l'arrêt du 23 février 1543 pour la rançon de ce prince.

Il n'avait pas été dérogé, en cette circonstance, à l'article 1^{er} de l'Edit de Moulins, puisque la faculté de rachat perpétuel était stipulée et que la rançon peut être considérée comme nécessité de guerre.

Incapable d'une aliénation totale, l'apanagiste peut-il disposer partiellement des biens qui lui ont été concédés ?

Cette question se ramène dans tous les auteurs à une formule unique : *l'apanagiste peut-il hypothéquer les biens apanagers à la dot de sa femme ou au douaire de sa veuve ?*

L'opinion unanime est qu'une hypothèque peut être prise dans ces conditions, mais il faut l'autorisation du roi (1).

L'exemple classique est celui du comte de Provence (2) affectant tous ses biens et spécialement ceux de son apanage à la sûreté de la dot de Marie-Josèphe-Louise de Savoie (3).

(1) Les terres qui sont tenues et sujettes à l'apanage ne se peuvent obliger ni hypothéquer à quelque douaire par ceux qui les tiennent, sans le consentement de nous et des rois de France.

(2) Lettres patentes du 26 juin 1773.

(3) La dot était de 420.000 livres monnaie du Piémont.

Les lettres patentes qu'il donna à cet effet furent confirmées par lettres du roi en juillet 1773 (1).

Mais alors, que devient la clause de retour où il est stipulé que l'apanage doit retourner « à la couronne en pareil état et condition qu'il était nonobstant toute disposition, possession... etc. »

La doctrine n'admet pas d'exception. Chopin après avoir cité des arrêts autorisant l'hypothèque, ajoute que l'apanage prenant fin, par défaut d'hoirs mâles, tous les droits d'hypothèque sont résolus de même que sont annulées les aliénations, les servitudes et autres charges imposées par l'apanagé (2).

Il en résulte que l'hypothèque accordée par l'apanagiste est frappée d'une double restriction.

1° En ce qu'elle ne tient que pendant la durée de l'apanage ;

2° En ce qu'elle ne donne aucun droit sur l'apanage.

Le paiement de la dot ne pouvait être poursuivi que sur les biens patrimoniaux.

Mais, en réalité, l'État devient débiteur de la dot. « C'était, dit Paillet, une loi traditionnelle du droit des gens qui aurait autorisé la nation qui avait donné la femme à l'apanagiste à se faire justice par les armes. »

L'apanage peut-il être affecté au privilège des architectes, entrepreneurs et constructeurs ?

Il n'y a pas de doute sur ce point, pourvu qu'ils se soient conformés à l'arrêt de règlement du Parlement de Paris (3).

(1) Chopin, liv. 3, ch. XII, cite plusieurs arrêts adjugeant l'hypothèque.

(2) Lefèvre de la Planche, *Du domaine*, liv. 2, ch. XIII, cf. Dupin, *op. cit.*

(3) Ce règlement a été fait au Parlement toutes Chambres assem-

L'apanagiste peut-il faire des emprunts ?

Oui, avec l'autorisation du roi donnée par lettres patentes enregistrées.

Il est de principe, que l'emprunt non remboursé à la cessation de l'apanage ne saurait être réclamé contre la couronne à laquelle les terres de l'apanage doivent revenir libres de toutes charges.

L'apanagiste peut contracter des dettes personnelles, mais il ne peut en grever l'apanage au delà de la valeur des fruits.

La doctrine n'est pas pour favoriser les apanagistes dans les opérations même indispensables et obligatoires comme l'entretien des immeubles qui leur sont donnés.

Aussi bien, est-on d'accord pour reconnaître, qu'en pratique, il en est autrement, et que l'obligation de l'apanagiste, résultant de la dot, de l'emprunt ou de dettes contractées envers les entrepreneurs, doit être tenue par l'État et payée par le fisc sur les revenus du domaine.

L'échange n'est pas prohibé d'une manière absolue ; il ne pouvait avoir lieu sous peine de nullité d'abord sans l'autorisation du roi, puis, à la fin, sans les formes requises pour les biens appartenant au domaine de la couronne (1).

On ne peut nier, en principe, que celui-là seul peut échanger qui pourrait vendre, le droit d'échanger n'appartient donc pas régulièrement à l'apanagiste.

Cependant il y a des échanges de peu d'importance qui

blées, le 18 août 1766.

Il accorde le droit aux architectes, entrepreneurs, maçons et autres ouvriers d'être payés par privilège et préférence à d'autres créanciers, à la condition qu'un double état des lieux ait été relevé en présence des intéressés par un expert nommé d'office par le juge, avant les travaux, et, dans l'année qui suit leur achèvement.

(1) Lois du 22 novembre et du 1^{er} décembre 1790.

ont un caractère de véritable administration. Dupin concède aux apanagistes le droit de faire de telles opérations (1).

Imprescriptibilité.

L'inaliénabilité entraîne l'imprescriptibilité, si, en effet, l'apanagiste ne peut transmettre par un contrat volontaire tout ou partie de son apanage, il pourrait l'abdiquer par négligence ou par fraude en le laissant usurper par des tiers qui, au bout de trente ans, prétendraient à la prescription.

L'imprescriptibilité est donc un corollaire de l'impossibilité d'aliéner le domaine.

Lorsque la loi de 1790 (2) déclara, qu'en principe, le domaine était aliénable, elle n'autorisait la prescription que pour les biens nationaux dont l'aliénation était permise par les décrets de l'Assemblée, ceux qui restaient inaliénables demeuraient imprescriptibles.

(1) Par exemple, un échange qui aurait pour but de réunir une enclave.

(2) L. 1790, art. 36.

CHAPITRE IX

DE LA SUCCESSION DE L'APANAGE.

Mort de l'apanagiste. — Avènement au trône. — Confiscation.

L'apanage prend fin pour trois raisons : 1° par la mort du titulaire ; 2° par son avènement au trône ; 3° par la confiscation de ses biens pour crime de forfaiture.

Mort de l'apanagiste.

La succession ne se règle pas par la disposition générale des lois ou des coutumes, mais par la loi particulière de l'apanage.

Un principe constant c'est que la transmission de l'apanage doit avoir lieu de la même manière que celle de la couronne elle-même. « La possession du prince apanagé est entièrement semblable à celle de la couronne dont l'apanage est une émanation. Le trône appartient à titre de droit successif à l'aîné mâle de nos rois, c'est la légitime du fils aîné... il en est de même de l'apanage (1). »

Chopin avait écrit : « In panagio quod regni naturam ex quo delibatum est imitatur, unus est tantum gradatim hæres (2).

(1) Séguier, *Plaidoyer*, 1769.

(2) Cf. Dupuy, *Traité des apanages des enfants de France*, ch. 1 du Vaucel, *op. cit.*, p. 39, n° 46. Edit sur les pairies de 1711, art. 4.

La loi qui réglemente la succession aux apanages est ainsi formulée dans tous les édits : Donnons, octroyons et délaissions à N et à ses enfants mâles descendant de lui en loyal mariage.

La transmission se fait donc « de mâle en mâle par ligne de mâle ».

Les mâles seuls descendant du prince peuvent recueillir les terres qui composent l'apanage.

Les filles n'y ont aucun droit (1), mais, entre les mâles mêmes il n'y a que l'aîné qui hérite, il doit seulement une pension alimentaire à ses frères et le mariage à ses sœurs.

C'est Philippe le Bel qui, le premier, spécifia le retour à la couronne à défaut d'hoirs mâles par son codicille du vendredi, veille de Saint-André 1314.

Du Tillet en donne ce sommaire, « ordonne le roi Philippe le Bel qu'à défaut d'hoirs mâles de Philippe le Long son fils, le comté de Poitou retourne à la couronne à la charge que le roi qui lors régnera sera tenu de marier les filles et qu'elles auront les autres biens de la succession de leur père (2).

Un arrêt du 22 janvier 1322 rapporté par Chopin, débouta Jeanne, duchesse de Bourgogne, de la prétention qu'elle avait de succéder à l'apanage paternel. Du Tillet remarque que depuis l'apanage de Louis, frère de Charles VI, on n'a jamais manqué pour ôter tout sujet de contestation, d'insérer dans toutes les lettres d'apanage la clause de retour à la couronne à défaut de descendants mâles en légitime mariage (3).

Le retour à la couronne ne s'opère que lorsqu'il y a

(1) Cf. ch. 2.

(2) Du Tillet, *Recueil des Rois de France*, p. 296.

(3) *Rec. des rois*, p. 291.

défaut absolu d'hoirs mâles tant en ligne directe qu'en ligne collatérale.

Si la ligne directe vient à s'éteindre la succession passe à la ligne collatérale à quelque degré que ce puisse être, mais cette succession n'a lieu qu'en faveur de ceux qui descendent de l'apanagiste.

Les collatéraux, dit Lebrun, peuvent succéder à l'apanage pourvu qu'ils soient descendants du premier apanagé, puisque l'apanage se donne pour le premier apanagé et ses hoirs mâles ou descendants en ligne directe (1).

Comme l'apanage est accordé pour le prince qui le reçoit et pour ses descendants mâles, il n'y a aucune incertitude sur le droit de la branche cadette à l'extinction de la branche aînée.

Il faut faire remarquer que l'apanage passant dans la ligne cadette, c'est au seul aîné mâle de cette branche que l'héritage appartiendra.

Si, par exemple, un prince meurt sans enfant mâle, mais laissant un neveu de l'aîné de ses frères cadets et un autre frère, c'est au neveu que devra aller l'héritage au préjudice de l'oncle, l'apanage devant toujours demeurer à l'aîné de la branche aînée de même que la couronne.

Dans aucun cas, l'apanage ne remonte aux collatéraux du prince qui a été le premier apanagé.

(1) Titius étant le premier apanagé et laissant pour enfants Mævius et Sempronius : Si Mævius meurt sans enfants, l'apanage appartient à son frère, Sempronius, comme descendant de Titius apanagé. Mais si Titius premier apanagé était mort sans enfants son frère n'aurait pas succédé à l'apanage : et c'est par là que l'on concilie plusieurs exemples qui semblent contraires, dont les uns justifient la succession collatérale, les autres la condamnent et l'on en use à cet égard conformément au droit des fiefs. Lebrun, *Traité des successions*, liv. 2, ch. 2, sect. 1, n° 109.

Si le roi avait deux fils ou deux frères, l'apanage qu'il a donné à l'un ne passe pas à l'autre ni à ses représentants, dans le cas où il s'éteindrait dans la personne du premier ou de ses enfants soit par défaut de descendants mâles, soit par l'avènement à la couronne.

La question a été décidée plusieurs fois, notamment dans un arrêt du Parlement, en date du 23 janvier 1322, contre le duc de Bourgogne réclamant au nom de sa femme, fille de Philippe le Long, le comté de Poitiers que ce roi avait possédé comme apanagiste.

Chopin fait, de plus, remarquer que la loi des fiefs vient à l'appui de cette règle. En effet, lorsqu'un fief est donné purement et simplement à deux frères, la part de celui qui meurt le premier ne revient à l'autre qu'à l'expresse condition qu'il aura été nommément désigné pour lui succéder.

A la mort du titulaire la succession à l'apanage s'opérait de plein droit et sans aucun intervalle.

C'est ainsi que se faisait la succession au trône.

Il en résulte que les successeurs à l'apanage n'avaient pas besoin de lettres particulières d'investiture.

Le prince appelé à recueillir l'apanage n'était pas censé tenir son droit du défunt, mais il était censé le recevoir comme le premier apanagiste lui-même en vertu de l'acte primitif de concession (1).

Telle est, en effet, la véritable nature du droit des appelés, et ce n'est qu'en se plaçant à ce point de vue que l'on peut expliquer la jurisprudence constante des apanages, par exemple la règle qui veut que les biens apanagers passent aux successeurs de tous les degrés, francs

(1) Dupin, *op. cit.*

et libres des dettes et engagements des apanagistes précédents (1).

Avènement au trône.

L'avènement de l'apanagiste à la couronne est une autre cause d'extinction de l'apanage, c'est là une règle constante de notre droit public.

Du Tillet donne pour exemple l'avènement de Philippe de Valois et de Louis XII qui étaient l'un et l'autre des apanagistes et avaient des frères puînés vivants lors de leur avènement à la couronne.

Les frères puînés du prince apanagiste qui monte sur le trône n'ont pas droit à son apanage. L'apanage n'est donné qu'au descendant en ligne directe du roi qui laisse le trône vacant. Il est donné pour remplacer le droit de succéder au roi.

Il est clair, que le trône passant d'une branche à une autre, tous les princes de cette branche ne peuvent pas se dire héritiers du roi ayant droit de lui succéder, et dès qu'ils n'ont pas de droits à la succession, ils n'en sauraient avoir à l'apanage.

Du Tillet ne leur laisse que les armes et les noms délaissés par l'ancien apanagiste.

« Il fut douté, dit-il, si les terres de l'apanage, tenues par lesdits rois avant que la couronne leur écheut retournaient à icelle ou échéeoient à leurs puînés, avec le chef et pleines armes desdites branches, attendu que le retour pour les apanages n'était qu'au défaut des mâles qui duoient. Mais fut observée la réunion et retour desdites terres à la couronne parce que par l'adoption d'icelle les-

(1) Chopin, liv. 3, tit. 13, n^{os} 1 et suiv.

(2) Camus, Bayard, et Meunier.

dits rois ne les avaient perdues et étoient rentrées en elle et rejointes au lieu dont elles étoient parties, la jouissance consolidée avec la propriété, le nom principal et pleines armes échéant auxdits puinés, parce qu'ils appartiennent au plus prochain, ores qu'il ne soit héritier (1). »

Le roi donne à ses frères un apanage comme cela est arrivé au XVI^e siècle. Charles IX succédant à son frère François II, apanagea ses frères les ducs d'Alençon et d'Anjou.

Confiscation.

L'apanage s'éteint encore par la confiscation. « Et le semblable est d'une confiscation par la forfaiture du chef d'une branche de puiné de France qui fait réversion à ladite couronne s'il n'y a restitution ou abolition comme fut au duc Jehan d'Alençon (2). »

La question qui se pose ici est celle de savoir ce que devient l'apanage ainsi confisqué.

Retourne-t-il au roi purement et simplement ou passe-t-il à l'héritier de l'apanagiste déchu ?

Chopin est pour la première solution. Il se fonde sur l'article 13 de l'ordonnance de Moulins, ajoutant ensuite que l'apanagiste qui reçoit un apanage se trouve dans la situation du seigneur à qui on donne un fief, et que la commise est tacitement stipulée.

C'est aussi l'avis de Pothier, disant que la foi étant de

(1) *Recueil des rois de France*, p. 290 ; Chopin, liv. 2, tit. 13, nos 4 et 5.

(2) *Recueil des rois*, p. 240 ; Jean II, duc d'Alençon et comte du Perche, s'étant révolté contre Charles VII, fut pris en 1456, condamné à Vendôme et ses biens confisqués. Le roi se contenta de garder Alençon, Domfront et Verneuil, le reste fut laissé aux enfants.

l'essence du fief, la violation formelle et caractérisée de cette fidélité doit faire perdre au vassal son fief et donner au seigneur le droit de le réunir à perpétuité à son domaine.

Dupin remarque que la confiscation s'appliquant aux descendants de l'apanagiste présente un caractère de très grave injustice.

Le coupable, en effet, n'avait la jouissance de l'apanage que sous la condition de le transmettre entier à ses descendants, il est bien évident qu'il ne pouvait, par son crime ou par sa faute, compromettre le droit des appelés après lui.

Paillet estime aussi que cette confiscation serait la violation des lois fondamentales de l'apanage, les descendants ne peuvent pas souffrir de la faute ou du crime de l'apanagiste, ce n'est pas de lui en effet qu'ils tiennent leurs droits, mais de l'acte même de constitution.

Il faudrait, dit Prost de Royer, pour appliquer aussi odieusement la loi avoir l'âme d'un Louis XI, faisant placer les enfants d'Armagnac sous l'échafaud de leur père pour recevoir son sang et n'oublier ni son crime ni son supplice.

On peut pardonner à l'auteur l'emphase de son discours, il termine son article en affirmant, que de son temps, il n'y avait rien à craindre quant à l'horreur du crime de forfaiture de la part des apanagistes, ni quant à la sévérité de la répression de la part des rois.

CHAPITRE X

LA CLAUSE DE RETOUR.

Nature du droit. Origine du droit.

Nature du droit.

C'est l'article 1^{er} de l'édit du domaine qui nous donne la formule juridique de la clause de retour.

« Le domaine de notre couronne ne peut être aliéné qu'en deux cas seulement, l'un pour appanage des puisneux mâles de la maison de France auquel y a retour à notre couronne par leur décès sans mâles en pareil état et condition qu'était ledit domaine lors de la concession de l'appanage nonobstant toute disposition, possession, acte exprès ou taise fait ou intervenu pendant l'appanage. »

Nous savons déjà que Philippe le Bel dans son ordonnance rapportée par du Tillet exprime pour la première fois la clause de retour à défaut d'hoirs mâles (1), Charles IX fit de cette règle une loi fondamentale de l'État,

(1) Nous avons trouvé une dérogation à la loi générale du retour; c'est, au reste, la seule que nous connaissions.

Charles V donna le 18 avril 1364 des lettres portant qu'au cas où le roi aurait des enfants, successeurs à la couronne, le duc d'Anjou, son frère, aura pour lui et sa postérité le duché de Touraine et ses dépendances pour les tenir en pairie à perpétuité. Isambert, V, p. 186.

en l'étendant au delà des concessions apanagères à toutes les donations possibles de la royauté.

En effet, par une déclaration de juillet 1566, il ordonna qu'à l'avenir aucune érection de terres et seigneuries en duchés, marquisats ou comtés ne se ferait sans insertion de la clause et condition que les seigneurs venant à mourir, sans hoirs mâles procréés de leur corps en loyal mariage, ces terres seraient réunies et incorporées au domaine de la couronne sans qu'aucune disposition contraire ne pût empêcher cette déclaration d'avoir son effet.

On remarque avec raison, que les anciennes seigneuries étaient données par les rois en récompense de services rendus à la couronne et qu'à ces titres donnés étaient attachés des fonctions effectives, les comtes étant à la tête des villes, les marquis étant chargés de la garde des frontières, les ducs ayant l'intendance des provinces.

Les nouveaux dignitaires n'avaient aucun pouvoir, ils relevaient néanmoins de la couronne, c'était une chose toute naturelle que pour les fiefs érigés par le roi en leur faveur, celui-ci déterminât, à son gré, la mesure dans laquelle il entendait accorder sa grâce et fixât un point de droit sans lequel les contradictions des coutumes auraient fait naître beaucoup de difficultés et de controverses.

Mais ici, comme pour les donations apanagères, Charles IX a réduit en loi ce qui était déjà depuis longtemps la pratique générale.

Les inféodations au temps même de Philippe le Bel étaient restreintes aux mâles et réversibles à la couronne à défaut d'hoirs mâles.

Le don d'Aubigny inféodé par Charles VII en 1422 en faveur de Jean Stuart, fut enregistré au Parlement et à la Chambre des Comptes, le 10 avril 1423, à charge de retour à la couronne.

Lorsque Louis XI donna le comté de Guines à Antoine de Croy (septembre 1461), le Parlement en vérifiant les lettres patentes ordonna dans son arrêt du 22 que le don n'aurait lieu que pour les descendants mâles.

Le principe général est rigoureux dans les termes qui l'expriment, il ne l'est pas moins dans les conséquences qu'il comporte, nous avons vu dans un chapitre précédent que nulle obligation, même légalement contractée, ne pouvait affecter l'apanage retournant à la couronne.

L'augmentation profite au roi mais, en même temps, il s'ouvre en faveur des héritiers de l'apanagiste une action contre le domaine pour le remboursement des sommes par lui dépensées. Ceci a lieu, précisément, en cas de rachat.

Les héritiers du prince pourraient-ils exercer certaines répétitions contre l'État, en raison de dépenses considérables prises sur le patrimoine de l'apanagiste pour élever des constructions importantes ?

Dupin répond qu'il faudrait accueillir la demande en indemnité des héritiers, sinon d'après les principes rigoureux du droit strict, au moins, d'après l'équité qui ne veut pas que l'État s'enrichisse aux dépens d'autrui.

A propos de la caducité des concessions faites par l'apanagiste, on cite une espèce intéressante.

En 1541, le duc Charles apanagiste de l'Angoumois, forme en faveur de Gélinaud un corps de fief sous le nom de Malaville.

Les formes usitées furent très exactement observées, le duc mourut et l'apanage retourna à la couronne.

En 1593, Bernard du Masses acquiert du roi, à la charge de rachat perpétuel, la châtellenie de Bouteville dans laquelle est le fief de Malaville.

En 1705, un successeur de Bernard du Masses réclame les cens et rentes sur Malaville. En vain, le possesseur excipa-t-il du droit de l'engagiste, de la foi et hommage prêtée au seigneur de Bouteville, d'une possession de près de deux siècles, l'arrêt ne voulut avoir égard ni au titre, ni à la possession, les domaines de Malaville furent reconnus devoir être dans la censive du seigneur de Bouteville et les marques de fief durent être enlevées de la maison.

Le jugement s'appuie sur ces motifs, que le prince apanagiste avait bien pu aliéner ou anoblir un domaine qui faisait partie de son apanage, mais le don et l'aliénation n'ont pas plus de durée que l'apanage lui-même (1).

Nous avons eu déjà l'occasion de citer l'arrêt du 24 septembre 1709, très bien discuté par Augeard, ordonnant le retour à la couronne pour défaut d'hoirs mâles d'un don fait par Philippe le Bel à Nogaret.

Comme toujours, en cette matière, la rigueur des principes s'adoucissait, quant aux conséquences du droit, et le roi assumait les obligations de l'apanagiste (2).

Origine du droit.

Dans la clause de retour apanagère, il faut distinguer deux états de droit qui sont nés de conceptions différentes et qui répondent à deux phases de notre histoire.

Il y a d'abord le retour à défaut d'hoirs qui est de source juridique et ensuite le défaut d'hoirs mâles qui est, nous l'avons indiqué déjà, de source politique, nous n'avons pas à insister autrement sur ce dernier point.

(1) Augeard, *Clause de retour*, p. 599.

(2) Cf. ch. VIII.

Le droit de retour, avec ce qu'il peut avoir d'injuste en pure équité, n'a pas été créé de toutes pièces pour les besoins de la cause et a des origines juridiques très faciles à déterminer.

M. Brunner a écrit une savante et très intéressante étude sur « *du droit de retour* » il conteste l'origine romaine de ce droit qui est exprimé dans l'article 747 du Code civil (1) et va ainsi contre l'enseignement traditionnel français (2).

La conclusion de ce travail est qu'il faut chercher l'origine du droit de retour dans la conception de la donation immobilière germanique (3).

Quoi qu'il en soit, et pour nous borner à la forme précise du droit de retour, tel qu'il se présente dans l'édit de 1566, nous croyons que ce droit est incontestablement le résultat de la jurisprudence qui s'est établie sur les textes du *corpus juris civilis*.

C'est sur la novelle 25 de Léon le Philosophe, que se fonde le Parlement de Grenoble pour accorder au père le droit de retour pour toute donation qu'il a faite à ses enfants, il le refuse à la mère et à plus forte raison aux collatéraux et aux étrangers (4).

(1) Cf. en faveur de l'origine romaine, Coin Delisle sur l'article 747 du Code. *Revue critique de législation*, 1847, t. X, p. 244. Viollet, *Histoire du droit civil français*, p. 846. Marquis, *De la dot profectice en droit romain, du droit de retour de l'ascendant donateur dans l'ancien droit français*, 1885. Glasson, *Le droit de succession au moyen âge, Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, 5^e année, 1892, p. 736.

(2) « Wobei ein traditioneller Schatz von ethlichen Citaten aus dem Corpus juris civilis seit sechszenten Jahrhunderten aus einer an die andere ging. *Ueber der germanischen Ursprung* ».

(3) « Die germanische Schenkung ist eben nicht gleich der römischen abstrakte Vermögensvermehrung sondern Zweckschenkung. »

(4) Cf. c. 60, *de bonis quæ liberis*, I.

Les Parlements de Paris, de Bordeaux, d'Aix, de Dijon l'accordent à la mère.

Le Parlement de Bordeaux le refuse aux seuls étrangers.

Mais dès 1268, nous avons un arrêt du Parlement de Paris jugeant « que lorsque les enfants décèdent sans hoirs procréés de mariage le don retourne aux donneurs et non aux prochains héritiers des donataires. »

Recherchons maintenant la jurisprudence sur le droit du donataire quant aux biens frappés du droit de retour.

En principe, il ne peut ni aliéner ce bien ni en disposer au préjudice du droit du donateur.

Il y eut néanmoins une grande variété dans la jurisprudence des Cours.

Le Parlement de Paris (1) permet de disposer par donation entre vifs ou à cause de mort des biens possédés à charge de retour et le Parlement de Dijon professe la même doctrine.

Mais, le Parlement de Toulouse accorde le retour au donateur, malgré toutes dispositions testamentaires ou entre vifs faites par le donataire. Il résout toutes les aliénations (2). Les Parlements de Grenoble et de Bordeaux rendent des arrêts dans le même sens.

C'est cette doctrine qui tend à s'établir définitivement. Le président de Lamoignon était d'avis de rendre cette maxime universelle. « Les biens donnés retournent au père francs et quittes de toutes charges et hypothèques qui ont été imposées par le donataire et les aliénations par lui faites demeurent révoquées en faveur du donateur. »

Furgole au XVIII^e siècle, fixe ainsi la théorie sur ce point : le retour légal est fondé sur une stipulation inhé-

(1) Henrys, *Œuvres*.

(2) Furgole, *Observations sur l'ordonnance de 1731*, quest. 42.

rente à la donation et les biens donnés reviennent de plein droit (4).

Qu'arriverait-il si le donataire avait disposé des biens du donateur ou s'il les avait aliénés.

Renusson (3), accorde une action en indemnité sur les autres biens laissés par le donataire et Bretonnier trouve cette opinion très juridique dans le pays de droit écrit (2).

Il y a quelques arrêts obligeant le donateur qui use de son droit à payer les dettes du donataire.

Bretonnier, nous fournit un arrêt du 6 mars 1697 : « Payera ladite Rigault les charges et dettes de la succession de ses dites filles à proportion de ce qu'elle amende (4). »

Cette jurisprudence est loin d'être générale. Les Parlements de Toulouse, de Grenoble et de Bordeaux la repoussent avec une exception toutefois en faveur de la dot et des conventions matrimoniales de la femme du donataire (5).

La clause de retour en pays de droit écrit a très nettement le caractère d'une condition résolutoire (6).

La clause de retour faute d'hoirs se précise donc dans l'interprétation du droit écrit, mettant en œuvre les données fournies par la coutume et par le droit romain.

(4) Furgole, *op. cit.*

(2) *Traité des Propres.*

(3) Bretonnier sur Henrys, liv. 6, ch. V, quest. 13.

(4) *Op. cit.*, liv. 6, ch. 2, n° 8. Cf. Denisart au mot *Retour*, arrêt du 28 juin 1759.

(5) Arrêt du 25 octobre 1623 cité par Cambolas, liv. 1, ch. 5.

(6) Brunner, *op. cit.*

CHAPITRE XI

LÉGISLATION DE LA RÉVOLUTION.

Mesures préparatoires. — Suppression des apanages réels. — Traitement des apanagistes. — Liquidation des dettes apanagères.

Mesures préparatoires.

On peut dire que l'Édit de 1566 domine toute la matière des apanages et que toute la jurisprudence sur ce sujet gravite autour d'un principe unique : l'inaliénabilité du domaine de la couronne.

Il faut entendre l'expression domaine de la couronne dans un sens large et y englober tout ce qui constituait à « à un titre quelconque la dotation, les droits, le privilège de la royauté, droits de souveraineté, droits régaliens, droits féodaux, domaines au sens propre du mot, dont le roi avait la pleine propriété (1) ».

La Révolution énonce le principe contraire (2). La Constituante constate que la maxime de l'inaliénabilité est préjudiciable à l'intérêt public, puisque des possessions foncières livrées à une administration générale sont frappées d'une sorte de stérilité tandis que dans la main de propriétaires actifs et vigilants, elles se fertilisent, multi-

(1) Esmein, *op. cit.*, p. 339.

(2) Déjà au XVII^e siècle l'aliénabilité du domaine avait des partisans.

plient les subsistances, animent la circulation, fournissent des aliments à l'industrie et enrichissent l'État (1). »

A côté du roi, grandit une puissance nouvelle, la Nation, qui pourra reprendre pour son compte la parole de Louis XIV : « l'État c'est moi ». Le domaine public dans son intégrité avec ses divers accroissements lui appartient et sa propriété est la plus parfaite qu'on puisse concevoir, puisqu'il n'existe aucune autorité supérieure qui puisse la modifier ou la restreindre (2).

Au lieu et place du domaine de la couronne on crée le domaine public ou domaine de la nation. On y rattache « toutes les propriétés foncières et tous les droits réels ou mixtes qui appartiennent à la nation ou dans lesquels elle a le droit de rentrer par droit de rachat, droit de réversion ou autrement.

L'article 6 de la même loi, prononce la réunion au domaine national de tous les biens particuliers du roi à son avènement au trône (3).

Les acquisitions faites par lui à titre particulier restent à sa disposition pendant son règne, mais rentrent, à sa mort, dans la loi commune.

C'est la même loi au paragraphe III, articles XVI et XVII qui supprime les apanages réels et fixe le sort des apanagistes présents et futurs.

Nous allons étudier l'histoire de cette législation très intéressante par plus d'un côté, en ce qu'elle nous fait mieux connaître l'état de l'apanage même antérieurement à 1779.

(1) Loi du 4^{er} décembre 1790, art 3.

(2) Même loi, art 2.

(3) *De la nature du domaine national et de ses principales divisions*, § 1, art. 1.

Nous verrons que cette institution eut des partisans fidèles jusqu'à la fin.

Avant le jour où commença la longue série de discussions concernant les apanages, l'attention avait été attirée sur eux par les réclamations de plusieurs cahiers des États Généraux.

Des lois restrictives générales avaient été promulguées, ne visant pour ainsi dire les apanagistes qu'incidemment.

Nous relevons d'abord les lettres patentes du 26 mars 1790, rendues sur le décret de l'Assemblée nationale du 18 mars.

L'article 1^{er} ordonnait à tous détenteurs des bois et forêts domaniaux, notamment aux apanagistes, de surseoir à toute coupe de futaie à peine de « confiscation des bois coupés et de mille livres d'amende pour toute coupe au-dessus d'un arpent et de mille livres par arpent pour toute coupe excédante ».

Défense est faite à tous ceux visés dans les articles I et II de procéder à des coupes de taillis sans se conformer aux procès-verbaux d'aménagement.

L'article IV consomme la dépendance des apanagistes à l'égard des maîtrises.

Ils ne pourront commencer l'exploitation des coupes, qu'après avoir obtenu la permission des maîtrises et des autres juges compétents, de plus cette permission ne devait être délivrée, qu'après la communication de la demande au district de la situation des bois, ou à son directoire (1).

Toute exploitation commencée qui ne serait pas conforme aux procès-verbaux d'aménagement doit être suspendue, dès la publication des lettres patentes. Les bois

(1) Art. III et IV.

coupés en contravention seront saisis et vendus à la diligence des officiers des maîtrises ou autres juges compétents et les deniers versés dans la caisse de l'administration des domaines.

Les lettres patentes du 28 mars, données sur le décret du 15 mars sanctionnent l'abolition du régime féodal.

Ces lettres suppriment sans indemnité les droits « qui dépendaient ou étaient représentatifs soit de la mainmorte réelle ou personnelle, soit de la servitude personnelle ».

La faculté de racheter tous les autres droits fut réglementée par les lettres patentes du 9 mai et par celles du 31 juillet données à Saint-Cloud.

Ce sont les articles VI et VII qui nous intéressent surtout.

« Quant au rachat des droits dépendant des biens possédés à titre d'apanage, ils pourront, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné, être liquidés par les possesseurs actuels, à la charge que lesdites liquidations seront faites conformément au taux et au mode prescrits par nos dites lettres patentes du 9 mai dernier sur le décret du 3 mai et qu'elles seront vérifiées et approuvées par les assemblées administratives, dans le ressort desquelles seront situés les biens, dont dépendront les dits droits, et que le prix en sera versé dans la caisse du district et de cette caisse dans celle de l'extraordinaire. » Cet article prévoit les indemnités à fournir aux apanagistes.

A l'égard des rachats qui seront dus à la nation par les propriétaires des biens mouvant des biens nationaux, même par les apanagistes... à raison des rachats par eux reçus pour les droits dépendants de leurs fiefs, la liquidation des sommes, par eux dues, sera faite provisoirement... par les administrateurs de la régie des domaines.

A Paris, c'est la municipalité qui exerce ces fonctions.

Enfin le 13 août 1790, le roi donna des lettres patentes sur un décret du 26 juillet 1790 portant défense, le régime féodal et la justice seigneuriale étant abolis, « de prétendre aucun droit de propriété ni de voirie sur les chemins publics, rues et places de village, bourgs ou villes ».

L'article 11 s'exprime ainsi : « En conséquence, le droit de planter des arbres ou de s'approprier les arbres crus sur les chemins publics, rues et places de villages, bourgs ou villes, dans les lieux où il était attribué aux ci-devant seigneurs par les coutumes, statuts ou usage, est aboli. »

Suppression des apanages réels.

Déjà la discussion concernant le sort des apanagistes avait commencé.

Dans la séance du vendredi 13 août 1790, le rapporteur du comité des domaines Enjubault, porta la question à la tribune.

Il commence par affirmer qu'il n'est aucune matière sur laquelle le progrès des lumières ait exercé une influence aussi marquée.

Après avoir reconnu que la nation, par cela même qu'elle unissait irrévocablement à son domaine le patrimoine de ses rois, contractait corrélativement, l'obligation de fournir à leurs enfants puînés une subsistance proportionnée à l'état de leur rang et à la splendeur de leur origine.

Il prétend que, comme tout débiteur, la nation a le droit de s'acquitter de cette dette, de la manière la plus conforme à son intérêt en abandonnant aux princes des jouissances foncières ou bien en leur assignant des rentes annuelles sur le domaine public.

Enjubault est pour le traitement pécuniaire et voici, outre la raison fondamentale que nous venons de donner, les arguments qu'il fait valoir à l'appui de sa thèse.

Autrefois, c'était le domaine qui fournissait à la subsistance des rois et de leur famille, il n'en est plus de même en 1790. Ce domaine ne forme que la minime partie des revenus de l'État, c'est aux impôts qu'il faudra recourir pour fournir la liste et les traitements annuels qui seront accordés aux enfants du roi.

De plus, les apanages réels donnent une grande autorité et une grande puissance à celui que les possède, et ont tendance à créer un état de choses qui constituerait, vite, un sérieux danger pour la nation.

Coûteux à la nation qu'ils privent de la totalité des fonds concédés, les apanages sont peu productifs à l'apanagiste, les frais de régie et d'administration absorbant la meilleure partie du revenu.

Enfin, puisqu'on ne doit attribuer au roi qu'une liste civile, il ne serait pas juste que les princes fussent mieux traité que lui.

Du reste, la nature de la rente apanagère sera la même que celle de la concession foncière.

Elle appartiendra à l'aîné, elle ne sera pas susceptible d'être hypothéquée par les créanciers de l'apanagiste qui n'auront de recours que sur les arrérages échus de son temps.

La rente s'éteindra avec la postérité masculine. La veuve aura cependant la moitié de la rente pour son douaire et pendant sa vie seulement. L'autre moitié de la rente ira au successeur de l'apanagiste franche et quitte de toute dette.

Le comité s'est ensuite efforcé de fixer le chiffre de la rente qui serait proposé à la Constituante.

On fit entrer en ligne de compte d'abord, le nombre des princes à doter et ensuite la valeur de la monnaie comparée au prix des denrées.

Mais quel sera le point de comparaison ? Enjubault signale en passant la fraude des apanagistes sur les revenus.

Endroit, les apanages sont de 200.000 livres, en fait, ils s'élèvent à plus de 6.000.000 de livres sur lesquels 2.000.000 sont le produit d'impôts indirects. Or, dit-il, les droits de cette nature ne sont pas communicables, ils cessent même d'être légitimes, dès qu'ils sont passés par les mains des particuliers.

Une grande partie des revenus des princes consiste en coupe de futaie dont les unes sont annuelles et les autres extraordinaires.

Deux ordonnances, celles de 1566 et de 1579, prononcent la nullité de ces sortes de concessions et défendent aux apanagistes de couper les bois de haute futaie et de toucher aux forêts.

L'Assemblée ne pouvait tolérer l'empiétement des apanagistes sur ce point, et, cependant, si on conserve l'apanage réel et qu'on supprime le revenu illégitime des coupes de bois, l'apanage n'aura plus de valeur.

Comment a-t-on fait l'évaluation de la rente apanagère ?

« On prit la valeur numérique du marc d'argent et son rapport arithmétique avec le prix du blé, à l'époque de l'apanage de Gaston frère de Louis XIII.

« En 1630, le marc d'argent se payait, aux hôtels des monnaies, vingt livres quatre sous cinq deniers et il est, aujourd'hui, à cinquante-trois livres neuf sous deux deniers, les 200.000 livres de revenu du temps de Louis s'élevaient donc à 527.983 livres. »

Pour le prix du blé, on se basa sur les calculs de Dupré de Saint-Maur ; le setier de blé avait toujours valu le $\frac{1}{3}$ de ce qu'aurait produit le marc d'argent fin monnayé.

En 1790, le prix de cette même quantité de blé excédait les $\frac{2}{3}$ du marc d'argent, d'où, en tenant compte de ce rapport, le revenu du temps de Louis XIII aurait la valeur de 600.000 livres avec lesquelles on achèterait autant de blé qu'en 1630 avec 200.000.

Au nom du comité, Enjubault demanda de fixer la rente apanagère à 1 million.

Ce projet de loi qui fut approuvé par l'Assemblée, demandait la suppression des apanages réels, comme un moyen d'établir l'uniformité dans l'administration.

Le droit des apanagistes n'était, disait-on, ni une propriété ni même un usufruit mais une simple cession de fruits « dont l'effet doit cesser dès que la nation, toujours libre de choisir entre les différents modes de paiement, préfère s'acquitter d'une autre manière ».

L'article 3 supprime, à partir du moment de la publication du décret, tous les droits régaliens. Ceux qui participent à la nature de l'impôt « comme droits d'aides et autres y joints, contrôle, insinuation, centième denier, droits de nomination et de casualité des offices, amendes, confiscations, greffes et sceaux et tous autres droits semblables ».

Ces droits devaient être réunis aux finances nationales ; pour les domaines et droits fonciers compris dans les apanages, les apanagistes devaient continuer d'en jouir jusqu'au 1^{er} janvier 1791.

A partir de cette date, la nation paierait aux apanagistes une rente de un million, tant à titre de pension apanagère que d'indemnité.

Quoi qu'il en soit, les apanages ne furent pas absolument supprimés, l'article 13 de ce décret fait une exception formelle pour le Palais d'Orléans ou du Luxembourg et pour le Palais-Royal. Les princes « continueront d'en jouir au même titre et aux mêmes conditions que jusqu'à ce jour ».

Dans l'article 24 on propose de créer un nouvel apanage. « Il sera avisé aux moyens de fournir, quand les circonstances le permettront, une habitation convenable à Charles Philippe de France, deuxième frère du roi pour lui et pour les aînés mâles, chefs de sa branche, qui en auront la jouissance au même titre d'apanage à la charge de réversion au domaine national, aux cas de droit. »

Les acquisitions des apanagistes faites par retrait féodal ou censuel, confiscation, deshérence ou bâtardise ou même, à titre de retour au domaine moyennant finances sont réputées engagement et seront à ce titre perpétuellement rachetables.

L'argumentation du comité du domaine fut vivement attaquée, et le député Bengy-Pui Vallée se fit l'organe des adversaires de la réforme.

L'apanage, d'après lui, était constitué par de véritables lois de l'État et le mode de constitution en avait été, plusieurs fois, sanctionné par les États Généraux.

La nation peut établir un nouvel ordre de choses pour l'avenir, elle ne peut pas empêcher qu'il n'y ait des contrats existants et que les effets antérieurs ne soient acquis.

On contestait, en outre, l'assertion d'Enjubault affirmant que la nation pouvait s'acquitter de la manière qui lui semblait la plus favorable à ses intérêts.

Pour les apanages constitués en effet, cela manquait de justesse, car il n'est pas vrai de dire que le débiteur ait

le choix de payer une autre chose à la place de celle qu'il doit, il ne peut révoquer et détruire un droit acquis.

Pour la constitution de droits nouveaux, l'État, au contraire, peut prendre les mesures qu'il veut.

Bengy fit encore valoir l'hypothèque donnée pour les 500.000 livres de dot de la comtesse de Provence sur les terres et seigneuries destinées par le roi au prince et à ses enfants (1). Supprimer la garantie de cette hypothèque, c'était aller contre un droit sanctionné par des conventions internationales.

Le discours du député ne fit aucune impression sur l'Assemblée. Et c'est ainsi que fut supprimée toute constitution de droits réels en vertu de l'inaliénabilité au moment même où le principe contraire entraît, par la loi, dans la pratique (2).

Traitement des apanagistes.

La situation des princes, embarrassée malgré leur dotation, devint précaire, par le fait de cette réduction subite et très considérable.

Le duc d'Orléans en raison de la transformation de son apanage se trouvait dans l'impossibilité de payer les dettes fort lourdes que lui avait laissées son père (3).

Un ci-devant comte de la Touche essaya de faire payer la différence par le comité du domaine, alléguant que le duc était un de ceux qui avaient le plus contribué à la Révolution.

Il y avait autre chose, le décret ne parlait pas des princes

(1) Article XII du contrat de mariage du comte de Provence.

(2) *Des apanages*, par un citoyen.

(3) Le revenu de l'apanage du duc d'Orléans était de 4.500.000 livres.

qui touchaient à la cassette du roi et qui jouissaient de grâces, de secours, lesquels se traduisaient par des sommes considérables.

Enjubault fut encore chargé du rapport sur ces questions.

Son discours peut se ramener à ces deux points : doit-on accorder des traitements aux enfants du roi ? Conservera-t-on aux frères du roi une partie de ceux dont ils jouissent ?

Une enquête sur l'existence de cette faveur ne fut pas très favorable aux apanagistes. Le rapporteur remarque « que l'étendue de ces grâces dépendait de la générosité, de la faiblesse, de la prodigalité du monarque qui en était le dispensateur, des services réels ou supposés, de l'adresse ou de l'intrigue du prince qui se les faisait accorder et surtout, du grand art de se faire valoir, qui est le principal talent des Cours. »

Le comité fut d'avis de supprimer le traitement des enfants du roi : « le traitement n'était fait que pour fournir aux frais d'une vaine étiquette et l'étiquette ne sera plus. »

Le mardi 21 décembre, la Constituante supprima le traitement des enfants du roi, sans exclure les rétributions auxquelles ils auraient droit pour les fonctions publiques dont ils pourraient être revêtus.

Elle accorde un million de traitement au comte de Provence, plus cinq cent mille livres, décroissant chaque année de vingt-cinq mille livres, affectés à ses créanciers.

Les fonds devaient être remis à un séquestre, des mains de qui, toucheraient les créanciers.

Par exception, le duc d'Orléans devait jouir du même traitement pendant vingt ans.

Cette somme devait être payée directement aux créanciers et le paiement effectué, même après la mort du duc, durant le laps de temps fixé.

En échange, les apanagistes s'engageaient à renoncer à toute indemnité pour améliorations, réfections ou constructions nouvelles. Ils durent en faire abandon à la nation et s'obliger à ne réclamer aucune coupe ou portion de coupe arriérée, dans les bois des apanages.

Liquidation des dettes apanagères.

L'intérêt général était sauvegardé, on tenait compte aussi de l'intérêt des créanciers des princes qui avaient pu faire fonds sur leur situation.

Mais, lorsque les princes émigrèrent, des difficultés d'un ordre nouveau s'élevèrent.

La situation financière des apanagistes ne s'était pas améliorée et leurs créanciers n'étaient pas, à beaucoup près, rentrés dans ce qui leur était dû.

Les anciens offices n'avaient pas été remboursés. Six mille familles au dire de Goupilleau (1) fondaient leur subsistance sur le paiement de leurs gages, traitements et appointements, sur le service exact de leurs capitaux ou de leurs rentes viagères.

Déjà, le comité de liquidation avait nommé des commissaires, à l'effet de parapher les registres des trésoriers des princes, pour constater l'état de leurs dettes et empêcher l'emploi des fonds, à une autre destination qu'au paiement des dettes existant lors du décret.

Mais, on avait négligé de faire la liquidation des offices,

(1) Assemblée législative, séance du 12 avril 1792.

et le comité de l'ordinaire des finances avait proposé un projet de décret supprimant le traitement des princes émigrés à partir du 12 février 1792, date de la mise sous sequestre de leurs biens.

Quelques députés demandèrent, d'accord avec le comité des finances, que le paiement de la rente apanagère fut continué au profit des créanciers, et spécialement affecté, au remboursement des charges de l'apanage.

Louvet proposa de payer tout le monde avec le produit de la vente des biens patrimoniaux des deux émigrés.

Lequinio demanda que les créanciers et officiers du prince fussent renvoyés au liquidateur général puis à la trésorerie pour se faire payer comme créanciers de l'État.

Ces questions ne furent réglées qu'après la suppression des apanages.

Le 24 septembre 1792, « la convention nationale décréta que ne reconnaissant plus de princes français elle supprimait à partir de ce jour les rentes apanagères. »

Cette Assemblée régla d'une façon très démocratique et très juste la situation des officiers des anciens apanages.

Le 19 vendémiaire an II (1), la convention décrète que la liquidation des offices sera continuée dans les formes déjà prescrites et en commençant par les offices de plus petite valeur.

Elle charge, en même temps, le comité de législation de rechercher les injustices qui auraient pu être commises au préjudice de la nation dans la liquidation des offices supérieurs.

Le 7 pluviôse an II (2), sont fixés les principes nouveaux qui présideront à la liquidation des offices.

(1) 10 octobre 1793.

(2) 14 octobre 1795.

Les offices soumis à l'évaluation ordonnée par l'Édit de février 1771 seront liquidés d'après cette évaluation.

Ceux qui, soumis à cette évaluation, n'auront pas été liquidés ne pourront être remboursés, excepté ceux dont les titulaires n'ont pas plus de 10.000 livres de fortune.

Dans ce cas, le remboursement sera réduit de 1.000 livres.

Les autres seront payés sur justification des versements faits à titre de finance, supplément de finance ou cautionnement dans le Trésor public ou dans les caisses des diverses administrations provinciales et particulières auxquelles ils étaient attachés.

Les titulaires d'offices des frères du roi qui justifieront (2) d'un versement, fait au Trésor public, seront liquidés d'après leurs quittances de finances moins, toutefois, les droits de centième denier, qui n'auraient pas été payés.

La peine de dix ans de fers est portée contre ceux qui seront convaincus d'avoir fait une fausse déclaration.

Pour faciliter la constatation du paiement des divers droits, le décret du 12 fructidor an II fait une obligation aux anciens contrôleurs des finances, à leurs héritiers ou ayants cause de remettre au bureau de la comptabilité les registres de leurs contrôles.

Permission leur est donnée de faire lever les scellés si cela était nécessaire.

Ce sont les commissaires de la comptabilité qui délivrent les certificats de radiation des quittances de droit casuel et de centième denier.

Le décret du 21 vendémiaire an IV (1) s'occupe des

(1) 14 octobre 1795.

comptes des receveurs des revenus patrimoniaux des apanagistes, comptes qui ne se rendaient pas à la Chambre des Comptes de Paris, mais qui étaient arrêtés par le surintendant ou par le conseil des maisons des princes. Ces comptes « ne seront pas arrêtés et vérifiés de nouveau par le bureau de comptabilité, sauf l'apurement et la révision lorsqu'il y aura lieu, conformément à la loi du 28 pluviôse dernier. »

Dans ce cas, le bureau de comptabilité est autorisé à se faire représenter les comptes qui ont été arrêtés suivant l'ancienne forme.

Exception est faite pour les comptes qui n'auraient pas été arrêtés ou qui l'auraient été par les commissions extraordinaires, établies depuis le 13 juillet 1789, c'est le bureau de comptabilité qui doit les vérifier et les arrêter définitivement.

Ce décret clôture l'ensemble de la législation sur les apanages dans l'ancien régime.

Vu :

Le Président de la thèse,
ESMEIN.

Vu :

Le Doyen,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

BIBLIOGRAPHIE

Actes royaux (collection des). Bibliothèque nationale.

Daguesseau. — Œuvres. Édition Pardessus, 1819.

— Des apanages des fils de France. Discours imprimé au tome I de la bibliothèque du droit français de Bouchel, p. 198. Paris, 1667, in-fol.

— L'apanage de Monsieur fils de France, frère unique du roi, signé : M. Royer. Paris, 1636, in-4°.

— Des apanages par un citoyen. S. L. N. D. in-8°.

D'Argentré. — Coutume de Bretagne. Edit. 1621.

— Apanage de S. Altesse royale monseigneur le duc d'Orléans, Régent du royaume pour le duché de Vallois, marquisat de Coucy et leurs dépendances. S. L. N. D. in-4°.

Augeard (Mathieu). — Arrêts notables des différents tribunaux du royaume. 1710-1713-1718, in-4°.

Bacquet. — Œuvres, édition Ferrière, 1744, 2 vol. in-fol.

Bardet. — Recueil d'arrêts du Parlement (Éd. de Lalaure). Avignon, 1773.

Bengy de Puy Vallée. — Opinion de M. de Bengy de Puy Vallée sur la condition politique des apanages qui ont été donnés aux enfants de France. Paris, Imprimerie nat., 1790, in-8°.

Bornier (Philippe). — Conférence des nouvelles ordonnances de Louis XIV avec celles de ses prédécesseurs. Paris, 1678, in-4°.

Brillon. — Dictionnaire des arrêts ou jurisprudence universelle des Parlements de France et autres tribunaux. Paris, 1771, 3 vol. in-fol.

Brodeau. — Commentaires sur la coutume de Paris, 1658-69.

— Recueil de plusieurs arrêts notables du parlement de Paris pris des mémoires de G. Louet, 1712, 2 vol. in-fol.

Brunner (H.). — Forschungen zur Geschichte des deutschen und französischen Rechts. Stuttgart, 1894-8°.

Camusat Nicolas. — Mélanges historiques. Troyes, 1619, in-8°.

Cambolas. — Décisions notables au Parlement de Toulouse. Toulouse, 1735, in-4°.

- Chantereau-Le Fèvre.** — Traité des fiefs et de leur origine. Paris, 1662, in-fol.
- Chénon.** — Des démembrements de la propriété foncière. Paris, 1881, thèse.
- Chopin.** — De dominio gallico, 1605.
- Gui-Coquille.** — Commentaire sur la coutume de Nivernais. Œuvres, 1666, 2 vol. in-fol.
- Denisart.** — Collection de décisions nouvelles et de notions relatives à la jurisprudence, 1754-1755.
— Nouveau Denisart. 14 volumes parus de 1783 à 1808.
- A. Duchesne.** — Antiquités et recherches de la grandeur et de la majesté des rois de France. 1609-1621, in-fol.
— Histoire des rois, ducs et comtes de Bourgogne. 2 vol. in-4°, 1619-1620.
- Dufresne.** — Journal des principales audiences du Parlement. 1754, 7 vol. in-fol.
- Louis du Four de Longuerue**, abbé du Jars. — Traité des appanages et partages des enfants de France, in-fol.
- Dufresne (Jean).** — Commentaire sur la coutume d'Amiens, 1666-1671, in-fol.
- Duplessis.** — Traités sur la coutume de Paris. Paris, 1709.
- Duret.** — Commentaires sur la coutume de l'Orléanais. Orléans, 1606, in-4°.
- Esmein.** — Cours élémentaire d'histoire du droit français, 1895.
- Procès-verbal** de l'évaluation des duchez et seigneuries bailliez en appanage par le roi Charles IX au duc d'Anjou son frère en 1570, in-fol. 2 vol.
- Flach.** — Les origines de l'ancienne France. 2 vol. in-8°.
- Le Fèvre de la Planche.** — Traité du domaine. 1765, 3 vol. in-4°.
- De la Guesle.** — Recueil de remontrances du Parlement. Paris, 1611, in-4°.
- Fauvelet du Toc.** — Histoire des secrétaires du roi. Paris, 1668.
- Fontanon.** — Recueil des anciennes ordonnances, 1589.
- Formules d'actes et de procédures pour l'exécution de l'ordonnance de Louis XIV. Paris, 1678, 1 vol. in-12.
- Furgole (J.-B.).** — Observations sur l'ordonnance de Louis XIV. Nouv. édit. Toulouse, 1761, 2 vol. in-4°.
- Frain.** — Arrêts du Parlement de Bretagne pris des mémoires et plaidoyers de M^e Sébast-Frain. Ed. Hevin. Rennes, 1684, 2 vol. in-4°.
- Guerrier.** — Discours sur l'origine des apanages des fils de France. Mercure, janvier 1757, p. 137.

- Glanville.** — *Tractatus de legibus et consuetudinibus Angliæ* (a treatise of the laws and customs of England written in the time of Henri II). London, 1780, in-12.
- De Grainville.** — *Recueil d'arrêts de la quatrième chambre des enquêtes*. Paris, 1750, in-4°.
- Guichard.** — *Lettre à un député sur les apanages*. Brochure de 48 p. in-8°.
- Guyot et Merlin.** — *Répertoire universel de jurisprudence civile, et criminelle*, 1784.
- Henault.** — *Nouvel abrégé chronologique de l'histoire de France, 1774-1775*.
- Henrion de Pensey.** — *Traité des fiefs de Dumoulin analysé et conféré avec d'autres feudistes*. Paris, 1773, 1 vol. in-4°.
- Henrys.** — *Œuvres*. Paris, 1708 (augmentée par Mat. Tirrasson), 2 vol. in-fol.
- Isambert, Jourdan et Decrusy.** — *Recueil des anciennes lois françaises, 1821-1830*.
- Lau (Abbé du).** — *Rapport de l'agence du clergé*, 1780.
- Laurière (E.-J. de).** — *Institutes coutumières de Loisel*. Paris, 1710-1758-1774-1784, 2 vol. in-12.
- Lebret.** — *Œuvres*. Paris, 1689, in-fol.
- Lebrun.** — *Traité des successions*, 1773, in-fol.
- Lerasle.** — *Encyclopédie méthodique*. Paris, 1783-1789.
- Lézardière (Mlle de la).** — *Théorie des lois politiques de la monarchie française*. Paris, 1792, 8 vol. in-8°.
- Lhuillier (J.).** — *Mémoire des dot et douaire des Princes, apanages des puînés, dot des filles de France*.
- Littleton.** — *Anciennes lois des François conservées dans les coutumes angloises*. Rouen, 1776, 2 vol. in-4°.
- Loyseau (Ch.).** — *Œuvres*. Ed. 1702, in-folio.
- Luchaire.** — *Histoire des institutions monarchiques*.
- Macarel et Boulatignier.** — *De la fortune publique*. T. II.
- Mascov.** — *Principes du droit public de l'empire germanique*. Leipzig, 1729, in-4° (Ed. revue par H. Frank).
- Montholon (J. de).** — *Arrêts de la cour prononcés en robe rouge depuis 1580 jusqu'en 1621*.
- Moreri.** — *Dictionnaire historique*. Ed. Basle, 1743.
— *Supplément au Dictionnaire historique*. Basle, 1743.
- Du Moulin.** — *Œuvres*, 1681, 5 vol. in-fol.
- Mourgues.** — *Statuta Provinciæ et Forcalquerii*. Aix, 1598.
- Padioleau.** — *De la juridiction de la chambre des comptes de Bretagne*. Nantes, 1631.

- Paillet (J.-B.-J.)**. — Dictionnaire du droit français. Ed. de 1827.
- Pasquier (E.)**. — Recherches de la France, 1723, 2 vol. in-fol.
- Piganiol de la Force**. — Nouvelle description de la France, 1752.
- Pontanus**. — Commentaire de la coutume de Blois, 1752.
- Pothier**. — Traité des fiefs, 1699-1772.
- Poulain du Parc**. — Principes du droit français suivant les maximes de Bretagne, 1768.
- Prost de Royer**. — Dictionnaire de jurisprudence et des arrêts, 1781 84.
- Pütter (J. A.)**. — Institutiones juris publici germanici. 6^e éd., Göttingen, 1802.
- Ragueau**. — Glossaire du droit français, édition Laurière, 1704, 2 vol. in-4^o.
- Rapport de l'agence du clergé*, 1765.
- Robert (A.)**. — Rerum judicatorum libri IV. Paris, 1602, in-4^o.
- Roche-Flavin (Bernard de la)**. — Treize livres des Parlements de France. Bordeaux, 1617.
- Traité des droits seigneuriaux faisant suite au Recueil des arrêts notables du Parlement de Tholose, in-12.
- Rochette (G.)**. — Questions de droit pratique, 1613.
- Roger** (augmenté par **Piètre**). — L'apanage de son Altesse royale Monseigneur le duc d'Orléans, fils de France, oncle du roi. Paris, 1656, in-4^o.
- Seguier**. — Plaidoyer de 1769.
- Schilterus**. — De paragio, apanagio et feudis juris francisci. Argentorati, 1701, in-4^o.
- Talon**. — Réquisitoire de 1641 (*Journal des audiences*, I).
- Talon (Omer et Denis)**. — Œuvres. Ed. Rives, 1821.
- Tessereau (Abraham)**. — Histoire chronologique de la Grande Chancellerie de France. Paris, 1710.
- Du Tillet**. — Recueil des rois de France, 1602.
- Traité sur les apanages en forme de mémoire* (Bibliothèque du Conseil d'État et de la Cour de cassation, 1829).
- Du Vaucel (Louis-François)**. — Essai sur les apanages ou mémoire historique de leur établissement. 2 tomes en 1 vol. in-4^o.
- Vaillant de Beauvais (Clément)**. — De la commodité de l'apanage ou panage de MM. les enfants puisnez de la Royale maison de France. Paris, 1585 in-8^o.
- De Verdelin**. — Institution aux lois ecclésiastiques de France, 1783. Paris, Demonville, 3 vol. in-12.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — Les apanages jusqu'en 1540	1
Le mot et la chose. — Origine des apanages. — Conditions successives des apanages. — Etendue de ce travail et méthode suivie.	
CHAPITRE II. — Constitution des apanages	19
Sujet de l'apanage. — Les puînés mâles. — Les Filles de France, les Princes du sang. — Les enfants légitimés, les enfants adoptifs. — Objet de l'apanage. — Edits de constitution. — Détermination des biens donnés en apanage. — Evaluation et parfournement. — Administration de l'apanage. — Juges des apanages.	
CHAPITRE III. — Caractère juridique des apanages.	42
Trois opinions. — L'apanage est une propriété. — L'apanage est un usufruit. — Opinion moyenne, l'apanage est un usufruit avec des droits plus étendus. — L'idée de propriété est plus conforme aux textes. — Opinion de Heinrich Brunner.	
CHAPITRE IV. — L'apanagiste et la justice.	63
CHAPITRE V. — L'apanage et les bénéfices ecclésiastiques	88
La Papauté et les bénéfices ecclésiastiques. — Concordat de François I ^{er} et de Léon X. — La Régale. — La garde et la mouvance. — L'Eglise de Chartres et l'apanage d'Orléans. — Examen de la querelle. — Consultation de 1741. — Textes établissant d'une manière générale les immunités de l'Eglise. — Le Roi et les biens amortis. — Le Roi et les biens possédés en franche aumône. — L'Eglise dans l'apanage. — Conclusion.	
CHAPITRE VI. — Droits des apanagistes.	113

Droits utiles : Droit d'aubaine. — Les forêts. — A. Disposition des forêts. — B. Droit de faire des règlements. — C. Provision des officiers des maîtrises. — Amortissement. — Aides. — Taille. — Accensement et inféodation. — Casuel des offices. — Affranchissement. — Lods et ventes. — Privilège des secrétaires du roi. — Privilège des chevaliers du Saint-Esprit. — Amendes. — Bâtardise. — Successions en déshérence. — Epaves et trésors. — *Droits honorifiques*. — Pairie. — Foi et hommage. — Le gouvernement des provinces. — Spectacles.

CHAPITRE VII. — Accroissement et diminution de l'apanage . 166

Droit de rachat. — Retrait lignager. — Commise. — Retrait féodal. — Alluvions et atterrissements. — Acquisitions faites par l'apanagiste. — Diminution de l'apanage. — Droit à l'indemnité.

CHAPITRE VIII. — Charges de l'apanage. 186

Entretien des puînés et dotation des filles. — L'apanagiste prend les obligations du roi. — La question des baux. — II. Inaliénabilité et imprescriptibilité. — Inaliénabilité. — Principes. — Hypothèque. — Imprescriptibilité.

CHAPITRE IX. — De la succession de l'apanage. 194

Mort de l'apanagiste. — Avènement au trône. — Confiscation.

CHAPITRE X. — La clause de retour 201

Nature du droit. — Origine du droit.

CHAPITRE XI. — Législation de la Révolution 208

Mesures préparatoires. — Suppression des apanages réels. — Traitement des apanagistes. — Liquidation des dettes apanagères.

BIBLIOGRAPHIE. 223

Imp. J. THEVENOT, Saint-Dizier (Hte-Marne)
